



# Etranger

## URSS

### L'anniversaire de la mort de Staline

« Les victimes innocentes frappent à notre porte »

MOSCOU  
de notre correspondant

Trois cents d'un côté, trois mille de l'autre, stalinistes et anti-stalinistes ont marqué, dimanche 5 mars à Moscou, l'anniversaire de la mort du « petit père des peuples », que tant de millions d'hommes avaient pleuré de par le monde en 1953.

Réunis à l'appel du mouvement nationaliste Pamiat avant un monument édifiant une victoire russe contre les Ottomans, les premiers ont communié dans la dévotion des « cosmopolites » (c'est-à-dire des juifs) et de ce « libéralisme bourgeois » que prônaient « les stalinistes au pouvoir dans certains journaux [où l'on] tente de dénigrer les valeurs du socialisme, l'armée et le passé du peuple russe ».

Mobilisés par la société Mémorial, les seconds ont affirmé la nécessité d'autoriser la publication de l'« Archipel du Goulag », afin que « vole en éclats le président de nos derniers dieux » : évoqué la « lumière de la nation » anéantie par les répressions staliniennes; conspué le « stalinisme d'aujourd'hui » et réclamé la démission de M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs du parti.

Les premiers donnaient le frisson. Les seconds étaient dix fois plus nombreux qu'eux et trois fois plus sûrs que la poignée de témoins qui avaient l'année dernière bravé, pour le trente-cinquième anniversaire, miliciens, flics en civil, chasse-neige et « citoyens indignés ».

Il y a un an, Mémorial n'était qu'un projet. C'est aujourd'hui une organisation légale, et la liberté d'expression n'a pas seulement fait en un an beaucoup de progrès, elle a également beaucoup plus profité à ses partisans qu'à ses ennemis. Mais c'est encore pourtant dans la presse, dans les journaux les plus officiels, que se mesure le mieux le chemin parcouru.

● **YOUgoslavie** : M. Vlas, soupçonné d'activités contre-révolutionnaires. — Une enquête judiciaire a été ouverte dimanche 5 mars contre M. Asim Vlas, ancien chef de la Ligue des communistes du Kosovo, soupçonné d'être impliqué dans l'organisation de la récente grève générale, qui avait paralysé pendant plus d'une semaine cette province yougoslave, a annoncé l'agence Tanjug.

On reproche à M. Vlas, ainsi qu'à deux directeurs des mines de Trepcas, arrêtés en même temps que lui la semaine dernière, des « activités contre-révolutionnaires ayant mis en péril le système social de la Yougoslavie ». Les trois hommes sont passibles d'une peine minimale de dix ans de prison. En cas de circonstances aggravantes, la peine de mort est prévue. — (AFP.)

● **GRÈCE** : la commission d'enquête annule l'interrogatoire de Georges Koskotas. — La Com-

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

mission du Parlement d'Athènes enquête sur les fraudes et détournements de fonds dont est accusé l'homme d'affaires grec Georges Koskotas, un milliardaire, samedi 4 mars, à se rendre aux États-Unis, où le baron grec se trouve actuellement détenu, afin de l'interroger.

Cette décision intervient à la suite d'une lettre adressée au gouvernement grec par l'avocat de M. Koskotas, M. Ronald Lohman. Dans cette lettre, M. Lohman déclare que son client ne pourra pas renouer les relations avec la commission si « toutes les questions importantes relatives à l'affaire n'ont pas été préalablement discutées et résolues ».

Selon l'avocat, la rencontre ne peut avoir lieu tant que les autorités américaines n'auront pas précisé leur position sur la demande d'extradition de l'homme d'affaires, présentée par la Grèce. — (AFP.)

**MS ESC LYON**  
MASTERS  
SPECIALISES

Une formation complémentaire  
spécialisée et appliquée  
pour diplômés  
des grandes écoles de gestion,  
d'ingénieurs ou de l'université.

**CHOISISSEZ  
UN AN D'EXCELLENCE :**

■ MS EN MANAGEMENT  
DES ENTREPRISES DE SERVICES.

■ MS EN MANAGEMENT  
DE LA TECHNOLOGIE.

■ MS EN INGENIERIE FINANCIERE.

Information et dossier de candidature auprès de :  
VIA MESSIERE - VASTIERES INFORMATION  
BP 174 - 69132 KILLY (LA) CEDEX/FRANCE - Tél. 72 20 25 23.

**GROUPE ESC LYON**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

d'avantage en fait (car) à Moscou et à Gorno-Altai (la capitale du Haut-Altaï), à Kirov et à Leningrad, il y en a d'autres qui ont décidé de rompre avec le parti. Tant d'autres même que « ces dernières années, révèle l'organe du comité central, un terme nouveau est apparu : les otkazniki, ceux qui renouent à leur appartenance au parti, qui viennent remettre au comité régional une déclaration et leur carte ».

Néologisme, le terme pourrait être rendu par « les dédits », et si la Pravda, à l'heure où il faudrait « consolider toutes les forces du parti », déplore le phénomène, elle le comprend aussi car « l'ouvrage de révolutions historiques se transforme souvent en tragédie pour ceux qui ont pleuré pendant des décennies ». En ce à dire qu'il faille arrêter de « dénigrer », comme on dirait à Pamiat, les valeurs du socialisme ?

Il faut citer là, et sur la longueur, la réponse de la Pravda, un quotidien qui n'est pas à la pointe mais à la traîne de la perestroïka. « Oui, ça fait mal. Oui, ça fait peur (...) mais on ne peut pas, écrit-elle, échapper à sa propre histoire. Elle germe toute seule et affleure comme ces os des disparus, comme ces tombes anonymes. (...) Au mois de janvier dernier, non loin de Tchernobyl, on a découvert un cimetière « sauvage » sur un chantier : des crânes avec un petit trou dedans. Les victimes innocentes frappent aujourd'hui à notre porte, exigent qu'on les laisse entrer, qu'on les entende... Allons-nous nous détourner lâchement ? »

« Allons-y », s'exclame rhétoriquement la Pravda, ne détestons pas l'Histoire dans les charniers de Kourapaty, de Gorno-Altai et de Golpchev (...), mais il nous faudra alors vivre tout en surface, ne pas ensemencer de fouilles pour des fondations d'immortels, ne pas forer de puits de pétrole, ne pas creuser de tunnels pour les métros (...) sinon nous pourrions tomber par négligence sur de nouvelles tombes sauvages de nos pères et de nos grands-pères. (...) »

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

Le même jour, l'organe du gouvernement, les Izvestia, publiait, lui, des extraits de lettres de lecteurs consacrées aux réhabilitations. On y lisait notamment : « Les membres de « blocs » et de « centres » qui n'avaient jamais existé ont été réhabilités (mais) sont également tombés dans le hachoir à viande du goulag des millions de paysans, de scientifiques, d'intellectuels et de serveurs du culte (...). Il ne faut pas oublier qu'à l'instar de la foule qui, montrant le Christ, criait à Pilate : « Crucifie-le !, nous avons exigé le sang des « ennemis du peuple ».

## RFA : réunis en congrès à Duisbourg

### Les Verts approuvent la coopération avec le Parti social-démocrate

DUISBOURG  
de notre envoyé spécial

Le parti des Verts était la première formation politique ouest-allemande à tenir congrès depuis le « choc berlinois » caractérisé par l'irruption de l'extrême droite sur la scène politique et le retour à l'ordre du jour de l'alliance des Verts avec le SPD. Les six cents délégués réunis du 3 au 5 février à Duisbourg, au cœur de la Ruhr, ont fait une ovation à l'avocat berlinois Christian Ströbele, qui dirige les négociations en cours avec les sociaux-démocrates pour la formation du prochain Sénat de Berlin-Ouest.

Qualifiant la situation berlinoise de « chance du siècle » pour les Verts, M. Ströbele a demandé et obtenu l'adhésion de la grande majorité des participants au congrès. Seul l'ancien porte-parole du parti, M. Jutta Dittfurth, démise de ses fonctions avec toute la direction au mois de décembre dernier à la suite d'irrégularités financières, a violemment pris à part, ceux qui « sacrifient les principes écologistes, féministes et antinuclear pour un carriérisme politique ».

Elle a annoncé solennellement qu'elle quitterait le parti au cas où celui-ci conclurait une alliance de

gouvernement avec les sociaux-démocrates à l'issue des élections législatives de 1990. Ce type de discours, qui faisait naguère merveille auprès de militants avides de pureté doctrinale et de solutions radicales, n'avait visiblement plus l'oreille des auditeurs.

Le congrès a consacré la marginalisation de la tendance dite « fondamentaliste », majoritaire jusqu'à la fin de l'an passé, et le retour en force des « réalistes », partisans d'une alliance avec le SPD. Près de dix ans après leur création, les Verts semblent lassés de pratiquer une opposition stérile et voient avec quelque dépit d'autres partis s'emparer de thèmes qu'ils avaient été les premiers à introduire dans le débat public : l'opposition au nucléaire civil et militaire, la participation des femmes à l'égalité avec les hommes à la direction des affaires de la cité etc. Ce mouvement a été accéléré par la montée de l'extrême droite et les manifestations de racisme et de xénophobie dans la population. Il est apparu plus urgent aux militants écologistes et pacifistes de faire taire leurs querelles internes pour être en mesure de faire barrage à ces nouveaux périls.

La composition de la nouvelle direction, élue à la suite d'une procé-

dure compliquée liée à la stricte égalité de la représentation des hommes et des femmes aux seuls organes dirigeants, traduit ce glissement politique. Au sein de la troïka des porte-parole du parti, on compte maintenant une représentante du courant « réaliste », M. Ruth Hamerbacher, trente-six ans, un membre du courant « centriste », M. Ralf Fücks, trente-sept ans, et une représentante de la « gauche » du parti, M. Verena Krieger, vingt-huit ans, féministe radicale aux longs cheveux blancs de Lorelei.

Peu connus du grand public, les nouveaux dirigeants du parti des Verts vont devoir mener de front la défense des positions de leur formation vers l'extérieur et le maintien d'une cohésion interne durement secouée par les affrontements de ces dernières années. Outre les débats liés à la formation de coalitions sur le plan régional, d'autres sources de conflits s'annoncent : la grève de la faim des détenus de la Fraction armée rouge, qui dure depuis maintenant plus d'un mois, divise ainsi les partisans d'un soutien inconditionnel aux revendications des terroristes condamnés et ceux qui s'efforcent d'obtenir du gouvernement l'amnistie pour les terroristes repentis.

LUC ROSENZWEIG.

## Information judiciaire contre huit « pirates » ouest-allemands

### Voleurs et piégeurs de l'informatique

(Suite de la première page.)

En quatre mois d'enquête serrée, il apparaît que les pirates tentaient, via cette machine, d'accéder au Milnet, un réseau d'ordinateurs connectant des banques de données de la défense américaine, des installations militaires et des laboratoires d'universitaires. On sait depuis que les laboratoires de certaines firmes européennes (Philips et Thomson notamment) auraient été également « violés ».

Quels sont les dégâts causés par ce piratage ? Nul ne le sait encore avec exactitude. On peut se demander si certains « pirates », comme, par exemple, le Pentagone, ne crient pas trop fort. Car, si recueillir des informations en piratant un système informatique est possible, en introduire de fausses à destination du pirate est à la portée du premier venu. Or rien ne dit que, dès l'alerte, de telles mesures d'intoxication, fréquentes dans le renseignement, n'aient pas été prises. Intoxications d'autant plus faciles que les ordinateurs piégés ne sont vraisemblablement pas ceux qui sont en charge des problèmes les plus sensibles, comme la défense stratégique, par exemple.

### Un réseau militaire fantôme

Pour piéger ses interlocuteurs inconnus, M. Stoll ne créa-t-il pas un réseau lui-même fantôme qu'il appela « SDI Net » et alimenté en données fictives ? Trois lettres magiques pouvant faire croire aux pirates qu'il y avait là des données essentielles sur la fameuse initiative de défense stratégique (SDI) américaine. Le subterfuge se révéla efficace. Il fut alors possible d'identifier l'origine de l'appel situé à Hanovre et de mettre fin

## CHYPRE

### Coup d'arrêt dans le dialogue intercommunautaire

La rencontre du président chypriote, M. George Vassiliou, et du dirigeant chypriote-turc, M. Rauf Denktaş, prévue pour lundi 6 mars a été ajournée, a annoncé dimanche dans un communiqué à Nicosie le porte-parole du gouvernement chypriote. Cette réunion devait inaugurer une série de dix entretiens intensifs, à la demande du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

En visite officielle à Londres, M. Vassiliou avait déclaré mercredi dernier que les Chypriotes grecs étaient disposés à faire des concessions importantes à la communauté chypriote-turque en vue de rétablir l'unité de l'île dont la partie nord-est

est occupée depuis 1974 par l'armée turque.

Cependant, M. Denktaş avait menacé samedi de suspendre les pourparlers intercommunautaires à la suite d'autres propos dans lesquels le président chypriote avait affirmé, toujours à Londres, que « la minorité turque de Chypre servait aux ambitions stratégiques de la Turquie ».

Le représentant de l'ONU à Chypre, M. Oscar Camilión, devait avoir lundi 6 mars des contacts en vue de fixer une autre date pour une rencontre entre M. Vassiliou et M. Denktaş. (AFP.)

### Vulnérabilité des réseaux

Différentes affaires ont montré à quel point la sécurité de certains réseaux était vulnérable. Chacun se souvient du fameux Chaos Computer Club de Hambourg qui s'introduisit, voici quelques années, dans certains ordinateurs de la NASA pour démontrer, disait-il, la fragilité des systèmes et prévenir les sociétés concernées de l'inefficacité de leurs codes de protection.

En décembre 1984, le Canard enchaîné avait montré ses capacités à entrer dans certains fichiers de la Compagnie internationale des services informatiques (CISI). Les fameux fichiers

au piratage de quelques 40 systèmes sur les 450 investis.

Cette nouvelle affaire pose le problème de la multiplication des personnes qui savent désormais manipuler un ordinateur et peuvent par plaisir ou par intérêt, pénétrer des systèmes informatiques. Il suffit pour cela de disposer d'un micro-ordinateur, suffisamment puissant pour gagner du temps, qui soit raccordé, ce qui est aujourd'hui banal, au réseau téléphonique permettant ainsi de dialoguer avec d'autres machines dont on connaît le numéro d'appel. Numéros que des indisciplinés peuvent permettre d'obtenir ou que les ordinateurs peuvent identifier grâce à des appareils qui composent tous les numéros d'une zone donnée et détectent ceux qui réagissent favorablement.

C'est une fois que la communication entre machines est établie qu'intervient le flair du « hacker », aidé bien souvent par le laissez-aller des utilisateurs. L'astuce pour le pirate est en effet de pouvoir découvrir les codes d'entrée dans les systèmes.

C'est ainsi que les pirates allemands travaillant pour le compte des Soviétiques se sont intéressés à des codes d'accès aussi simples que NUCLEAR, ICBM (missiles balistiques intercontinentaux) ou SDI (initiative de défense stratégique). Bien sûr, lorsque l'on souhaite une meilleure protection, il est toujours possible de multiplier les codes, de compliquer les procédures d'entrée et de reconnaissance en allant même jusqu'à utiliser des méthodes d'identification de l'utilisateur par empreintes digitales ou analyse de l'iris, mais, comme le reconnaît un spécialiste, « il est plus facile pour des systèmes plus simples de se balader avec une seule clé que d'ouvrir toutes les portes qu'avec un imposant trousseau ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Proche Orient

50 من الأصل



## Proche-Orient

### ISRAËL

#### Le Parti travailliste ébranlé par l'ampleur de sa défaite aux municipales

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Ce n'est pas encore la révolte annoncée par certains. Mais un vent de rébellion commence à sévèrement secouer le Parti travailliste israélien, à mesure que se confirme l'ampleur de la défaite qu'il a subie cette semaine aux élections municipales. A tous les échelons, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour stigmatiser une direction accusée de procéder au lent mais constant déclin d'une formation qui se confondit longtemps avec l'Etat.

Résumant le ton des commentaires peu charitables formulés au lendemain du scrutin du 28 février, le *Jérusalem Post* écrivait : « Une fois de plus, le Parti travailliste a prouvé qu'il était un parti faigué, ne croyant même plus à sa capacité à valider », et sous forme d'avertissement ou mise en garde sévères, militants, parlementaires et même ministres travaillistes ont ouvert le procès de la direction — et d'abord de M. Shimon Pérès, leader du parti et ministre des Finances dans le gouvernement de coalition formé avec le Likoud au lendemain des législatives de novembre dernier.

On réclame des comptes. Deux ministres, MM. Moshe Shaleh (énergie) et Yacov Tsur (santé) appellent à des « changements dans l'organisation du parti et dans sa direction ». Député et ancien secrétaire général, M. Uzi Baram, appuyé par une quinzaine de ses collègues du groupe parlementaire (sur 39), annonce que « de nombreux militants sont prêts à lancer un défi aux dirigeants actuels ».

Il est vrai que l'échec aux municipales a dépassé les pronostics des plus pessimistes. Le Likoud (droite) double son score et remporte la plupart des grandes villes, à l'exception de Jérusalem et de Haïfa. Le pouvoir municipal travailliste s'effondre sur 1 200 000 personnes, celui du Likoud sur 600 000 : cette proportion est aujourd'hui inversée. Et encore : le fait que le taux de participation n'a pas dépassé les 48 % a sans doute joué au détriment de la gauche. Commentaire du député et juriste Amos Rubinstein, chef du parti de gauche Shinui : « Ces résultats reflètent la force du sentiment pro-Likoud dans le pays ».

Les critiques de la direction travailliste dénoncent une campagne modeste, non motivée, et le choix de candidats vieillissants sous le harnais, là

où le Likoud a su désigner des hommes jeunes, combattifs et souvent plus brillants. Mais ce n'est sans doute pas l'essentiel, ajoutent-ils. Ce qui est en cause, c'est l'image du parti, celle d'un mouvement à l'identité de plus en plus floue, qui a lui-même « légitimité et raïté » la domination du Likoud en acceptant une deuxième fois d'entrer dans un gouvernement d'union nationale après que les deux formations eurent fait jeu égal aux législatives de novembre.

M. Pérès y voyait un « comportement responsable », prenant en compte les « intérêts nationaux » ; ses adversaires parlent de « suicide politique ». Ils disent que le parti y a perdu son identité. En politique étrangère, il est silencieux alors que M. Shimon Pérès a fait du scrutin municipal un vote de confiance sur ses positions : « non au dialogue avec l'OLP, non à la conférence internationale, non au compromis territorial ».

Dans le domaine économique, M. Pérès applique une politique qui, toujours selon ses détracteurs, ne se distingue aucunement de celle de son prédécesseur de droite. Une des « consciences » du parti, M. Arieh Eliav, colombe respectueuse des droits de l'homme, en conclut cette semaine que la seule manière d'enrayer « le déclin, la chute irrémédiable » était de choisir l'opposition, autrement dit, de quitter le gouvernement.

Le bouleversement électoral de cette semaine paraît bien confirmer un phénomène autant culturel que politique : la fin de la prépondérance historique de la gauche ouvrière sioniste, celle qui a fondé et longtemps incarné l'Etat, celle qui a dominé le gouvernement de 1948 à 1977. Une à une, ses positions s'effritent. A l'Assemblée nationale (la Knesset), la parole du Likoud en 1977 n'a pas été cet accident de parcours que d'aucuns avaient prédit : au fil des élections législatives suivantes, la droite a maintenu son ascendant. Il restait aux travaillistes ce pouvoir municipal qui vient à son tour d'être amputé. L'empire économique et social dépendant du parti (kibboutzim moshavim, coopératives, mutuelles) est en faillite. Et le Likoud entend maintenant s'attaquer, lors des élections professionnelles de novembre prochain, au dernier des bastions travaillistes : la centrale syndicale Mista'arout.

ALAIN FRACHON.

#### M. Shamir n'exclut pas l'annexion des territoires occupés

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Même aux yeux du premier ministre et chef de la droite nationaliste (Likoud), tous les Israéliens ne sont pas les bienheureux dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. M. Itzhak Shamir veut bien que les colons s'installent en grand nombre, mais n'entend pas que les Israéliens militants du mouvement La Paix maintenant, partisans du dialogue avec l'OLP et d'un compromis territorial, viennent y tenir des réunions publiques avec des Palestiniens.

Toute la journée du samedi 4 mars, l'armée avait ainsi bouclé les territoires, empêchant plusieurs groupes de La Paix maintenant de rencontrer les résidents de Cisjordanie et de Gaza qui les y attendaient.

Le lendemain, le premier ministre, habituellement plus placide, s'est livré à une attaque en règle contre La Paix maintenant, un mouvement politique qui, l'hiver

dernier, a fait descendre plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la rue. Mais qu'est-ce donc que La Paix maintenant ? s'est exclamé M. Shamir. Un groupe marginal qui ne peut rien influencer, qui ne veut même pas le papier sur lequel les journalistes écrivent à son sujet. Combien de temps ces gens vont-ils encore crier et manifester ?

Le premier ministre s'exprimait dimanche devant la commission pour la sécurité de son parti. Il a en des propos qu'il ne tient jamais à l'étranger, et notamment pas aux Etats-Unis, où il se défend systématiquement d'être partisan de l'annexion pure et simple des territoires occupés par Israël. Cette fois, M. Shamir n'a pas hésité et a expliqué que, si le temps n'est pas encore venu pour Israël d'étendre sa souveraineté à la Cisjordanie et à Gaza, « le jour viendra ; est-ce qu'il y a vraiment quelqu'un qui en doute » ?

AL. FR.

#### Répondant à la mise en garde de Washington

#### L'OLP estime n'avoir aucune nouvelle initiative à prendre

Au lendemain de la sévère mise en garde adressée par les Etats-Unis à l'OLP (le *Monde* daté 5-6 mars), Abou Iyad, proche collaborateur de Yasser Arafat, a déclaré que, dans le cadre du dialogue américano-palestinien, l'OLP « a donné davantage que ce qu'elle pouvait donner » et n'avait pas à « entreprendre tous les jours une initiative ».

« L'administration Bush n'a effectué jusqu'à présent aucune démarche concrète », a indiqué Abou Iyad dans un entretien au quotidien égyptien *Al-Ahram*. Vendredi, les Etats-Unis avaient repro-

ché à l'OLP son incapacité à contraindre les factions palestiniennes qui mènent des opérations anti-israéliennes à partir du sud du Liban.

Un porte-parole de la centrale palestinienne, cité samedi à Tunis par l'agence palestinienne Wafa, a exprimé son « étonnement » et regretté que Washington « passe sous silence les attaques de toutes sortes lancées quotidiennement par Israël contre le Liban ».

De son côté, le représentant de la Ligue arabe aux Nations unies, M. Clotvis Maksoud, a estimé dans une déclaration à la presse, samedi, à Abou-Dhabi, que le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP ne servirait qu'à transmettre les exigences israéliennes. M. Maksoud a soutenu la position de M. Arafat selon laquelle « les opérations de la résistance palestinienne et libanaise au Liban du Sud étaient des actes de résistance légitime contre l'occupation israélienne ». — (AFP.)

● YÉMEN DU SUD : élargissement de trente-cinq détenus. — Des partisans de l'ancien président sud-yéménite Ali Hassan Mohamoud condamnés en 1987 par le Cour suprême sud-yéménite à des peines de prison pour « haute trahison » après les événements sanglants de janvier 1986, ont été « graciés pour le reste de leur peine ».

## L'affaire des « Versets sataniques »

Tandis qu'un groupe extrémiste palestinien s'engage à « exécuter » Salman Rushdie

#### Le Vatican critique « la part d'irrévérence et de blasphème » contenue dans le livre de l'écrivain britannique

Trois semaines après l'appel au meurtre lancé par l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, l'affaire continue un peu partout dans le monde de provoquer de nombreuses prises de position et des manifestations, le plus souvent hostiles à la publication de l'ouvrage.

La plus notable des réactions du week-end émane du Vatican. Dans une rubrique non signée parue samedi 4 mars, *L'Osservatore Romano*, quotidien officiel du Saint-Siège, critique « la part d'irrévérence et de blasphème » contenue dans le livre de Rushdie, en exprimant sa « solidarité envers ceux qui se sont sentis blessés dans leur dignité de croyant ». « Si l'ouvrage, ajoute le journal, n'est pas d'abord un blasphème, il constitue une discorde gratuite... Il est difficile de connaître les intentions réelles qui ont inspiré Rushdie, mais il est certain que son roman a offensé des millions de fidèles ». Le quotidien appelle néanmoins les musulmans à « abandonner les attitudes de haine qui offensent Dieu et les principes de la morale » en soulignant que « le caractère sacré de la conscience religieuse ne peut prévaloir sur le caractère sacré de la vie d'homme ».

Dimanche, une organisation palestinienne a pris pour la première fois position dans l'affaire Rushdie en

s'engageant à tuer l'écrivain britannique. Dans un communiqué publié à Damas, M. Ahmad Jibril, chef du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général, a annoncé qu'il « mettrait à exécution la sentence de l'imam à l'encontre de Rushdie, où il se trouve, pour démentir l'islam et son prophète ». Selon le FBI-P.C.G., les *Versets sataniques* s'inscrivent dans le cadre « des complots incessants de l'athéisme et des athées contre le Coran et le prophète ».

● A Londres, les dirigeants britanniques restent sur leurs positions tout en prônant l'apaisement. Participant à une conférence du Parti conservateur, le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a lancé un appel au calme, tout en reconnaissant « la peine et l'insulte ressenties » par les musulmans, comme l'avaient fait avant lui le secrétaire du Foreign Office, sir Geoffrey Howe, et M. Thatcher elle-même, qui avaient tous deux qualifié le livre d'« offensant ».

Toutefois, M. Hurd a démenti que la Grande-Bretagne ait l'intention de « lâcher » Rushdie : « Il n'y a pas de vacillation, a-t-il dit. Pour l'amour du ciel, laissons les choses se calmer ». Dans les rues de Derby, une ville du centre de l'Angleterre, le livre controversé a une nouvelle fois samedi été brûlé à l'issue d'une manifestation de 3 000 musulmans.

L'affaire Rushdie a-t-elle fait capoter un accord entre la Grande-Bretagne et l'Iran sur la libération d'un ou plusieurs otages britanniques détenus au Liban ? C'est ce qu'affirment le *Times* de Londres et l'hebdomaire américain *Newsweek*. Selon *Newsweek*, un accord était imminent qui aurait abouti à l'élargissement des trois otages, l'émissaire anglican Terry Waite, l'enseignant Brian Keenan et le cameraman John McCarthy. Un émissaire iranien, précise *Newsweek*, était attendu à Londres pour conclure l'accord le jour même de l'appel au meurtre de l'imam Khomeiny. Cela expliquerait la relative modération de la réaction britannique à la sentence du chef de la révolution islamique. Citant des informations concordantes, le *Times* indique que les tractations irano-britanniques portaient aussi sur la libération de l'homme d'affaires anglais détenu en Iran, M. Roger Cooper.

● A Téhéran, les réactions à l'affaire continuent d'être contradictoires. Tout en jugeant « positif » les propos tenus par les dirigeants britanniques ces derniers jours, l'Iran souligne que seules des excuses de Londres en bonne et due forme le feraient renoncer à sa décision de rompre ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. Selon l'agence officielle Iran, « critiquer les Versets sataniques ne suffit pas ». Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, cité par l'agence, affirme d'ailleurs que l'Iran n'a jamais demandé à Londres de discuter de l'affaire Rushdie, car de tels pourparlers seraient « inutiles ».

Le président du Parlement iranien, M. Raisanjan, a eu samedi des propos très durs pour l'Occident. Pour lui, l'affaire Rushdie illustre « l'offense directe entre la culture occidentale et la charia (la loi islamique) ». Il a mis en garde contre la publication du livre de Rushdie, affirmant que les pays qui ne le retireraient pas du marché affronteraient des problèmes plus sérieux.

M. Rocard :

« une incitation au meurtre »

● A Paris, le premier ministre, M. Michel Rocard, a qualifié l'appel de l'imam Khomeiny d'« incitation au meurtre ». Il a affirmé être animé, dans cette affaire, de « trois sentiments ». Tout d'abord, « l'appel à l'assassinat et au meurtre est une honte et un scandale ». Ensuite, « la liberté de presse, d'écriture et de pensée est totale au regard des droits de l'homme dans les sociétés démocratiques ». Enfin, a-t-il ajouté, « je peux avoir un sentiment privé, qui n'est pas fondement à acte public de ma part : propos des gens qui offensent ou égratignent d'autres, soit par maladresse, soit lucidité ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a dénoncé, quant à lui, le « caractère intolérable de l'affaire Rushdie : intolérable cette condamnation à mort, intolérable cet appel au meurtre lancé à Paris, intolérable aussi ces amalgames entre une religion et la trahison même de cette religion, intolérable enfin ces éditions entravées, ces spectacles tronqués, ces films ignorés ».

M. Chirac a déploré, pour sa part, qu'il n'y ait pas eu « assez de sévérité » après la manifestation parisienne d'il y a huit jours contre Rushdie.

Un sondage IFOP-*Le Journal du dimanche* en date du 5 mars indique que 66 % des Français se déclarent favorables à la publication en France des *Versets sataniques* et que 74 % estiment que l'intégrisme religieux constitue un danger mondial.

● A Padoue, un incendie criminel a partiellement détruit une librairie appartenant à l'éditeur en Italie du livre de Rushdie.

● A Ravenna, un groupe s'inspirant « les gardiens de la révolution » a menacé de détruire un monument en l'honneur du poète Dante parce que celui-ci avait, dans la *Divine Comédie*, représenté Mahomet dans le neuvième cercle de l'Enfer.

● A Tunis, nous indique notre correspondant Michel Deuré, la Ligue tunisienne des droits de l'homme a dénoncé avec vigueur les autocraties du livre de Rushdie, tout en reconnaissant que son « caractère sacrilège » pouvait « heurter profondément » les sentiments des croyants. — (AFP, AP, Reuter.)

#### Adjani à la barre

Alois qui elle recevait à Paris le César de la meilleure actrice pour son rôle dans *Camille Claudel* lors de la quatorzième Nuit des étoiles, le samedi 4 mars, la comédienne Isabelle Adjani a profité de la tribune qu'on lui offrait pour clamer son soutien à Salman Rushdie. « Parce que l'on croyait révolues l'exclusion de l'artiste et sa condamnation à mort, permettez-moi de vous lire un passage, quelques lignes d'un texte... Et l'actrice a lu le texte suivant extrait des *Versets sataniques* :

« Question : quel est le contraire de la foi ? Pas l'incrédulité. Trop catégorique. Certain, fermé, en soi une sorte de foi, le doute. La condition humaine. Mais quelle est la condition de l'ange ? A mi-chemin entre Dieu et homme, on ne s'en rend compte qu'un jour, il se sent caché sous le trône, en osant poser les questions interdites, les anti-questions. Est-ce juste, ne pourrait-on pas en discuter ? Fin de la revendication, on remet les angelots et au boulot ! Les anges sont faciles à calmer. Fais-en des instruments et ils joueront de la musique à la harpe. Les êtres humains sont plus coriaces, ils peuvent douter de tout, même de la preuve qu'ils ont sous les yeux. Pendant qu'ils s'endorment, qu'est-ce qui se passe derrière les quin-ques fermés ? Les anges, quand il s'agit de volonté, ils n'en ont pas beaucoup. La volonté, c'est de ne pas être d'accord, ne pas se soumettre, s'opposer. »

#### Le silence calculé de PONU

GENÈVE  
de notre correspondant

A l'ONU, l'affaire Rushdie ne fera l'objet d'aucune condamnation ni même d'aucune résolution et ne figurera même pas au chapitre de l'Iran. Les représentants des démocraties sur ce sujet ont frappé par leur modération. En outre, peu d'organisations non gouvernementales (ONG) se sont élevées contre les menaces de mort proférées par Téhéran. Les délégués veulent éviter de compromettre le résultat du vote sur la résolution condamnant la politique de l'Iran pour ses violations des droits de l'homme. Ce texte a de grandes chances de recueillir les voix — ou tout au plus d'arracher l'abstention — des délégués arabes qui ne portent pas l'imam Khomeiny dans leur cœur. Encore faut-il que leur sensibilité islamique soit ménagée. D'où le désir d'« oublier » l'affaire Rushdie.

I. V.

● Madonna « irrespectueuse » envers la religion catholique. — Un clip de la chanteuse américaine Madonna, destiné à la promotion de son dernier album *Like a Prayer*, vient d'être retiré de la circulation en Italie, en raison de scènes irrespectueuses... pour la religion catholique. Dans un communiqué diffusé samedi 4 mars, à New York, la maison de disques de la chanteuse, Warner Brothers, et la télévision nationale italienne ont indiqué « vouloir éviter de nouvelles controverses ». Le clip, qui a déjà été diffusé aux Etats-Unis, devait sortir en Italie mardi 8 mars. Il contient des « scènes religieuses », dans lesquelles Madonna apparaît avec des éléments aux couleurs de la croix, et des images de la Vierge. On y voit également la chanteuse caresser un homme habillé en prêtre ou encore embrasser le pied nu d'une statue dans un lieu de culte. — (AP).

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Afghanistan

#### Un convoi de vivres et de carburant arrive à Kaboul

Un convoi de quelque six cents camions transportant des vivres et du carburant en provenance d'URSS est arrivé, samedi 4 mars, à Kaboul, à la suite d'un accord conclu entre des résistants et le gouvernement afghan.

De source afghane autorisée à Kaboul, on affirme que cet accord a été conclu avec le commandant Massoud et lui garantirait vivres, terres et engrais contre le libre passage du convoi. L'arrêt des bombardements contre Kaboul depuis douze jours serait dû à ce marché.

Néanmoins, quinze camions d'un deuxième convoi ont été incendiés dimanche par des missiles sol-sol tirés par les résistants dans la région de Kerebagh-Karazmir, au nord de la capitale, a indiqué Radio-Kaboul.

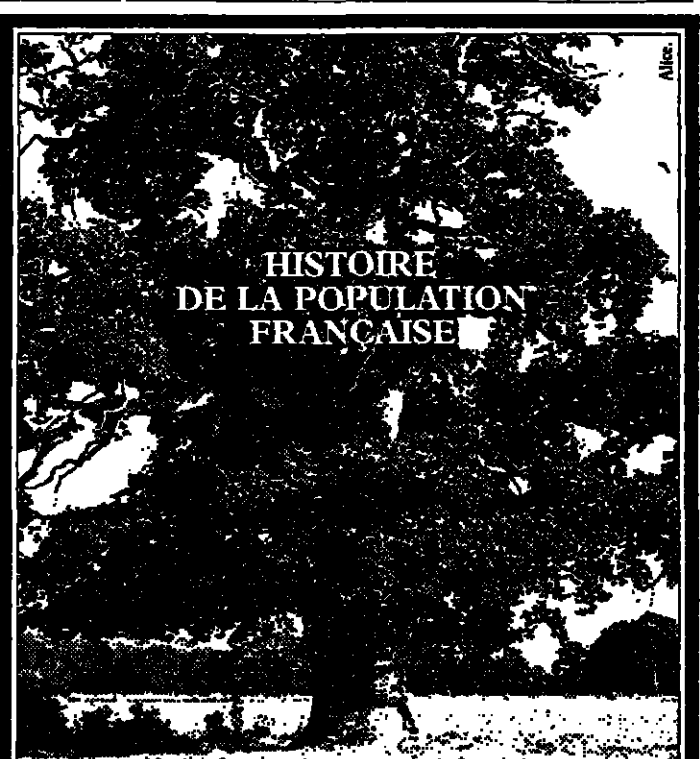
Le président Najibullah a proposé, dans un entretien télévisé samedi, que les Nations unies organisent un pont aérien pour transporter à Kaboul les stocks entassés à la frontière soviétique « en tant que contribution de l'URSS au programme d'aide de l'ONU en Afghanistan ». — (Reuter, AFP.)

##### Colombie

#### Grave tension après l'assassinat d'un dirigeant de la gauche

L'armée patrouille dans les rues de Bogotá depuis la nuit d'émotion qui a suivi l'assassinat de José Américo, membre du bureau politique de l'Union patriotique (UP), seul parti de gauche existant en Colombie aux côtés des deux formations traditionnelles, libérales et conservatrices.

Pour le gouvernement de M. Virgilio Barco, ce crime vise à contre les « intentions de paix » démontrées par le dialogue actuellement en cours à Mexico entre le représentant personnel du chef de l'Etat, M. Rafael Paro, et le M 19, l'un des principaux groupes de guérilla colombienne. Les pourparlers ont été suspendus étonnamment après l'assassinat, mais ils ont repris quelques heures plus tard. Ils ont abouti à la décision de tenir prochainement une « table ronde », en Colombie même, entre le gouvernement, les trois parties représentées au Parlement et le M 19. Le représentant du M 19 à Mexico, le numéro deux du mouvement, M. Antonio Wolf Navarro, a lancé un appel à la demi-douzaine d'autres organisations de guérilla actives dans le pays pour qu'elles se joignent aux négociations. — (AFP, UPI.)



#### HISTOIRE DE LA POPULATION FRANÇAISE

Sous la direction de Jacques Dupâquier

Histoire des identités, des destins, histoire des différences, l'Histoire de la Population Française est la rencontre d'une Nation avec son peuple.

Tome 1. Des origines à la Renaissance. 592 pages - 390 F.  
Tome 2. De la Renaissance à 1789. 608 pages - 390 F.  
Tome 3. De 1789 à 1914. 560 pages - 390 F.  
Tome 4. De 1914 à nos jours. 600 pages - 390 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

# Asie

## INDE

### M. Gandhi prend plusieurs mesures pour calmer la crise au Pendjab

NEW-DEHLI  
de notre correspondant

Après le bâton à carotte : telle semble être la philosophie du plan de paix pour le Pendjab que le premier ministre indien a annoncé vendredi 3 mars au Parlement. Libération des « détenus de Jodhpur », levée des restrictions qui empêchaient jusqu'à les étrangers de se rendre au Pendjab et annulation des pouvoirs d'exception pour lutter contre les terroristes sikhs : ce plan en trois volets s'accompagne, du moins M. Rajiv Gandhi l'a-t-il promis, d'initiatives politiques. Le gouvernement organisera en mai prochain des élections locales (*panchayats*) dont la date a été reportée à plusieurs reprises.

M. Gandhi a cependant rendu hommage à l'attitude des deux partis communistes indiens, qui, dans la crise du Pendjab, ont, selon lui, été les seuls à condamner sans ambiguïté les « fous du Khalistan » (la patrie mythique des extrémistes sikhs). Dans l'ensemble, la presse et la classe politique indiennes, ainsi que les chefs de la communauté sikhs, se félicitent de ce plan de paix, notamment de la libération des détenus de Jodhpur emprisonnés depuis l'opération « Blue Star » de juin 1984.

Sur les 360 détenus de Jodhpur, 168 restent emprisonnés dans l'attente d'un jugement. Beaucoup d'entre eux n'ont rien ou pas grand-chose à se reprocher. M. Gandhi le

reconnaît d'ailleurs, puisqu'il indique que « tous » les détenus seront libérés, sauf ceux contre lesquels existent des « charges spécifiques ». La libération des détenus de Jodhpur (leurs conditions de détention, d'après des témoignages, étaient effroyables) était réclamée depuis bien longtemps par les chefs les plus modérés de la communauté sikhs.

La levée des mesures donnant les pleins pouvoirs aux forces de l'ordre, qui se sont rendues coupables d'innombrables « bavures », est également de nature à décrire l'atmosphère au Pendjab. M. Gandhi a raison lorsqu'il explique que les groupes extrémistes n'ont pratiquement plus aucun soutien dans la population et qu'il faut dorénavant les traiter comme de simples criminels. Il ne semble pas être question, pour le gouvernement, de renoncer à l'arme constitutionnelle dont il s'est doté le 15 mars 1988 : la possibilité d'instaurer l'état d'urgence sur tout ou partie du Pendjab.

D'autre part, il n'est pas envisagé dans l'immédiat de renoncer à l'administration directe du Pendjab par le gouvernement central, seule mesure qui pourrait en faire un Etat « comme les autres ». Les chefs politiques des sikhs n'ont plus d'autorité. Enfin, les assassinats commis par les terroristes se poursuivent à un rythme soutenu (en moyenne neuf meurtres chaque jour en 1988 contre trois en 1987).

LAURENT ZECCHINI.

● Crise au Bihar. — Le gouvernement de l'Etat de Bihar (est de l'Inde), contrôlé par le Parti du Congrès et du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi a démissionné samedi 4 mars, a indiqué l'agence indienne de presse PTL. Les démissions ont été remises à M. Gandhi par le chef de ce gouvernement, M. Bhagwat Jha Azad, qui avait fait l'objet de vives critiques de la part de membres de son cabinet et de députés du Parti du Congrès. Le clan des adversaires de M. Azad était dirigé par l'ancien chef du gouvernement du Bihar, Jagannath Mishram. — (AFP.)

● Alcool frelaté : 106 morts. — Cent six personnes ont trouvé la

mort et une centaine d'autres au moins ont été hospitalisées, certains dans un état critique, après avoir consommé de l'alcool frelaté à Baroda, dans le Gujarat — seul Etat indien où la consommation d'alcool est totalement prohibée, — selon un bilan publié dimanche 5 mars par l'agence PTL. — (AFP.)

● INDE : quarante-cinq morts dans un incendie. — Un incendie, vendredi 3 mars, à Jamshedpur (est de l'Inde), dans la plus grande aciérie de l'Inde, a fait quarante-cinq morts, selon un bilan publié dimanche par l'agence indienne de presse PTL. Une quarantaine de personnes se trouvent, en outre, entre la vie et la mort, a ajouté l'agence. — (AFP.)

## SRI-LANKA

### Offensive indienne contre les rebelles tamouls

NEW-DEHLI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

Une cinquantaine de militants du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) ainsi que huit soldats de la force indienne de « maintien de la paix » ont été tués, depuis le vendredi 3 mars, dans l'est de Sri Lanka. Les troupes indiennes ont lancé une opération de grande envergure sur la côte Est, pour prendre d'assaut trois camps de Tigres tamouls.

Jeudi, le gouvernement de Colombo avait annoncé que les soldats indiens et sri-lankais se livraient dorénavant à des patrouilles communes dans la région de Batticaloa (côte Est) à la suite du massacre, quelques jours plus tôt, de trente-sept civils sri-lankais. A Madras (Etat indien du Tamil Nadu) un parlementaire du Parti régionaliste DMK, M. Gopalaswami, de retour d'un voyage de quatre semaines avec les Tigres tamouls, a indiqué que leur chef Velupillai Prabhakaran lui avait réaffirmé que « l'Eelam (l'Etat tamoul indépendant) n'est pas négociable (et que) les Tamouls ne peu-

vent vivre en paix avec les Cinghalais ».

## L'Inde n'est pas pressée

Lors des élections législatives du 15 février dernier, les soldats de New-Delhi avaient concentré leurs opérations autour des villes afin de faciliter le déroulement du scrutin. Il y avait cependant eu près de neuf cents victimes dans les cinq semaines précédant le scrutin. M. Premadasa, chef de l'Etat élu le 19 décembre 1988, avait indiqué qu'il demanderait le départ des troupes indiennes (revendication commune aux extrémistes cinghalais du JVP et aux Tigres tamouls). Il est revenu depuis sur cette position : le ministre sri-lankais de la défense, M. Wijeratne, a expliqué que les troupes indiennes quitteront l'île lorsque le chef de l'Etat sera convaincu de l'efficacité des forces de police du Conseil de gouvernement de la nouvelle province du Nord-Est.

L'Inde, pour sa part, ne semble pas pressée de retirer son contingent militaire, malgré les pertes s'élevant à sept cent quatre-vingt-quatre soldats tués à la date du 20 février. L. Z.

● JAPON : attentat manqué d'extrême droite contre M. Takeshita. — Deux extrémistes de droite ont tenté de pénétrer à bord d'un camion chargé de fûts de pétrole à l'intérieur de la résidence officielle du premier ministre japonais. Le véhicule s'est écrasé contre le mur d'enceinte, sans exploser. La police a arrêté les terroristes, membres de la « Ligue de démolition du système YP (Yatai-Poedam) », qui réclame l'amendement de la Constitution. Les dégâts sont peu importants. M. Takeshita ne se trouvait pas chez lui au moment de l'incident. — (Reuters, AFP.)

● Naufrage au Bangladesh : plusieurs dizaines de victimes. — Un car-ferri, qui transportait deux cents personnes à son bord alors que sa capacité normale n'était que de quatre-vingt-cinq passagers, a chaviré samedi 4 mars sur le fleuve Kancha, provoquant la noyade de vingt personnes au moins. Une centaine de personnes ont été portées disparues dans les courants de ce fleuve situé à 136 kilomètres au sud de Dacca, dans le sud du pays. — (AFP.)

# Afrique

## ALGÉRIE : par souci d'apolitisme

### L'armée se retire du comité central du FLN

ALGER  
de notre correspondant

Après avoir participé directement à la gestion des affaires pendant plus d'un quart de siècle, l'armée algérienne ne fera plus de politique. Ainsi en ont — apparemment — décidé les militaires qui ont demandé, samedi 4 mars, au président de la République, chef suprême des armées, de décharger de leurs fonctions les représentants de l'Armée nationale populaire (ANP) au comité central du FLN. Le chef de l'Etat, qui est encore président du Front de libération national, a reçu en audience les généraux Moustafa Chelloufi, secrétaire général du ministère de la défense, Khalel Nezzar, chef d'état-major, Mohamed Attalla, inspecteur général de l'ANP, et le colonel Yahia Rahal, directeur central du commissariat politique de l'ANP.

A la fin de l'entretien, le colonel Rahal a déclaré, selon l'agence offi-

cielle APS, que l'ANP saluait « dans cette phase d'évolution politique, économique et sociale la volonté exprimée le 23 février par les citoyens en adoptant la nouvelle Constitution » (*Le Monde* du 25 février). L'armée ne saurait « s'impliquer dans le jeu complexe des tendances », a-t-il ajouté, car « elle se doit, en tant que force au service du seul pouvoir légal, de conserver intacte l'unité de ses rangs et la discipline de son engagement ».

Dans un commentaire publié dimanche, l'officier El Moudjahid, quotidien national en langue française, souligne la « décision unanime des officiers supérieurs, membres du comité central du FLN », qui signifie « à quel point l'ANP adhère pleinement au processus de démocratisation profonde » que vit l'Algérie.

La Constitution, qui consacre le multipartisme, dans son article 40 reconnaissant le « droit de créer des

associations à caractère politique », place l'armée dans son nouveau cadre républicain. Le texte fondamental de l'Etat algérien réservait, dans son ancienne version, un chapitre entier à l'ANP, « bouclier de la révolution », chargé de participer « au développement du pays et à l'édification du socialisme ». L'armée n'est plus politiquement engagée, elle retrouve ses seules missions militaires de défense de la nation, dans un seul article du nouveau texte, partie intégrante du chapitre sur l'Etat.

## Une mutation déjà amorcée

Il y a longtemps que la mutation était engagée. Le président Chadli, en nommant sa première promotion de généraux, le 1<sup>er</sup> novembre 1984, à l'occasion du trentième anniversaire du déclenchement de l'insurrection armée, avait enfoncé un coin dans l'appareil militaire, considéré à juste titre comme l'un des pôles principaux du pouvoir. La volonté de transformer l'appareil en armée conventionnelle apparaissait déjà clairement. Jusqu'à ce moment-là, la haute hiérarchie militaire de l'armée algérienne, incarnée par le chef de l'Etat, chef suprême des armées, titulaire du portefeuille de la défense, par le secrétaire général du ministère et des grandes directions de l'armée de terre, de l'air et de la marine. Sur le terrain, les régions militaires occupaient des territoires dévolus précédemment aux wilayas de la guerre d'indépendance.

En créant un état-major et en découpant de nouvelles régions militaires pour rééquiper territorialement le poids respectif de chacune des six régions, M. Chadli instituait entre sa fonction et les chefs de région un lien précis et incondition-

nel qui déplaçait ceux-ci d'une grande partie de leur autonomie. Le général Moustafa Benboucif, premier chef d'état-major de l'ANP, mettait en place, en 1985, les commandements autonomes des forces aériennes et navales et, en 1986, quelques mois avant son limogeage (*Le Monde* du 25 novembre 1986), le commandement des forces terrestres.

La création de ces trois forces, auxquelles il convient d'ajouter aujourd'hui la gendarmerie et la défense aérienne du territoire (DAT) allait, en quelque sorte, être fatale au général Benboucif, qui pensait pouvoir mener à bien la restructuration de l'armée tout en remplaçant de vieux officiers supérieurs par de jeunes technocrates. Les anciens, tirant leur légitimité de la guerre de libération, obtenaient la tête de Benboucif, en échange de leur soutien à la politique d'ouverture et de libéralisation que le chef de l'Etat s'efforçait de mener.

Profitant des créations de postes et des remaniements successifs de la hiérarchie militaire, M. Chadli a patiemment écarté certains officiers supérieurs et favorisé l'ascension de jeunes officiers sans légitimité historique, des militaires professionnels. Les rôles sont maintenant répartis. Les forces sont commandées par des généraux, les régions militaires par des colonels.

Les chefs de région militaire répondent au chef d'état-major et organisent, surtout au plan matériel, leur territoire tandis que chaque corps obéit au commandement dont il dépend, et non plus au chef de région, qui a décidément perdu beaucoup de sa ancienne puissance.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

## Soudan

### M. Sadek El Mahdi préfère se soumettre que se démettre

La crise du régime au Soudan, a été ajournée. Mis au pied du mur par l'armée, M. Sadek El Mahdi, qui avait demandé de former un gouvernement de coalition nationale axé sur la recherche de la paix dans le Sud, M. Sadek El Mahdi a préféré se soumettre plutôt que se démettre ainsi qu'il l'avait fait savoir il y a quelques jours.

Au cours d'une conférence de presse tenue dimanche 5 février au siège du gouvernement, M. Sadek El Mahdi a précisé qu'il renonçait à mettre sa menace de démissionner à exécution « après avoir obtenu l'assurance des forces armées et des syndicats qu'ils resteraient attachés au système démocratique et à la légalité et qu'ils voulaient défendre la démocratie ». Il a ajouté qu'il « allait former un nouveau gouvernement élargi qui aurait pour tâche prioritaire de parvenir à une paix » dans le sud du pays.

La belle assurance affichée par le premier ministre dissimule mal le fait que son pouvoir est déjà entamé. Il a dû accepter les « recommandations » des militaires et a apparemment lâché son allié, le Front national islamique, avec lequel il avait tout récemment encore formé un gouvernement homogène, sur la base d'un programme essentiellement fondé sur la poursuite de la guerre dans le Sud et l'imposition de la charia (la loi islamique) dans toute sa rigueur. Le Front islamique a, en effet, refusé d'entériner le programme élaboré samedi par l'ensemble des partis et syndicats soudanais et qui comprend les grandes lignes directrices que le nouveau cabinet de M. Sadek El Mahdi devra respecter.

Ce programme prévoit l'acceptation de l'accord de paix conclu le 17 novembre dernier à Addis-Abeba entre le Parti unioniste démocratique (PUD), de M. Mohamed Osman El Mirghani, et les maquisards sudistes du colonel John Garang. M. Sadek El Mahdi avait à l'époque refusé d'avaliser l'accord d'Addis-Abeba sous la pression de son beau-frère, M. Hassan El Tourabi, le chef du FNI, qui l'avait qualifié de « capitulation humiliante », probablement parce qu'il prévoyait le « gel » de la charia, dont il prône farouchement l'application.

Le FNI reproche au nouveau programme élaboré samedi de ne pas évoquer le problème de la charia, dont il entend toujours assurer la mise en application intégrale. Rien n'est encore définitivement réglé et on n'exclut pas à Khartoum la possibilité que l'habile manœuvrier qu'est M. Sadek El Mahdi trouve un moyen de maintenir au sein du nouveau gouvernement le Front islamique, dont il partage la plupart des thèses notamment en ce qui concerne la charia et la nécessité

d'adopter une attitude d'extrême fermeté face à la rébellion.

## « Marginalisation »

Si le grand perdant de cette quinzaine dramatique semble être, pour l'instant, M. Hassan El Tourabi, le grand gagnant est incontestablement M. Mohamed Osman El Mirghani dont le parti devra recouvrer non seulement les postes ministériels importants qu'il occupait avant d'être contraint à quitter le gouvernement fin décembre, mais également la place qui lui revient dans la vie politique soudanaise, après une longue période de « marginalisation » imposée par son premier ministre.

En ce qui concerne M. Sadek El Mahdi, il a réussi à éviter le pire, mais a perdu la face, ce qui n'est pas négligeable au Soudan. Il dispose cependant de nombreux atouts dont le parti Oumma, fortement structuré, contrairement au PUD de M. Mirghani divisé en nombreuses tendances. Un autre facteur qui plaide en faveur de M. Sadek El Mahdi est l'absence de toute solution raisonnable autre que son maintien. Il est maintenant certain que les militaires, qui viennent de lui arracher une partie de son pouvoir, demeurent respectueux de la Constitution et ne feront rien pour prendre le pouvoir.

Tout dépendra en définitive des pourparlers de paix qui devront s'engager avec le colonel Garang, une fois terminés le long processus de reconstruction du pouvoir à Khartoum. Le chef de la rébellion, qui vient de remporter un nouveau succès militaire en capturant le poste de Nimulid dans la province de l'Equatoria, n'a aucune confiance en M. Sadek El Mahdi et ce dernier le lui rend bien. L'impasse risque donc de durer.

JEAN GUEYRAS.

● SÉNÉGAL : le parti gouvernemental remet ses grandes décisions à plus tard. — Réuni en congrès extraordinaire les 4 et 5 mars, le Parti socialiste sénégalais a décidé de tenir un nouveau congrès au début de 1990. En attendant, les instances du parti restent en place. Un comité exécutif, qui comprend notamment M. Jean Colin, ministre d'Etat et secrétaire général de la présidence de la République, est chargé de conduire le processus de « rénovation et d'ouverture » nécessaire, sous la conduite du président Diouf. — (AFP.)

● RECTIFICATION. — Les détournements de fonds opérés au sein de la Croix-Rouge sénégalaise s'élèvent à plus de 10 millions de francs et non 100 millions de francs comme il a été écrit par erreur dans nos éditions datées 6-8 mars.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faurat (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

**Le Monde**  
PUBLICITE  
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIFUB 206 136 F

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapeur LEMONDE  
ou 36-15 - Tapeur LM

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Reconnu comme journal de presse  
et index du Monde au (1) 42-47-88-61.

## ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois .....	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois .....	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois .....	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an .....	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(Publicité)  
Vous cherchez à vendre ou à acheter  
une boutique, un local commercial, une alimentation,  
un café, une librairie ou tout autre commerce  
EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ **“LES ANNONCES”**  
en FONDS DE COMMERCE  
que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires  
En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

## IRAQ-IRAN : LES CRÉNEAUX PORTEURS

Mohsen Tounsi, expert en développement auprès de la Banque mondiale, révèle les ambitieux projets de développement que Bagdad et Téhéran mettent en train.  
Dans le numéro de mars d'Arabes en kiosques et en librairies  
78, rue Jouffroy, 75017 Paris  
Tél. 46.22.34.14

## DROIT SCIENCES ECO.

Documentation sur demande  
Avril - Mai  
• Révisions intensives  
avant les examens  
IPEC Enseignement supérieur privé  
Téléphone : 46.33.81.23 / 43.29.03.71

## ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

## LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

## ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

كندا من الأصل



Voici le panier moyen  
de la ménagère que nous préparent  
certains distributeurs et leurs  
supers centrales d'achat européennes :  
Indigeste pour les consommateurs.  
Mortel pour les PME.



Si l'on n'y prend garde, l'Europe de la grande distribution risque d'avoir un drôle de goût. OPA, fusions, super centrales d'achat, entre industriels et distributeurs les concentrations vont bon train. A croire que certains confondent marché unique et entreprise unique. Pour les Centres Leclerc la seule réponse à ces concentrations industrielles c'est de maintenir la diversité de l'offre en sélectionnant les meilleurs produits de chaque terroir, offrant ainsi à des centaines de PME régionales l'opportunité d'entrer dans la cour des grands, aujourd'hui en France et demain en Europe. Pour les Centres Leclerc le Marché Commun Européen passe par l'Europe des régions.

E. LECLERC



## Amériques

VENEZUELA : avant une répression aveugle

## Les pillages ont suivi une intense spéculation

Les autorités vénézuéliennes ont décidé de maintenir « jusqu'à nouvel ordre » le couvre-feu de 20 heures à 5 heures à Caracas et dans deux villes de province, Maracay et Valencia, à la suite des troubles qui ont provoqué depuis lundi 27 février la mort de deux cent quarante personnes, selon les décomptes de l'armée. L'opposition conteste ce bilan : selon M. Teodoro Petkoff, député et ancien candidat à la présidence du Mouvement vers le socialisme, le nombre des morts est proche de cinq cents.

CARACAS  
de notre envoyé spécial

La Vega est une véritable ville dans la ville, au sud-est de Caracas : plus de trois cent mille habitants, pour la plupart autochtones du sud de la péninsule. Ils sont sous le choc de la semaine de violence qui a ensanglanté le Venezuela. « Plus de vingt-cinq personnes ont été tuées à La Vega, Camellita, un mendiant qui tout le monde connaissait, a été abattu sans sommation », raconte ainsi Pedro, un jeune du quartier. Selon Yahir Arcega, militant chrétien membre du groupe culturel Utopia, la DISIP (la police politique) et l'armée ont multiplié ces derniers jours les rafles contre les animateurs de quartier. Toutes les associations sont visées. Le seul tort de trois jésuites espagnols arrêtés, au nom-

bre desquels figure le Père Luis Ugalde, prestigieuse figure d'intellectuel et d'ecclésiastique engagé, aurait été de travailler pour « la promotion du peuple ». A la suite de l'intervention du cardinal-archevêque de Caracas, les trois prêtres ont été libérés dimanche. Plusieurs dizaines de responsables étudiants ont également été arrêtés par les forces de l'ordre qui perquisitionnent jour et nuit à la faveur de la suspension des garanties constitutionnelles.

« Les mitrillages d'immeubles et de maisons, cette tuerie sans discrimination, ces arrestations sélectives : est-ce à mettre sur le compte de la nervosité des forces de l'ordre ? Ou bien cherche-t-on à étouffer par la répression l'esprit de protestation démocratique ? », se demande, comme beaucoup de témoins, Teodoro Petkoff, du Mouvement vers le socialisme (MAS), qui se félicite cependant du « du courage et de l'intelligence politique de Carlos Andres Perez, qui n'a pas cherché à tout mettre sur le dos d'éléments subversifs et étrangers ».

## La responsabilité des milieux d'affaires

Les victimes innocentes tuées la nuit par des balles perdues dans leur logement se comptent par dizaines. Dans les quartiers les plus « chauds », nombre de façades sont criblées d'impacts de balles. « Le gouvernement a profité de la situation pour nettoyer les quartiers connus comme repaires de délinquants, de trafiquants de drogue ou de voleurs », souligne un diplomate.

Le centre de La Vega, aux allures de bourgade méditerranéenne, est marqué par l'explosion de violence : dans ce quartier où se côtoient petits employés, ouvriers de la cimenterie voisine et petits commerçants, toutes les boutiques et les restaurants ont été saccagés, pillés et incendiés. Pon, un Vénézuélien d'origine chinoise, tente d'ouvrir le rideau de fer calciné qui protège son épicerie. « Je ne comprends pas, je suis ruiné », nous déclare-t-il. L'explosion est pourtant là : un bombardement à la peinture fluorescente qui proclame « Augmentation de prix = pillage populaire ». Les commerçants ont abusé de la situation. Petits ou gros, ils ont gonflé leurs stocks au cours des derniers mois, attendant la hausse des prix. Cette attitude a provoqué la pénurie de produits aussi essentiels que la farine, le sucre, le café ou l'huile.

Rosa Luisa, résidente de La Vega, une femme d'humble apparence, a peur qu'à la faveur de la levée du couvre-feu et du départ des soldats « ceux d'en haut », comme elle désigne les habitants des collines avoisinantes misérables, redescendent piller et voler. Les riches ont également eu très peur au cours de ces journées de folie. L'alerte aura-t-elle été suffisamment chaude pour que la grande bourgeoisie change ses habitudes ostentatoires et accepte de supporter sa part de la politique d'austérité ? C'est l'appel que lui a lancé dimanche le président Carlos Andres Perez au cours d'une intervention télévisée. « Cette crise, qui a été une leçon pour tous, peut se transformer en une grande

chance pour le Venezuela si chacun accepte de faire des sacrifices », a-t-il déclaré. La responsabilité de la bourgeoisie d'affaires dans la genèse de la crise est lourde. Morts de quinze jours avant l'explosion, les familles Cienfuegos (la plus riche du pays) et Tinoco, à laquelle appartient le président de la Banque centrale, auteur du « plan d'austérité » de la mi-février, origine de l'explosion, avaient un lien de leur enfance en un « mariage du siècle ». La presse avait insisté sur le débouché de caviar et de champagne au moment où le président Perez (par ailleurs grand ami de la famille Cienfuegos) annonçait à ses compatriotes qu'il fallait se serrer la ceinture.

Pendant toute l'année 1988 le système très avantageux du taux de

change préférentiel à l'importation (14,5 bolivars pour 1 dollar, contre 38 au taux libre) a permis à certains d'acquérir des quantités considérables de marchandises à l'étranger. Ils les ont stockées dans l'attente de la hausse des prix qui suivrait le retour au taux de change unique et la dévaluation du bolivar. Ces manœuvres spéculatives ont gonflé de 3 milliards de dollars (une augmentation de plus d'un tiers par rapport à l'année précédente) les importations en 1988 ; elles sont largement responsables de la crise de trésorerie qui a contraint le gouvernement à solliciter le Fonds monétaire international afin d'obtenir de l'argent frais des banques privées.

JEAN-MICHEL CAROTT.

● ÉTATS-UNIS : sondage défavorable à M. Tower. — Une majorité d'Américains estime que le Sénat devrait refuser de confirmer M. John Tower au poste de secrétaire à la défense, selon un sondage publié dimanche 5 mars par le Los Angeles Times : 44 % des personnes interrogées estiment que la nomination de M. Tower ne devrait pas être acceptée ; 35 % sont en faveur de la confirmation et 21 % sont indécises. En outre, ce sondage indique également que 82 % des Américains rejettent l'idée qu'un président des États-Unis puisse nommer impunément qui bon lui semble à la tête d'un ministère. — (AFP.)

● SALVADOR : manifestation pour la paix. — Environ quinze mille

personnes ont défilé samedi 4 mars à San-Salvador pour exiger une solution négociée à la guerre civile. Elles répondaient à l'appel de la Commission pour un débat national, qui regroupe une cinquantaine d'organisations syndicales religieuses et humanitaires. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN, extrême gauche armée) a proposé de nouveau l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement du démocrate chrétien Napoleon Duarte sur la base de deux revendications : le report de l'élection présidentielle (prévue pour le 19 mars) au 15 septembre, afin de pouvoir lui-même participer au scrutin, et une réduction des forces armées gouvernementales de 53 000 hommes à 12 000.

CANADA : après son récent échec électoral

M. Broadbent quitte la direction du NPD

Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD, social-démocrate), M. Ed Broadbent, vient d'annoncer sa décision d'abandonner la direction de la troisième formation politique du Canada, poste qu'il occupait depuis près de quatorze ans. S'adressant, samedi 4 mars, au conseil fédéral du NPD réuni à Toronto, M. Broadbent a estimé que « le temps est arrivé de choisir un autre homme ou une femme pour faire franchir (au parti) une nouvelle étape ». Une convention pour la désignation d'un nouveau chef du NPD sera organisée en août prochain à Winnipeg (Manitoba).

La démission de M. Ed Broadbent, cinquante-trois ans, était attendue depuis l'échec du NPD aux élections générales du 20 novembre dernier. Alors que les militants avaient pu rêver un moment, pendant la campagne électorale, de remporter la victoire ou au moins de se hisser au rang d'opposition officielle en prenant la deuxième place devant le Parti libéral de M. John Turner, les urnes en avaient décidé autrement, et le Parti conservateur de M. Brian Mulroney s'était brillamment maintenu au pouvoir en remportant 43 % des voix. Les libéraux, eux, s'adjugeaient 32 % des suffrages, ne laissant qu'un maigre 20 % aux néo-démocrates. — (AFP.)

## Diplomatie

Ouverture des négociations Est-Ouest à Vienne

## La réduction des forces classiques, test de la détente en Europe

(Suite de la première page.)

Car la négociation qui va s'ouvrir, si elle promet d'être longue, technique et complexe, est aussi, par nature, éminemment politique. Elle l'est en tant que test de la détente Est-Ouest : qu'elle s'enlise (comme les négociations dites MBFR auxquelles la France ne participait pas et qui viennent de se saborder après plus de quinze ans de stériles discussions) et les belles paroles de M. Gorbatchev sur l'ouverture à l'Ouest ou la « maison commune » européenne sonneront de plus en plus creux.

Elle est politique de façon plus subtile aussi car il ne s'agit pas seulement de s'entendre sur des chiffres globaux et sur une parité numérique entre l'Est et l'Ouest. Elle est aussi, comme quelques exemples, retient sur l'échiquier européen, qui va de l'Atlantique à l'Oural, des chars ou des petits soldats tchèques ou hongrois, cela n'a pas le même effet politique ni le même sens pour l'avenir de l'Europe que de retirer de Tchécoslovaquie ou de Hongrie des chars ou des petits soldats soviétiques qui d'un point de vue strictement stratégique n'ont pas grand-chose à faire.

Retirer des deux États allemands trop de forces étrangères, ce serait non seulement remettre en cause un élément fondamental de la doctrine de l'OTAN, mais mettre le doigt dans un engrenage qui déboucherait à terme sur la question — non plus militaire mais politique — du statut de l'Allemagne. N'en retirer à l'inverse pas assez, ce serait pincer une fois de plus deux cordes très sensibles en RFA ces temps-ci : celle de la souveraineté et celle d'une singularité dont elle aspire à se libérer. Entrer dans cette négociation dont l'objectif premier est malgré tout la recherche d'une parité entre alliances, c'est au contraire pour la France s'intégrer davantage dans l'OTAN, perdre un peu plus de la singularité à laquelle elle tient, même si le vrai fondement de ce statut spécial est en réalité l'indépendance dans le domaine nucléaire, lequel n'est pas ici en cause.

## L'insistance de la France

C'est la France, et pour cause, qui, pendant les deux années de discussions préliminaires, a le plus insisté sur les aspects qualitatifs et pas seulement quantitatifs de la négociation qui va s'ouvrir. Elle a bégayé tant et plus face aux États-Unis pour que cette négociation se déroule entre pays souverains et non de bloc à bloc, c'est-à-dire pour qu'elle ne glisse pas vers un tête-à-tête américano-soviétique dans lequel les Européens et elle-même n'auraient plus voix au chapitre. Elle a défendu l'idée que la sécurité en Europe ne dépend pas seulement

de facteurs militaires, mais aussi de facteurs politiques et humanitaires, et qu'un lien formel devait être établi entre la négociation militaire à vingt-trois et l'ensemble du processus à trente-cinq de la CSCE, qui traite aussi des droits de l'homme. Elle a sans cesse souligné la double fonction, stratégique et politique, des forces soviétiques stationnées dans les pays d'Europe centrale.

Dans cette guérilla intra-occidentale, la France a marqué des points et fortement influencé le texte du mandat des négociations. Mais elle a dû aussi en rabattre. A l'heure des choses sérieuses, quand s'ouvrent les négociations, les Américains, de toute évidence, souhaitent qu'on cesse de finasser. « Notre objectif est d'abolir la menace militaire qui pèse sur nous, pas de déstabiliser l'Europe centrale. Les Soviétiques nous rivalisent avec nous sur la question de la présence française », dit par exemple M. Ledogar, le chef de la délégation américaine.

Le premier déséquilibre qui pèse sur cette négociation est de nature en quelque sorte démocratique : le pacte de Varsovie parlera d'une

seule voix, tandis qu'une belle cacophonie montera des rangs de l'OTAN, dont la mise au point des propositions de départ des Occidentaux a déjà donné un aperçu.

## Les intentions soviétiques

L'autre déséquilibre, de fond celui-là et qu'il s'agit d'abolir, est inscrit dans la géographie et dans les chiffres. Le pacte de Varsovie forme une entité géographiquement homogène, il peut mettre en œuvre des renforts massifs ayant à franchir non pas un océan mais quelques centaines de kilomètres. Il dispose, par ailleurs, d'une supériorité numérique massive dans le domaine des armes classiques et des moyens de lancer une offensive-surprise que l'OTAN ne possède pas ni n'aspire à posséder. La particularité de cette négociation est donc, si l'on s'en tient aux termes du mandat (exclusion des forces nucléaires et navales du champ de la négociation, priorité donnée aux forces aériennes), que les Occidentaux sont demandeurs sur tout, parce que les disparités

sont, pour toutes les catégories d'armes ou presque, en faveur du pacte de Varsovie et admises par lui.

Non seulement elles sont admises, mais elles sont soulignées. Comme pour commencer d'y remédier sans attendre, M. Gorbatchev a annoncé à la fin de l'année dernière des réductions unilatérales de forces soviétiques stationnées en Europe centrale et dans la partie occidentale de l'Union soviétique. Quelques semaines plus tard, Moscou publiait ses données des forces en présence en attribuant au pacte de Varsovie plus de chars que ce dont le crédo-taient les évaluations occidentales.

Tout cela va dans le bon sens, diront les optimistes qui verront à la volonté de Moscou de s'engager sérieusement dans la négociation. Les sceptiques trouveront, en revanche, que c'est trop beau pour être honnête et qu'il doit y avoir du côté soviétique une stratégie moins docile qu'il n'y paraît.

On ne peut écarter l'hypothèse d'une stratégie purement médiatique de l'URSS qui se donnerait le beau rôle vis-à-vis des opinions publiques, tout en bloquant la négociation ou en la faisant piétiner.

## Les principales propositions occidentales

L'objectif prioritaire des Occidentaux, qui figure d'ailleurs dans le mandat des négociations, est d'éliminer la capacité du pacte de Varsovie à lancer des attaques surprises, donc de faire porter les réductions dans un premier temps sur les chars, l'artillerie, les véhicules blindés de transport de troupes. L'aviation ne serait traitée que dans une phase ultérieure de la négociation.

● Les réductions globales. — On souhaite parvenir, pour ces catégories d'armements terrestres, à une réduction globale significative, parlante pour les opinions publiques, de l'ordre de 50 % sur l'ensemble de la zone qui va de l'Atlantique à l'Oural.

Les Occidentaux proposent donc les plafonds suivants : — chars : 40 000 sur l'ensemble de la zone ; — véhicules de transport de troupes : 55 000 ; — pièces d'artillerie d'au moins 100 mm : 33 000.

● L'abolition des disparités. — Ces plafonds doivent être répartis à égalité entre les deux alliances. En outre, l'énorme supériorité du pacte de Varsovie dans ces catégories, cela suppose de sa part des réductions beaucoup plus importantes que de la part de l'OTAN. Pour les chars, le pacte devrait réduire de 65 % l'idée

57 300 à 20 000) ou, si l'on tient compte des retraits annoncés unilatéralement ces derniers mois, de 58 % (de 45 300 à 20 000), tandis que l'OTAN ne réduirait que de 10 % (22 200 à 20 000) si l'on inclut les réserves. Pour l'artillerie lourde, le pacte devrait réduire de près de 65 % (de 46 180 pièces à 16 500) ou, si l'on tient compte des réductions unilatérales annoncées, de 55,5 %, tandis que l'OTAN ne diminuerait que d'à peine 5 % (de 17 300 à 16 500). L'effort de réduction demandé à l'est serait également beaucoup plus important pour les véhicules blindés d'infanterie.

● L'idée de suffisance. — Aucun pays, estime l'OTAN, ne doit détenir dans chaque catégorie plus de 30 % du total détenu par les deux alliances, soit plus de 12 000 chars, 9 900 pièces d'artillerie lourde, 16 500 transports de troupes blindés.

Cela vise évidemment l'URSS, qui dispose actuellement par exemple de plus de la moitié du total en Europe des chars ou véhicules blindés.

● Le rapport entre forces nationales et forces étrangères stationnées. — Aucun pays, estime l'OTAN, ne devrait stationner dans des pays étrangers alliés plus de 20 % des forces

dont il dispose. Cette disposition reflète l'idée occidentale de la double fonction des forces soviétiques en Europe centrale : à la fois stratégique (à l'égard de l'OTAN) et politique, pour ne pas dire policière (vis-à-vis des alliés eux-mêmes). Les Soviétiques, il est vrai, ont déjà fait une partie du chemin avec les retraits unilatéraux annoncés. Le but est d'inscrire ce mouvement dans un accord contraignant et vérifiable.

● Les différenciations régionales. — L'idée de délimiter des « sous-zones » vient du constat que le site d'un militaire n'est pas le même dans différents pays d'une même alliance (en Norvège, en RFA et en Turquie, par exemple) et que les profondeurs ne peuvent donc s'appliquer uniformément. Elle coïncide aussi avec le refus français de voir les discussions prendre le chemin d'une négociation, « de bloc à bloc ». C'est le point sur lequel les Occidentaux ont le plus de difficultés à s'entendre. Des inquiétudes ont été exprimées par les pays des flancs (la Norvège, puis la Turquie, la Grèce, voire l'Espagne, que certains voudraient rattacher à cette catégorie). La RFA, qui souhaitait étendre la zone centrale à des pays comme la France, y aurait finalement renoncé.

C. T.

Les Soviétiques avaient intérêt à favoriser l'ouverture de cette négociation et ils ont été finalement conciliants dans la définition de son mandat : en acceptant que l'objectif premier soit non la réduction des armements mais l'équilibre, en souscrivant au principe des réductions asymétriques sans qu'il soit fait mention de mesures de réciprocité, en acceptant d'exclure de la négociation les forces navales et — après tergiversations — les composantes nucléaires des armes à double capacité. Alors que l'Occident commençait à faire entrer l'idée du déséquilibre massif existant dans des esprits qui l'avaient oublié, les Soviétiques ont ensuite frappé un grand coup en annonçant des retraits de forces qui n'abolissent pas les disparités, mais qui, en termes d'image, leur valent le bénéfice de toute mesure unilatérale. Puis, pour la première fois, ils ont publié des données chiffrées sur leurs forces en Europe et l'on s'est félicité des heureux effets de la glasnost, alors que la publication des chiffres occidentaux était passée inaperçue quelques semaines plus tôt.

De ces données (qui incluent forces navales et armes nucléaires), il ressort « une parité approximative » entre les deux alliances. Les Soviétiques ont, à plusieurs reprises, enfoncé le clou sur ce thème, jusqu'aux déclarations faites la semaine dernière par le général Akhromeev, dans lesquelles le conseiller de M. Gorbatchev, ancien chef d'état-major, dénonçait en substance l'artifice qu'il y aurait à ne considérer que certaines catégories d'armes et pas d'autres, à quoi le pacte de Varsovie a cependant souscrit.

Les Soviétiques ont plusieurs moyens d'enrayer la négociation sans en avoir l'air. L'un d'eux, qui ne serait pas le pire, consisterait à dire « banco » aux propositions occidentales. L'OTAN suggère une réduction globale de l'ordre de 50 % qui, pour que soit rétabli l'équilibre, devrait être effectuée essentiellement par le pacte de Varsovie. Que Moscou propose un plus fort taux de réduction, surtout dans la zone centrale (ce qui cadrerait assez bien avec sa vieille idée d'un couloir central démilitarisé) et les Occidentaux devront soit refuser — c'est-à-dire avoir politiquement le mauvais rôle, soit reconsidérer toute la doctrine de la défense de l'avant.

Une autre stratégie consisterait tout simplement, pour le pacte de Varsovie, à briser le moule de la négociation en essayant d'y réintroduire les forces navales ou les armes nucléaires. Il y a là pour les Soviétiques une belle partie médiatique à jouer, au moment où la RFA est taraudée par la question des armes nucléaires à courte portée.

Des éléments « objectifs » plaident pourtant en faveur d'un comportement positif des Soviétiques

dans la négociation. Ils sont économiques surtout : un désarmement conventionnel, contrairement au nucléaire ou au chimique, a des effets d'allègement budgétaire immédiat, et M. Gorbatchev de ce point de vue aurait bien besoin d'une compression des effectifs de l'armée rouge. La technologie et la modernisation de matériels à main armée vint aussi dans le sens d'une réduction numérique.

La partie vaut donc d'être tentée. Le facteur déterminant en sera probablement le temps : alors que la RFA se dirige vers des élections en 1990 et que, selon toute vraisemblance, l'OTAN n'aura pas définitivement réglé la question de la modernisation de ses armes nucléaires à courte portée avant 1991, il est bien peu probable que les « Soviétiques » obtiennent d'emblée toutes leurs cartes.

CLAIRE TRÉAN.

## M. François Plaisant dirigera la délégation française

M. François Plaisant, ambassadeur à Athènes, a été nommé chef de la délégation française aux négociations de Vienne sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement classique en Europe.

(Né en 1932, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Plaisant a été en poste auprès de l'OTAN (1960-1968), à Bonn (1968-1973), puis membre de la délégation française à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Genève (1973-1974). Il a été ensuite à l'administration centrale le sous-directeur d'Europe (1974-1978), directeur adjoint (1978-1980), puis ministre conseiller à Washington (1980-1981), ambassadeur à Pretoria (1981-1983) et directeur d'Europe (1984-1987). Il était ambassadeur à Athènes depuis mars 1987.)

## M. Benoît d'Aboville a été nommé consul de France à New-York

M. Benoît d'Aboville, ministre plénipotentiaire en fonction à l'administration centrale, a été nommé consul général de France à New-York, en remplacement de M. André Garaud.

(Né en 1942, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. d'Aboville a été en poste à Washington (1969-1972), à Moscou (1973-1976), puis au centre d'analyse et de prévision à l'administration centrale (1976-1977). Conseiller technique au cabinet du ministre (1977-1978), il a été ensuite sous-directeur pour les affaires stratégiques et le désarmement (1979-1986) et membre de la délégation française à la réunion de la CSCE à Madrid (1980-1982). Il était directeur adjoint des affaires politiques depuis juillet 1986.)



# Politique

• Le Monde • Mardi 7 mars 1989 • 7

## La préparation des élections municipales

### M. Rocard face au PCF : l'électrochoc

Cela ne va pas mieux entre M. Michel Rocard et le Parti communiste. En décembre dernier, le premier ministre avait affirmé à la télévision que le PCF avait « une vision stalinienne de l'avenir », opinion que M. Marchais avait jugée d'une « incommensurable stupidité ». Samedi 4 mars, au « Grand Oral Libération-Pacifique FM », M. Rocard a formulé un diagnostic : « Il y a quelque chose de suicidaire dans la stratégie du Parti communiste », a-t-il dit, et il a prescrit, en cas de nécessité, le 49-3 (engagement de responsabilité du gouvernement) à haute dose.

M. Rocard est fidèle à une analyse du problème communiste qui l'avait amené, il y a longtemps maintenant, à estimer tout bonnement que « le PCF ne sert à rien ». La première ministre, en le disant, n'est pas de ceux qui accordent une valeur théorique à l'alliance PS-PCF, simple contrainte électorale à ses yeux. Il ne manque jamais une occasion de montrer à quel point l'univers intellectuel du communisme lui est profondément étranger. Il est allé un peu plus loin, samedi, en confiant que, devant ce qui lui semble relever de la pathologie mentale, il ne « comprend pas ».

« Nos partenaires, a expliqué le maire de Confignon-Saint-Hippolyte, avaient un intérêt évident à conserver leurs positions [municipales], alors que la stratégie

de harcèlement qu'ils ont suivie va minorer leurs chances. » Selon M. Rocard, le PCF a été traversé, dans la préparation des élections des 12 et 19 mars, par un débat entre ceux qui voulaient donner « la priorité aux municipales » et ceux qui avaient « la volonté de démolir un voisin encombrant », c'est-à-dire le Parti socialiste.

Tout en marquant une fois de plus, à l'intention de l'opinion, qu'il ne croit pas au PCF d'aucune vaine politique respectable, le premier ministre vient au secours de la direction du PS et de M. Pierre Mauroy. Celui-ci, ainsi que son allié, M. Lionel Jospin, exposés au reproche encore feutré de s'être laissés « promener » par les communistes au fil de quatre mois de négociations, sont excusables, puisqu'ils étaient confrontés à des partenaires en proie à la névrose.

Pour son propre compte, en tant que chef du gouvernement, M. Rocard s'est déclaré résolu à utiliser autant que de besoin l'engagement de responsabilité devant l'Assemblée nationale, « instrument puissant » dont l'usage selon lui, est sans limite. Electrochoc constitutionnel ou canotage de force politique, le premier ministre ne redoute pas d'être accusé d'archaïsme s'il recourt à « l'infirmité » à ce traitement qu'il a-t-il dit, « marche très bien ».

Le knout sied-il à M. Rocard ? C'est son affaire. La méthode peut trouver une justification dans les propos tenus par M. André Lajoinie, membre du secrétariat du comité central du PCF, qui, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, a affirmé, à la fois, que le gouvernement actuel n'est pas de gauche, puisqu'il com-

prend « huit ministres de droite », et que les communistes « ne feront rien pour favoriser le retour de la droite au pouvoir ». Le PCF ayant tant de peine à se décider, on ne s'étonnera pas de voir M. Rocard disposé à l'aider en prenant les décisions à sa place.

Dénouant l'accusation tout à fait fantaisiste « du premier ministre quant à l'état psychologique du Parti communiste », M. Lajoinie s'est déclaré « prêt à souscrire », en revanche, aux déclarations du président de la République sur le rassemblement de la gauche, à condition qu'elles se traduisent « dans les faits ». Or, selon lui, « il y a une grande différence entre les paroles et les actes », et M. François Mitterrand ne peut pas être « pour l'union de la gauche et, en même temps, allié avec la droite ».

En prenant au mot le chef de l'Etat, le PCF espère gagner un peu plus qu'il ne peut l'être déjà M. Rocard, pris en tenaille entre l'orientation présidentielle et une majorité seulement relative à l'Assemblée nationale. C'est de bonne guerre, même si les dirigeants communistes ne se font, sans doute, pas d'illusions sur la durée possible d'une telle tactique, si tôt passées les élections municipales.

PATRICK JARREAU

### Avignon sans boussole

AVIGNON  
de notre envoyé spécial

Si M. Jean-Pierre Roux (RPR) doit perdre au scrutin d'Avignon le 19 mars, il ne l'aura pas volé. Si M. Guy Ravier (PS) la lui prend, il ne l'aura pas mérité, juge M. Albert Mercurio (CDS). A la tête d'une liste de « rassemblement » qui a surtout pour conséquence de balkaniser la droite, il ajoute, en expert des manœuvres politiques locales : « Le débat électoral se situe ici à un petit niveau ».

Occupés à se chamailler, les représentants des six listes en présence donnent en tout cas le sentiment d'ignorer les vrais enjeux. Il faut une boussole pour se repérer sur la carte politique avignonnaise, et une véritable passion pour les joies politiques. On en oublierait presque l'essentiel : l'avenir d'Avignon, qui vit sur un passé brillant (un siècle capitale de la papauté), un présent flattré (le festival de théâtre) mais qui semble tout préparé à un futur économique difficile.

Pendant que les caciques locaux s'épuisent, en prévision des municipales, à de vaines manœuvres politiques, la chambre de commerce publie un rapport passablement pessimiste sur la capacité d'Avignon à garder son rang de ville qui compte dans l'Europe de demain (1). Curieusement, il est fort peu question de ce rapport au cours de cette campagne : plutôt confuse, sinon à des fins polémiques. Le combat Roux-Ravier mobilise trop les énergies. Il se résume pourtant à une question simple : un socialiste de droite remplacera-t-il à Avignon, un RPR de gauche ? La Cité des papes sera-t-elle gouvernée au centre droit ou au centre gauche ?

La première manche de cette bataille s'est jouée aux législatives de juin au cours desquelles le rocardien Ravier a défait le chrétien Roux. Arbitre du second tour, le Front national avait présenté le concurrent du PS comme « un socialiste de bonne compagnie et modéré ». Opposé à tout accord avec les amis de M. Jean-Marie Le Pen, M. Roux payait ainsi chèrement une déclaration que n'aurait pas rendue un Michel Noir : « Je préfère un citoyen qui marche la tête haute qu'un député qui marche la tête basse ».

Même cause, même effet ? M. Roux, qui a refusé de prendre sur sa liste les représentants du Front national que celui-ci exigeait d'y voir figurer, n'a-t-il pas non plus pour le second tour, couru à une nouvelle catastrophe ? Menacé sur sa droite, il a opté pour la course au centre. En délicatesse avec les communistes qui courent sous leur propre casaque, son rival socialiste est, lui aussi, obligé de chasser sur les mêmes terres crousties. D'autant qu'il doit compter avec une liste de Vaire. Le centre est ainsi assidûment courtisé par les deux hommes qui, en bons tacticiens, se sont également livrés à quelques débâcles.

#### Débâcles

Débâches tous azimuts : le 11 de la liste du maire RPR sortant n'est autre que l'ancien premier secrétaire de la section socialiste d'Avignon, M. Michel Crouzet. Il y a donc cumulé M. Maurice Marquis (n° 10), qui fut suppléant de la candidature du Front national aux dernières législatives. Les socialistes, eux, se sont assurés le concours d'un UDR, radical valoisien, M. Michel Goutard (n° 3 sur la liste de M. Ravier) et d'un conseiller sortant, M. Arlette Richard, élue en 1983 sur la liste de M. Roux. Cependant le champion de l'écumenisme demeure M. Mercurio (CDS), déjà nommé. Il a choisi comme n° 2 de sa liste un socialiste mitterrandiste, M. Alain Emphoux, et a confié la présidence de son

comité de soutien à M. Jean-Patrice Daire, l'époux de la candidate du Front national aux récentes législatives. Les amis de M. Le Pen ne peuvent tenir rigueur à personne de ce sabotage politique : leur chef de file, M. Raoul Colomb, a été pendant dix-huit ans l'adjoint sans étiquette d'Henri Duffaut, l'immuable maire socialiste d'Avignon jusqu'à sa défaite face à M. Roux en 1983.

Ces chassés-croisés entretiennent un climat délétère. Les rocardiens qui contrôlent la section socialiste d'Avignon s'accusent mutuellement de manœuvres déloyales. Les désignations d'un candidat aux législatives puis d'une tête de liste pour les municipales ont aiguisé leurs ambitions et provoqué des règlements de compte fratricides. M. Ravier, qui l'a emporté par deux fois, ne s'est pas fait que des amis. Les militants partis filer avec la droite ont été exclus tandis que le déconfort et l'incertitude suscitaient la démission de quelques autres.

Le candidat RPR ironise : « Guy Ravier est incapable de rassembler les socialistes. Comment peut-il prétendre rassembler les Avignonnais ? » Pour autant le maire sortant n'est pas en excellente posture. Son caractère autoritaire lui a aliéné quelques-uns de ses amis d'hier, aujourd'hui candidats sur des listes rivales. Surtout, il doit se défendre du soupçon d'avoir touché des pots-de-vin dans l'affaire de la SOR-MAE. Ayant appris les accusations dont il est la cible, « comme tout le monde, en lisant les journaux », il résume énergiquement les reproches jusqu'ici lancés formulés contre lui (il n'a toujours pas été entendu par la justice).

Si la plupart de ses adversaires, par solidarité d'élus (conseiller municipal sortant, conseiller général ou conseiller régional), se refusent à exploiter ce scandale qui éblouit dans le Sud-Est la gauche et la droite, l'affaire risque malgré tout de nuire au candidat RPR car le résultat du 19 mars s'annonce serré. Il n'y a que les communistes à enfoncer vraiment le clou contre les « affairistes », ceux qui « alimentent les caisses noires » avec de fausses factures, mais aussi les « latités », parmi lesquels un « ami du président de la République ».

Pour attendre qu'elle soit, cette campagne a le mérite de la limpidité. Occupés à labourer le centre, les représentants des autres listes s'occupent pour la plupart des sujets des discours assez voisins, gommés de toute aspérité, sauf le Front national à propos de l'immigration.

L'autre divergence de fond oppose le maire sortant à tous ses autres concurrents. Sous prétexte que les statistiques criminelles font d'Avignon la ville de province la moins sûre de France, M. Roux a conçu à l'approche des municipales un projet orwellien de télésurveillance des rues, quatre-vingt-deux caméras braquées en permanence sur les Avignonnais malhonnêtes et les autres. « Trop cher et inefficace », vient du n° 2 de la liste du Front national, M. Thibaut de La Tocnaye, l'appréhension a causé du tort au maire, surtout chez les honnêtes gens.

#### Torpeur

Pour le reste la campagne électorale tourne dans une torpeur quasi printanière, peu propice aux grands débats. Sans éviter en particulier les questions de fond soulevées par le rapport de la chambre de commerce, Menée anonymement auprès de quarante personnalités avignonnaises, cette enquête ne s'embarasse pas, elle, de précautions électorales, insister sur ses conclusions ce serait inévitablement braquer telle ou telle catégorie d'Avignonnais.

On y lit que le « grand Avignon », censé redonner à la ville un poids en rapport avec ses ambitions, n'a pas

d'existence réelle faite de stratégie cohérente et de choix économiques réfléchis. L'université dont s'enorgueillissent les Avignonnais est présentée comme dispensant des formations trop généralistes. L'industrie, qui emploie en France un quart de la population active, n'occupe dans le Vaucluse que 16,5 % des personnes qui travaillent.

A vouloir rivaliser avec Montpellier ou Nîmes, comme le prétend le discours dominant, Avignon fait fausse route, estiment ces experts. Mieux vaudrait, ajoutent-ils, définir des créneaux spécifiques, complémentaires des activités des autres métropoles du sud de la France et s'y tenir. En un mot, Avignon a besoin sans tarder d'une boussole.

Pour l'heure, les têtes de liste politiques sont surtout préoccupées par le second tour. Les communistes, qui ne peuvent espérer dépasser de beaucoup les 7 % au premier, surmonteront-ils leur répugnance à figurer sur la liste des socialistes au côté du représentant vilipendé de l'UDF, M. Goutard ? Le Front national (23,51 % à la présidentielle, 17,9 % aux législatives, un peu plus de 13 % aux cantonales), enverra-t-il son délégué ? Fera-t-il une deuxième fois chuter M. Roux, privant du même coup le RPR d'une de ses dernières places fortes dans la région ?

Avignon est l'une des rares préfectures qui peuvent basculer à gauche le 19 mars. Cela semble justifier les manœuvres des uns et des autres. Pour la garder ou pour la perdre.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Chambre de commerce et d'industrie d'Avignon et de Vaucluse. Analyse des perspectives d'adaptation de la région d'Avignon aux évolutions structurelles de l'Europe du Sud. Novembre 1988.

**Fiche d'identité**  
Chef-lieu du département de Vaucluse.  
• Population : 91 474 (recensement de 1982).  
• Taux de chômage : 10,35 % (janvier 1989).  
Université d'Avignon et des pays de Vaucluse. Trois facultés : lettres et sciences humaines ; sciences exactes et naturelles ; sciences et langues appliquées. 2 500 étudiants.  
Un Agroparc à Montfavet.  
Un festival de théâtre annuel.

### Pau : jeux de mains... au pied des Pyrénées

PAU  
de notre envoyée spéciale

C'est à désespérer ! Depuis dix-huit ans que « Papoulet » est le « chauffeur préféré » d'André Labarrère, maire socialiste de Pau, il n'a jamais réussi à se repérer dans les rues de la ville. Ce n'est pas comme son patron, qui a usé tous les trottoirs de la cité paillote, à force de tirer les sonnettes de servir des milliers de mains et de vérifier par lui-même les fuites d'eau, les vitres cassées... et sa cote de popularité. Car le « toque-manettes d'André », version béarnaise de la politique du terroir, l'a rendu en Navarre aussi célèbre que le bon roi Henri ou le madrilén.

En ces temps de campagne, André Labarrère est tout à son labour. Réunions d'appartements, rencontres publiques, inaugurations diverses, manifestations sportives, se succèdent à un train d'enfer. Une ronde entrecoupée, bien sûr, des inévitables tournées offertes à l'Amicale bouliste du Loup, des coups d'œil jetés au concours de pronostics lancé par l'imprimeur de ses bulletins de vote et des visites imposées par l'actualité, comme ces regards manifestés le lundi 27 février à une habitante du complexe HLM de Béryune-la-Jolie, dont l'appartement avait pris l'eau. Démagogie, monseigneur le maire ? « Bien sûr, mais cela marche ici », répond-il en clignant de l'œil.

En tout cas, voilà une joyeuse routine pour ce maire octuagenaire, ce bourreau de travail levé chaque jour à 5 heures. Redoute-t-il qu'au bout de six mandats le charme de ses façons de faire, importées en 1966 du Canada, ne se soit un peu émoussé ? Sans doute, mais il n'y renoncera pas, conscient d'être désormais « pris à son propre piège ».

Si l'a « aucun doute » sur sa réélection, il n'est en revanche pas convaincu de l'emporter dès le premier tour, comme en 1983. L'autant que, cette fois-ci, six listes se sont déclarées.

Sur sa droite, la liste d'union UDF-RPR conduite par François Bayrou, député centriste des Pyrénées-Atlantiques, et celle du Front national, dirigée par un « bon copain » d'André Labarrère, Alexis Arette-Landresse. Ce dernier entend

bien enfoncer un coin entre l'UDF et le RPR en rappelant que Jean-Pierre Caye, conseiller général (RPR), en seconde position sur la liste de François Bayrou, « a notre sensibilité » et qu'en l'absence du député centriste « il aurait nécessairement fait l'union avec le Front national ».

Sur sa gauche, outre une liste des Verts et une autre menée par un jacobiniste, est entrée en lice celle des communistes, conduite par Georges Reocq, sixième adjoint au maire. Fort d'un sondage commandé à la SOFRES (qui accordait, au premier tour, 48 % des intentions de vote à une liste socialiste pur sucre contre 46 % dans l'hypothèse d'une alliance avec le PCF), André Labarrère s'est débarrassé du PCF en lui faisant une proposition ridicule : quatre places, certes éligibles, mais sur cinquante-trois noms. Le maire se félicite aujourd'hui des attaques de ses anciens colistiers tant sur sa « gestion catastrophique » que sur l'endette la ville qui sur son caractère « autoritaire et méprisant ». « Car, dit cette ville de droite, plus le PC [lui] tape dessus, mieux c'est ».

#### Coups médiatiques

Son principal concurrent reste François Bayrou, qui, à trente-sept ans, s'est taillé une petite notoriété nationale en qualité d'étoile montante du barrième. Père de six enfants, ce battant qui même également une active campagne sur le terrain a déjà à son crédit deux fois coups médiatiques. L'apparition sur sa liste de deux Palois qui ont, selon le député centriste, « fait la preuve de leur réussite sur le plan national », à savoir Robert Paparemborde, l'ancien pilier du Quinze tricolore, reconverti dans la communication d'une multinationale agro-alimentaire, et Joseph Paleton, rédacteur en chef de France-Inter. Tous deux sont présentés pour jouer à Paris le rôle d'ambassadeurs de Pau.

Dernier coup en date, dimanche 26 février, la venue de « trois jeunes maires qui réussissent » : Dominique Baudis (CDS) de Toulouse, Bernard Bosson (CDS) d'Annoy et Alain Carignon (RPR) de Grenoble. En dépit de la tempête qui faisait rage et des amicales pressions téléphoniques d'André Labarrère de ne rien faire, ces trois mousquetaires se sont attachés à leur campagne respective pour soutenir François Bayrou. A la manière faussement décontractée d'un plateau d'Apostrophes, ils ont présenté à mille cinq cents personnes enthousiastes les recettes pour gagner la bataille de la gestion et de la communication. Il s'agit, en effet, pour le jeune barrième de faire décoller « cette petite ville sinistrée » qu'est devenue Pau après dix-huit ans de gestion socialiste.

Pardon ! de « gestion Labarrère » car, ici, les étiquettes politiques brûlent les lèvres et les affiches des candidats, qui leur préfèrent, comme François Bayrou et André Labarrère, l'exposé de « solutions concrètes à des problèmes concrets ». Les deux adversaires, qui chassent sur les mêmes terres modérées, s'accusent mutuellement de plagiat et leur joute électorale s'est transformée en pugilat.

#### Echanges salifères

André Labarrère dénonce, notamment, « le manque de sérieux et la légèreté » du député centriste, qui a bien fait, sur ses affiches, de « poser sur fond de nuages ». Et d'égrèner le nombre d'absences de ce « charmant garçon » lors des séances du conseil municipal et des différentes commissions auxquelles il s'est inscrit.

François Bayrou s'était jusqu'à maintenant imposé de ne « jamais

rien dire de ce que tout le monde sait d'André Labarrère, de ses manières de vivre et de gérer ». Mais il juge de plus en plus « dur » le manque de fair-play du maire, les « paquets d'injures » que celui-ci lui verse quotidiennement sur la tête, et les tentatives d'intimidation à l'égard des associations subventionnées par la mairie ou du personnel communal.

De peur de n'être pris que pour un « invertébré » à la peau tendre, François Bayrou s'est décidé, dimanche soir 26 février, à contre-attaquer en dénonçant l'amalgame existant entre André Labarrère et l'association Pau-Cancer, animée par René Cazenave, et en affirmant que « l'usage électoral de la charité est une tromperie ».

Depuis un an, André Labarrère a largement mis en avant René Cazenave, « son petit cousin chéri », au point de le présenter comme son « gourou très exceptionnel » et de le placer en seconde position sur sa liste. Celui-ci est le seul à figurer sur les affiches en compagnie du maire et le suit dans tous ses déplacements, une écharpe blanche autour du cou tandis qu'André en a une rouge.

La notoriété de René Cazenave ne doit rien à la politique, dont il « ne se sent pas la fibre ». Mais, victime en 1982 d'un cancer des os dont il s'est miraculeusement sorti, cet ancien ouvrier tourneur de l'usine de moteurs d'hélicoptères Turboméca, syndicaliste FO, a fondé, en 1987, l'association Pau-Cancer. Destinée à récolter des fonds pour l'achat d'un accélérateur de particules nécessaire au traitement des malades, Pau-Cancer connaît un indiscutable succès et a encore ramassé, samedi dernier, 15 500 F.

Depuis son élection à l'Assemblée nationale, en juin dernier, face au député (RPR) sortant Jean Goujy, René Cazenave apparaît comme le « joker » d'André Labarrère dans la compétition municipale. Un rôle qui « émette tous ses adversaires », aux dires de l'entourage du maire sortant, mais qui fait surtout bondir François Bayrou. La semaine dernière, il s'est fait applaudir par ses partisans en affirmant qu'en 1983 André Labarrère avait fait du cancer de son concurrent CNI Pierre Sallesnav, aujourd'hui décédé, « son principal thème de campagne ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109  
**MBA Master Of Business Administration**  
Academic program, unique in concept, format and professional experience.  
Université à San Francisco spécialisée en management international, associant un pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.  
**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise.  
Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San Francisco (10 - 12 mois).  
**2<sup>e</sup> CYCLE** Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle.  
Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).  
Informations et sélections : European University of America  
17/25 rue de Chailot (9ème arr.), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71  
Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accredités de MBA et de PhD - Europe et Asie.

**Fiche d'identité**  
• Préfecture des Pyrénées-Atlantiques.  
• 82 495 habitants.  
• Activités économiques : industries lourdes liées au gisement de gaz de Lacq et au site pétrolier d'El-Aquitaine ; agro-alimentaire.  
• Taux de chômage : 12,3 %.  
• Taux d'immigration : 9,9 %.  
• Enseignement supérieur : 7 823 étudiants sont inscrits à l'université en droit, sciences économiques, lettres et sciences et techniques. Il faut y ajouter un IUT de génie thermique et une école de commerce.  
• Sports : la Section paloise de rugby (en 1<sup>re</sup> division) et le FC Pau (3<sup>e</sup> division) en football.  
**COMMENT LES SONDAGES ONT-ILS CONTRIBUÉ A LA DÉFAITE DE PINOCHET ?**  
RÉPONSE PAGE 223 DU LIVRE SOFRES, L'ÉTAT DE L'OPINION 1989 ÉDITIONS DU SEUIL.

détente en Europe

## Politique

## La préparation des élections municipales

## Lyon : le trouble de la maison Collomb

A quelques jours du premier tour des municipales, l'UDF lyonnaise a la fièvre. L'horizon s'est brusquement assombri ces quinze derniers jours. M. Michel Noir (RPR) semble creuser un peu plus l'écart avec l'équipe du maire sortant, M. Francisque Collomb (apparenté UDF). Les rumeurs et déclarations diverses évoquant un éventuel retrait du maire n'ont rien arrangé.

Judi 2 mars, le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, a mis allègrement les pieds dans le plat en appelant le sénateur Collomb, soixante-dix-huit ans, à préparer sa succession : « On peut imaginer qu'un homme relativement âgé se présente s'il laisse derrière lui un bon bilan et s'il est un maire populaire, mais il faut en même temps qu'il prépare sa succession et qu'il montre que, dans l'hypothèse où il ne finirait pas son mandat, il y a toute une équipe ou un homme prêt à lui succéder ». Il ne faisait que répéter haut et fort ce que le premier adjoint au maire, M. André Soulier (CPR), suggérait depuis le week-end précédent en se posant en dauphin.

« Je suis en bonne santé et je resterai. Je serai là le 19 mars ! », avait déjà répliqué avec indignation le maire sortant. Son équipe s'accroche à un espoir : les sondages étaient également favorables en 1983 à Michel Noir, et pourtant ce dernier s'était retrouvé six points derrière le maire, les résultats de chacun des neuf arrondissements lyonnais ayant renversé la tendance générale. La divine surprise sera-t-elle à nouveau au rendez-vous le 12 mars ?

Dans l'état de désagrégation dans lequel se trouve l'UDF lyonnaise, les chances du

« grand fifrelin Noir », comme l'appelle M. Francisque Collomb, semblent sérieuses. « Le point de non-retour a été franchi », estime un observateur du microcosme lyonnais. Le spectacle ne manque pas d'intérêt, chacune des deux parties jouant la scène de 1983 à front renversé : l'agitation a changé de camp. Au député RPR de la Croix-Rouge « le calme des vieilles troupes », selon la formule de M. Noir, à l'UDF la fébrilité des outsiders distancés.

Le député RPR s'applique avec un calme et un sourire soigneusement affichés à ne pas entamer d'un pouce le pacte de bonne conduite passé en début de campagne avec l'UDF : « Ce n'est pas une affaire politique entre Francisque Collomb et Michel Noir (...). Nous avons annoncé que nous fusionnerions nos listes au soir du premier tour », dit-il. En fait, au risque d'apparaître comme l'artisan de la division, l'UDF multiplie les attaques contre « le RPR Noir ». « Il ne faut pas que Lyon devienne une ville parisienne », s'en va répétant M. Raymond Barre, qui apparaît comme l'un des derniers soutiens indéfectibles du maire sortant, même s'il reconnaît que le combat d'images qui a lieu aujourd'hui à Lyon désavantage M. Collomb à cause de son âge. Mais « par amitié » il lui reste fidèle.

La situation s'est brusquement aggravée il y a dix jours comme si tous les malheurs s'étaient donnés rendez-vous en même temps. Symbole de la chute médiatique de la maison Collomb : le maire s'est fait copieusement huier en direct sur FR 3 par

le public rassemblé le 26 février au Palais des sports pour la remise de la coupe du Grand Prix de tennis au vainqueur, John McEnroe. Une clameur qui a claqué comme un coup de grâce. Le lendemain, M. Noir poussait son avantage face aux étudiants en remportant un succès à l'applaudimètre tandis que le maire faisait une nouvelle fois défection et déléguait son premier adjoint, M. André Soulier, pour subir à sa place l'estocade estudiantine. Un premier adjoint qui visiblement était lassé de son rôle de doublure. Il est accusé aujourd'hui par les proches du maire d'avoir tenté, il y a huit jours, une révolte de palais pour déposer M. Francisque Collomb ou pour lui extorquer une promesse de succession. L'intervention de M. Raymond Barre a été nécessaire pour ramener tout le monde au calme. Il lui semblait suicidaire et un brin déshonorant de songer à changer ainsi d'attelage au milieu du gué : quitter à sombrer, autant sombrer pavillon haut, semblait penser l'ancien premier ministre. Quant à M. André Soulier devenu traître, il est depuis ce jour injoignable pour les journalistes.

Bon prince, M. Noir déplore en privé cette « lamentable affaire sur le plan humain ». Pour un peu, il rait consoler le cher Francisque de tant de déconvenues et d'ingratitude. « Je suis plus respectueux de Francisque Collomb que ses propres amis », dit-il. Dans cette dernière ligne droite, la route est pour lui toute tracée : pas un mot plus haut que l'autre, profil bas.

Du côté de la mairie, « la dernière tentation » du retrait ou de la passation de pou-

voir en douceur ayant été écartée, l'équipe Collomb a préféré ces derniers jours concentrer son tir sur l'ancien ministre du commerce extérieur. Ne pouvant se démarquer de lui sur le bilan (M. Michel Noir est conseiller municipal sortant adjoint chargé des finances), c'est donc la personnalité du député RPR qui est désormais mise en cause. La contre-offensive s'articule autour de trois thèmes : M. Noir, c'est l'emprise du RPR sur la ville ; le député RPR a une bonne image médiatique mais c'est un homme seul, il n'a pas d'équipe solide derrière lui ; ce n'est pas un homme fiable, il ne tiendra pas ses promesses.

## Changement de messages

Il n'est pas sûr que ces flèches décochées dans la précipitation suffisent à retourner une tendance qui semble profonde, d'autant plus que l'accusation de chiraquisation de Lyon colle mal au profil de M. Noir, qui fait figure de déviateur au sein du RPR et qui a fait preuve à maintes reprises d'indépendance d'esprit à l'égard de M. Chirac. Jouant sur une image décriée et apolitique à la mode lyonnaise (ses affiches ne portent pas le sigle RPR), l'ancien ministre du commerce extérieur prête peu le flanc aux accusations de « partitisme ». M. Noir songe déjà à l'entre-deux-tours, et il pense qu'il n'y aura aucune difficulté pour la fusion des listes : en une heure « le problème sera réglé ». Et, s'il refuse de vendre le pain de l'ours avant de l'avoir tué, il n'en répond pas

moins volontiers à la question concernant sa future coexistence avec M. Raymond Barre au sein du conseil municipal : « Cela se fera sans aucune difficulté, et, si je suis maire, je souhaite qu'il participe au conseil international de Lyon que je veux mettre en place ».

A gauche, les socialistes lyonnais ont également été pris à contrepied par la soudaine percée de M. Michel Noir. Jusqu'à la semaine dernière, le chef de file socialiste, M. Gérard Collomb, et ses troupes cherchaient plutôt à ménager le député RPR de façon à attirer les divisions au sein de la droite lyonnaise. La volte-face est complète aujourd'hui, et le Parti socialiste lyonnais dénonce la solitude du député RPR, son caractère « autocratique » et son « intolérance ». S'il est élu, Lyon en prend pour trente ans : tel est le message que le PS tente de faire passer aujourd'hui pour dissuader de voter pour M. Noir ceux de ses sympathisants qui pourraient être tentés par son profil atypique.

Ce tir croisé de l'UDF et du PS modifiera-t-il les données du scrutin du 12 mars ? Tous les spécialistes du marketing politique s'accrochent en tout cas à rappeler qu'il n'est pas bon de changer de discours et de thèmes en cours de campagne. Cela brouille la communication et donne une impression d'agitation. M. Michel Noir, qui fut jadis un spécialiste de cette matière, ne l'ignore pas, et pour l'heure il s'efforce d'incarner aux yeux des Lyonnais une nouvelle force tranquille entre Saône et Rhône.

PIERRE SERVANT  
et JEAN-LOUIS SAUX.

## Histoires de villes

## A Lodève, des jeunes « ni français, ni arabes »

(Suite de la première page.)

Ce n'est pas une grave affaire politique. Leur présence, à lui et à elle, aux côtés du PS ne franchira pas les murs de Lodève. Si Mme Geneviève Siebenaler, la directrice d'école qui tente, à gauche, d'enlever la mairie à M. Daniel Malet (div. d.), échoue dans sa campagne, il se trouvera certainement quelques voix pour reprocher aux socialistes d'avoir heurté les commerçants, les « Lodévois de souche », insiste la mercière, par cette provocation. L'humour, mal maîtrisable, des Français musulmans est bien ici le seul enjeu d'une élection. Plus sensible que l'adduction d'eau ou l'avenir économique. La communauté, forte d'un millier de personnes, est le premier groupe de pression de cette jolie petite ville de huit mille cinq cents habitants, au nord de l'Hérault, qui éparille ses vallonnements sur le chemin du Larzac.

On raconte que, 1983, la gauche avait perdu le soutien de ces rapatriés par la maladresse d'un socialiste. Les anciens harkis, après un dernier grand conseil, avaient opté pour Daniel Malet, à la veille du scrutin. Résultat : soixante-dix-huit voix d'avance sur le rival socialiste. Cette fois, malgré la main tendue, rien ne dit que tous les musulmans de Lodève basculeront à gauche. La mixité revendiquée par le PS peut même lui coûter des suffrages franco-français. Racontez ? Réalité ? Très secondaire, en fait.

## Les méfaits de l'assistance

L'immixtion de M<sup>me</sup> Randja et de M. Ben Amar dans le concert lodévois a surtout valeur symbolique pour la communauté elle-même, à bout de souffle et de conviction. Déchirée entre un passé qu'elle sait discuté, même dans ses rangs, et un présent discuté. « Ça va faire trente ans, et cette putain de question des Français musulmans n'est toujours pas réglée », s'insurge Hadj Madani. Ni pour nous, ni pour les Français. Alors, vous pensez, pour Lodève.

Le jeune président de la respectable Société des commerçants n'est pas du tout représentatif des anciens harkis et c'est pour cela qu'il prend la parole avec passion. Elu pour sa compétence et son dynamisme, propriétaire de « la Belle Époque », le café le plus fréquenté, il est un modèle d'intégration. « J'ai eu la chance de pouvoir m'en aller voir ailleurs », dit-il. Etudes, petits boulots, achat d'un restaurant du bord du lac du Salagou, tout lui a réussi à force d'opiniâtreté.

Dans la famille Madani, tout le monde avait des comptes à régler avec Lodève, l'Algérie et la France, et le père, dépassé, a laissé faire. L'un de ses frères représente une grosse société nationale dans un pays du Golfe. Sa sœur, sa sœur bien-aimée, poursuit de brillantes études à Paris. Et la première génération d'enfants est parvenue à apaiser les craintes de la mère, les doutes des anciens. Bref, à bousculer l'immobi-

lisme meurtri de la communauté sans trop heurter la religion.

Aujourd'hui, Hadj paie sa dette à la chance. De son compatriote de « la Belle Époque », il fait ce qu'il peut pour empêcher les plus jeunes de dégrader, il incite au départ. « Si tu restes ici, tu meurs ! Ce n'est pas la faute des gens d'ici. C'est partout pareil dans les petites villes. Sur-tout si tout le monde doute, et toi le premier, que tu es français. » Bien plus, il grogne. Il critique les méfaits de l'assistance financière de l'État qui fait de ses frères des « gosses ». Il en a marre de ces privilèges concédés par obligation, logement, bourses, TUC, subventions aux associations, monuments aux morts... pour une affaire bien trop ténuaire.

Il sait de quel poids pèsent les rivalités internes aux associations. L'arrêt dans le temps, de la gloire et des décorations. L'amertume aussi, que les anciens font payer le prix fort, parce que la France est oubliée, et que celle-ci paie, pour se dédouaner. Vieilles histoires que la communauté ne parvient pas à dépasser, mais qui lui valent à coup sûr, dans Lodève, la jalousie des « Franco-Français » les plus pauvres.

Hadj Madani aurait pu rejoindre la liste socialiste. La proposition, bien sûr, lui a été faite. Mais, il se méfie des « politiques ». Tous les Français musulmans de Lodève en âge de voter connaissent ces tournées discrètes « dans des arrière-salles, pour que cela ne se voie pas trop », au cours desquelles on vient séduire des voix en faisant semblant d'aimer le thé à la menthe. « Après les élections, tout est oublié », explique Hadj. La ville se replie sur elle-même, jusqu'au tour suivant, et nous, nous reprenons notre vieux dialogue usé avec le gouvernement.

A les écouter, lui et quelques autres, Lodève des deux rives de la Méditerranée, la relation entre la ville et la communauté n'a pas vraiment évolué depuis 1962. Trente ans, bientôt, de méfiance réciproque et de méconnaissance mutuelle. Bel anniversaire ! A la décharge, si l'on peut dire, des « Lodévois de souche », pour faire plaisir à la mercière, il faut imaginer la surprise d'une bourgade enclavée, distante seulement de soixante kilomètres de Montpellier, mais plus éloignée psychologiquement, à voir arriver un jour un conseil municipal chargé de familles en djellaba.

La ville avait l'expérience des internés du camp du Larzac, républicains espagnols, puis membres du FLN, harkis, enfin, abrités précipitamment sur le plateau, après que l'armée les eut arrachés à la répression du nouveau régime algérien. La communauté de Lodève ne vient pas du camp. Elle a fait un plus long détour, par Fort-la-Nouvelle, Rivesaltes, Manosque ou Saint-Maurice-l'Ardoise. Le gouvernement perdant pied, dans ses promesses, l'armée s'évertuait à peu près seule à insérer ses protégés.

Un officier rencontra un pied-noir, fabricant de « carpes d'Alrique du nord ». Celui-ci fut mis en

contact avec des familles originaires d'Alfleur, ville spécialisée dans le tissage. Lui et eux débarquèrent à Lodève, qui cherchait un débouché économique, pour y créer avec les femmes un atelier de tapis, qui allait devenir par la suite l'Atelier national de tissage, annexe de la Savonnerie (Gobelins). Les hommes eurent moins de chance. Affectés à la protection de la forêt, ils remontrèrent jusqu'à la retraite dans des camions, qui les prenaient au petit jour, vêtus de leurs vieilles vestes d'uniforme.

Puis, ils se lassèrent, la tête emplit de songes ineffaçables. Ils se firent incassables, rétribués par l'État. Ils cherchèrent un réconfort dans l'islam, élevant, plus encore qu'auparavant, leurs enfants, les filles surtout, dans le respect de la religion. Ils furent d'abord mal logés. Dans des foyers modèles SONACOTRA des années 60. Comme des immigrés. D'ailleurs, c'était comme ça qu'on les désignait en ville. Les instituteurs mirent du temps à enseigner une distinction que certains n'ont toujours pas perçue.

## L'ère de la prospérité

Les années ont passé. La communauté a prospéré. Villas, belles voitures, commerces dans le centre-ville. Les aînés des familles, comme Hadj, encore peu nombreux, ont quitté Lodève, parfois pour y revenir. Ils ont redoublé d'efforts, comme pour effacer le soupçon qui pesait sur les pères. Puis les Français musulmans ont été happés par la sociologie des grands nombres.

Depuis dix ans, les écoles locales ne produisent plus, affirme M<sup>me</sup> Siebenaler, « que des échecs scolaires ». Les garçons se découragent, par dizaines, vite réconfortés par les bienfaits du statut privilégié de leur famille. Ce sont les « enfants rois », explique-on, couvés par les mères, soutenus par les pères. Pourrais, lentement, par l'assistance nationale. « Ils sont cassés », dit Hadj. Je les vois bien au café : perdus, la tête vide, ni français, ni arabes. Américains, peut-être, à écouter leur musique préférée.

Ces jeunes, Hassid les connaît bien. Serveur à « la Belle Époque », il vient de créer une association, toutes origines confondues, pour tenter de trouver une solution à la dérive de la seconde génération. « Si ça continue, s'inquiète-t-il, tous les garçons auront un fléchir chez les gendarmes. » La collection est déjà riche. Arrestations, séjours en prison, la chronique effraie la mercière. Ces dernières années, par découragement, les gosses se sont mis à cambrer les commerces voisins ou les résidences secondaires. Il y a eu des bagarres en ville. Lodève a fait front avec l'aide de l'escadron de gendarmerie mobile qu'elle abrite dans ses murs. Mais le climat s'est dégradé.

Randja a la dent dure contre les mecs. « Ils me font penser à des rapatriés dans un village ». Choqués à la maison, souvent protégés par une sorte d'immunité, à l'extérieur. Une paix a été négociée par Hadj et quelques autres adultes : plus de cam-

brillages et moins de contrôles tatillons de la part des gendarmes. Équilibre fragile. Pessimisme. « Avec le RMI qu'ils vont toucher, ils auront encore moins de raisons de se secouer », explique Hadj. Qu'y faire ? Des TUC ? Ils ont été les premiers à en bénéficier. « Ils ne tendent même pas la durée de leur séjour », se souvient le docteur Michel Siebenaler, directeur de l'institut médico-éducatif.

## Le salut par l'été

Du travail ? Lodève en manque cruellement et eux-mêmes s'accrochent peu. Quand on licencie, à la Dintex ou ailleurs, on commence par eux. La ville vit une situation de réjet vis-à-vis des garçons, mais elle s'est mise à apprécier les filles. Les TUC, les stages, elles en redemandent. Elles filent jusqu'au bac, quand elles le peuvent, bourses, obstinées. Elles sont, c'est selon, employées dans les super-marchés ou étudiantes à Montpellier. Mais, toutes ont pris leurs jambes à leur cou. Pour fuir le père, la tradition, l'image de la mère. « Chez nous, les femmes bossent, les hommes restent leur projet d'une maison. » Elle veut garder l'anonymat, mais elle tonne.

Et elle n'a pas de tendresse pour ses frères, les enfants rois. Si la communauté est souvent critiquée, tenue à l'écart, c'est de leur faute, à eux. Et bien sûr, comme il s'agit des garçons, les pères ne comprennent pas, ce se replient un peu plus. Hadj, Hassid, les socialistes de la liste municipale aiment comprendre, à défaut de tout défendre. « Ils sont coincés entre toutes ces contradictions, l'histoire, la religion, la nationalité, les subventions... Et, en plus, ils se font virer des boîtes de nuit, parce qu'ils cassent l'ambiance. »

Vivre des boîtes de Montpellier s'entend, ou de la côte. Parce qu'à Lodève il y a les longues queues, pour cause d'insécurité franco-musulmane, les bars ferment à 20 heures. Après, les jeunes et les gendarmes se livrent dans des rues désertes et mal éclairées à un ballet déprimé. Les premiers font mine de détruire une cabine téléphonique ou un réverbère. Les seconds d'intervenir.

Heureusement pour les uns comme pour les autres, cet automne, l'été reviendra. La communauté oublie beaucoup de ses craintes et de ses embarras quand le soleil se remet à évoquer quelque chose de doux à ses mémoires. L'hiver, Lodève surveille ses filles, « de souche ». Les gendarmes interviennent à leur progéniture de fréquentes les jeunes de « la Belle Époque ». Les amours mixtes demeurent clandestines et les cinq ou six mariages interconfessionnels dénombrés en trente ans se sont soldés par des échecs.

Par chance, Lodève est sur le chemin, l'été, des estivantes néerlandaises et allemandes. Hadj veut croire à la force du phénomène. « Peut-être ces rencontres leur mettront-elles un peu de plomb dans la cervelle. Il faut bien qu'ils soient aimés de quelques-uns. »

PHILIPPE BOGGIO.

## SITUATIONS

● ANNOT (Alpes-de-Haute-Provence) : la Cinq piratée par le maire. — M. Yves Bonot (divers gauche), maire sortant d'Annot, a piraté, samedi 4 mars, les programmes de la Cinq qui a décidé de porter plainte. M. Bonot a invoqué des « raisons de promotion touristique » pour justifier la diffusion, durant deux heures, de deux diaporamas sur la ville. Le maire reconnaît toutefois s'être placé en « marge de la légalité » pour avoir non seulement diffusé ses clips, mais surtout installé sur Annot un récepteur pour capter la chaîne, sans autorisation ni de la Cinq ni du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

● BORDEAUX (Gironde) : première à gauche. — En Gironde, PC et PS présentent des listes distinctes dans vingt-trois communes de plus de 3 500 habitants, notamment à Bordeaux où les négociations entre les communistes et M. François-Xavier Bordeaux (PS) ont échoué sur les places attribuées au PC. Les communistes, qui comptent deux élus dans le conseil municipal sortant, réclamaient les quatrièmes et huitièmes places tandis que le PS ne leur proposait que les sixième et treizième positions, ce qui revenait à s'assurer au PC qu'un seul poste éligible. Pour la première fois depuis 1985, les communistes présenteront donc une liste autonome conduite par M<sup>me</sup> Claude Mellier. En outre, huit communes de la communauté urbaine seront le théâtre de primaires à gauche. Parmi elles, figure la commune de Blanquefort, dont le maire, M. Philippe Madrelle (PS) est également président du conseil général. — (Corresp.)

● MONTLUÇON (Allier) : un adjoint au maire (PC) conduit une liste Nouvelle Gauche. — M. Jacky Flouzat, adjoint au maire communiste de Montluçon, a présenté une liste de la Nouvelle Gauche face à celle d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Pierre Goldberg. Conseiller municipal (PC) depuis 1977 et conseiller général de 1976 à 1982, M. Flouzat qui avait

rejoint le mouvement de M. Pierre Juchat plusieurs mois avant l'élection présidentielle, ne s'était pour autant pas vu retirer par M. Goldberg, sa délégation aux affaires culturelles. — (Corresp.)

● SARCELLES (Vaucluse) : la permanence de la candidate (PC) saccagée. — M<sup>me</sup> Marie-Claude Beaudou, sénateur (PC), qui conduit la liste communiste à Sarcelles, a annoncé, dimanche 5 mars, qu'elle avait porté plainte contre X... après le saccage de sa permanence électorale. C'est, à-t-elle rappelé, « la deuxième fois en trois mois que ces locaux sont le cible de tels actes ».

● TOULOUSE (Haute-Garonne) : des coups de feu contre la permanence de M. Dominique Baudis (UDF-CDS). — M. Dominique Baudis, maire sortant (UDF-CDS) de Toulouse, a annoncé, dimanche 5 mars, son intention de porter plainte contre X... après que des coups de fusil de chasse eurent été tirés contre sa permanence électorale dans la nuit du samedi à dimanche. Tandis que M. Baudis a fait part de son « inquiétude » devant cet acte de vandalisme, M. Jacques Lévy (PS), qui conduit l'union de la gauche, a condamné « avec la plus extrême vigueur la violence sous toutes ses formes ».

● TAVERNES (Var) : M. Fiterman candidat. — M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, se présente aux municipales à Tavernes (Var), sur une liste sans étiquette qui sera opposée à celle de M. René Rajola, le maire socialiste de ce petit village de cinq cents habitants où l'ancien ministre possède une résidence secondaire. « M. Fiterman est effectivement candidat sur une liste de gauche à Tavernes, mais il faut relativiser les choses sans leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont », a confirmé à l'AFP M<sup>me</sup> Danielle De March, membre du comité central, député au Parlement européen, premier secrétaire de la fédération du PCF du Var et tête d'une liste communiste à Toulon pour les municipales.

## L'anglais ou l'allemand intensif : une affaire de spécialistes

- Stages linguistiques intensifs de huit semaines en Angleterre (Oxford, Londres, Bristol...) et en Allemagne (Münster, Koblenz...)
- Toute l'année de nombreuses formations adaptées à chaque stagiaire : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé par petits groupes.
- Programmes spécifiques pour adultes, étudiants et collégiens - lycéens.



21, rue Théophraste Bouchard  
75015 Paris (1) 45 33 13 02

La référence pour l'excellence en langues

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_  
Soutenez recevoir, sans engagement de sa part, votre documentation sur les stages linguistiques pour : ☐ adultes ☐ étudiants ☐ collégiens - lycéens

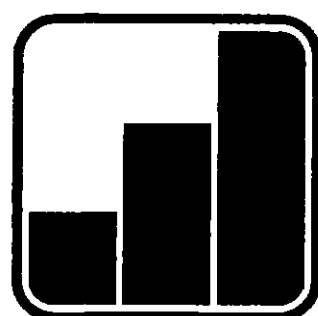
سكزا من الأصل



هكذا من الأصل

omb

SITUATIONS



Locafrance

**AVEC LOCAFRANCE,  
FINANCER UN BIEN D'ÉQUIPEMENT PROFESSIONNEL,  
CE N'EST PAS QU'UNE AFFAIRE D'ARGENT.**

C'est parce que Locafrance est acheteur, le premier acheteur français privé de biens d'équipement professionnel (10 milliards de Francs HT en 1988) qu'il est à même de proposer la solution financière la mieux adaptée à la finalité économique d'un bien.

LLLL  
GROUPE  
SUEZ

# Société

## ENVIRONNEMENT

### Trois réunions internationales sur la protection de la couche d'ozone

Les menaces qui pèsent sur la couche d'ozone et le changement global du climat ont été au cœur de trois réunions internationales, samedi 4 mars à Paris, puis dimanche 5 et lundi 6 mars à Londres.

Le colloque scientifique de Paris, réuni à l'initiative de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a donné la parole aux experts. La réunion de Londres, où sont rassemblés les représentants de cent vingt-quatre États, a été ouverte par M. Daniel Arap Moi, président du Kenya, et par le premier ministre britannique, M<sup>re</sup> Thatcher, qui a pris l'initiative de la conférence. S'ajoutant à la trentième d'États qui ont ratifié le protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, six ont annoncé leur intention d'y souscrire à leur tour : Autriche, Hongrie, Malaisie, Philippines, Trinidad et Tobago, Zambie. Mais ni l'Inde ni la Chine n'ont pris d'engagement.

Un troisième sommet se réunira samedi 11 mars à La Haye à l'initiative des premiers ministres français, néerlandais et norvégien.

#### « Une seule Terre »

LONDRES de notre envoyée spéciale

Il faut préserver notre atmosphère. C'est, l'augmentation de la teneur de l'air en gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) sous menace d'un réchauffement global dont les conséquences régionales sont imprévisibles en l'état actuel des connaissances. C'est, l'impact de la stratosphère commence à se « mixer » et présente, au-dessus de l'Antarctique, un « trou temporaire » mais fort inquiétant ; ce gaz, fait de trois atomes d'oxygène (O<sub>3</sub>), protège la biosphère — hommes compris — des effets dangereux du rayonnement ultraviolet du soleil mais il a tendance à diminuer à la suite de processus physico-chimiques complexes, où les chlorofluorocarbones (CFC) jouent un rôle déterminant.

Les scientifiques de toutes nationalités tiraient la sonnette d'alarme depuis plusieurs années. Les Nations unies avaient organisé à Stockholm en 1972, la conférence de l'environnement à la suite de laquelle fut créé le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Mais le monde politique a pris vraiment conscience des problèmes très réels auxquels l'humanité pourrait être confrontée dans quelques décennies : n'y a guère plus de deux ans, en septembre 1987 était signé par quarante pays le protocole de Montréal (ratifié à ce jour par trente-deux États) pour réduire en 1988 de 50 % l'usage des CFC. Le 2 mars, les ministres de l'environnement des Douze décidaient d'aller plus loin et de porter à 85 % la réduction des CFC d'ici 1998.

La frénésie du monde politique en faveur de la préservation de l'atmosphère terrestre se traduit par des réunions en chaîne.

Le 5 mars, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, réunissait à Paris quelque deux cents spécialistes sur le thème « Atmosphère et climat, comprendre pour agir ». Les auteurs qui se sont succédé ont fait des exposés tout à fait remarquables. M. Jean-Claude Duplessy, directeur du Centre des faibles radioactivités, a expliqué à quel point la connaissance des climats du passé pouvait être utile. M. Ichinque Rasool, directeur du programme Global Change de la NASA, a parlé des variations éventuelles du climat dans le proche futur. M. Gérard Médieu, directeur de recherche au CNRS, a exposé la situation actuelle de l'ozone.

Les trois scientifiques ont conclu à la nécessité impérieuse d'intensifier les recherches fondamentales, la collecte des données, l'élaboration de modèles. Sans un énorme effort qui ne peut être qu'international, comment pourrions-nous prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les fondements de la vie sur terre ?

A ce propos, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a souligné l'utilité des satellites et a rappelé que la France était partie prenante dans plusieurs d'entre eux, notamment avec l'Europe et l'Agence Spatiale Européenne. Il ne faut pas tomber dans le catastrophisme, on fait beaucoup de progrès, mais il faut augmenter les connaissances, informer les décideurs et le grand public sans égarer ni décourager l'opinion. Il n'est pas facile cependant de changer les habitudes de 5 milliards d'hommes — bientôt 8 milliards — ni d'infléchir la politique internationale.

## DÉFENSE

### M. Chevènement favorable à un Euréka de la recherche militaire

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confirmé, lundi 6 mars, à Paris, l'ambition des pays européens d'organiser la recherche militaire au sein du Groupement européen indépendant de programmes (GIEP), selon une formule de coopération qui s'inspire du projet Euréka en matière civile (le Monde du 1<sup>er</sup> mars). M. Chevènement a fait part de cette intention à l'occasion de la remise du prix Science et défense, d'une part à M<sup>re</sup> Leduc pour ses travaux sur des lasers au laboratoire de spectroscopie hertzienne de l'Ecole normale supérieure, et d'autre part à MM. Bienvenu et Kopp pour leurs travaux d'acoustique sous-marine pour Thomson-CSF.

ou les rapports Nord-Sud a rappelé M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'Environnement. « N'attendons pas que les modèles et les mesures soient parfaits », a précisé M. Pierre Joliot, de l'Académie des Sciences, professeur au Collège de France. « Développons la coopération dans les organismes internationaux existants », a ajouté M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, mais n'oublions pas que les populations des pays en voie de développement vivent bien souvent dans l'ignorance et subissent les effets de très fortes pressions démographiques. « Ne nous contentons pas de regarder les problèmes du monde avec l'œil du riche », a insisté M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

Dans sa conclusion de la journée, M. Fabius a défini cinq commandements que la situation impose : agir plus fort, augmenter nos efforts de recherche, renforcer la prise de conscience et donc développer l'information, aider massivement le tiers-monde qui ne peut s'en sortir seul, donner une dimension universelle à l'action.

Trois différents est la conférence pour la sauvegarde de la couche d'ozone qui s'est réunie à Londres le 5 mars et qui doit s'achever le 7 mars. Centre trente-quatre pays ont répondu à l'invitation de M<sup>re</sup> Margaret Thatcher.

La conférence a commencé par des exposés précis sur les problèmes sérieux qui affectent notre ozone protecteur. Puis les représentants des trois principaux groupes fabricants de CFC (Du Pont de Nemours, ICI, et la filiale d'Elf, Atochem) ont expliqué les problèmes auxquels sont confrontés les industriels.

M. Morris Vernille, directeur de la chimie fine et des spécialités d'Atochem, a d'abord rappelé que les CFC sont apparus à partir de 1928 et que leurs qualités exceptionnelles de stabilité, d'inflammabilité, de non-toxicité ont été peu à peu élargies les usages. Actuellement, dans le monde, 1,1 million de tonnes de CFC sont utilisées dont 28 % pour les mousses (isolants, coussins), 25 % pour les aérosols, 25 % pour la réfrigération, 16 % pour les solvants, 4 % pour divers autres usages. A ce CFC proprement dit s'ajoutent 2 % de halons (des molécules où le chlore est remplacé par le brome mais qui sont encore plus « dévoreuses d'ozone »). Dans le monde, quelque vingt-deux compagnies fabriquent ces produits et représentent à elles toutes un chiffre d'affaires d'environ 1,6 milliard de dollars (10,1 milliards de francs).

M. Denys Henderson, président d'ICI, et M. Archie Dunham, vice-président de Du Pont de Nemours pour les produits chimiques et les pigments, ont expliqué que leurs groupes consacrent déjà beaucoup d'argent à la recherche de produits de substitution. Ainsi Du Pont de Nemours a déjà autorisé des investissements pour 30 millions de dollars (190 millions de francs) auxquels s'ajoutent, en 1988, 70 millions de dollars (440 millions de francs), et 45 millions de dollars (284 millions de francs) en 1989 pour la recherche et le développement. ICI, de son côté, estime à plus de 100 millions de francs (plus de 1,1 milliard de francs) l'ensemble de son programme de recherche, sans compter plusieurs centaines de millions de francs d'investissements.

#### Produits nouveaux

Non seulement, en effet, il faut rechercher des produits de substitution qui aient, autant que faire se peut, les mêmes qualités que les CFC sans avoir les défauts, mais il faut aussi doter les usines des équipements nécessaires aux nouvelles fabrications.

A l'autre bout de la chaîne, il y a les utilisateurs qui devront aussi s'adapter. M. Dunham estime que pour la seule réfrigération, il y a dans le monde 120 000 machines capables de stocker dans le froid au moins 200 tonnes chacune. En admettant que le produit nouveau soit disponible pour tous, et en fondant les calculs sur les capacités actuelles de fabrication des équipements, il faudrait trente ans pour tout changer. Et M. Dunham estime à 135 milliards de dollars (850 milliards de francs) les équipements et installations dont le fonctionnement est fondé sur les CFC. Les industriels pensent que trouver des substituts aux CFC n'est pas une tâche insurmontable. Ainsi, Du Pont de Nemours a

annoncé, le 5 mars, qu'il avait « deux candidats » au remplacement, comme on l'a déjà entendu à Paris et à Londres, que la Terre constitue un tout, un ensemble inextensible dont les éléments sont solidaires les uns des autres. C'est ce qu'avait déjà fait remarquer en 1972 la conférence de Stockholm dont la devise était « une seule Terre ».

La réunion qui doit se tenir à La Haye le 11 mars, à l'initiative des premiers ministres français, néerlandais et norvégien, celle prévue à Helsinki en avril prochain, parleront aussi sûrement de l'harmonisation des recherches et des réglementations, destinées

à la préservation de l'atmosphère. Elles voudront faire comprendre, comme on l'a déjà entendu à Paris et à Londres, que la Terre constitue un tout, un ensemble inextensible dont les éléments sont solidaires les uns des autres. C'est ce qu'avait déjà fait remarquer en 1972 la conférence de Stockholm dont la devise était « une seule Terre ».

YVONNE REBEYROL

## ÉDUCATION

### Plusieurs dizaines de milliers de professeurs dans la rue à Paris

#### « Jospingre, des sous ! »

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) estime que la manifestation du samedi 4 mars, dont il était le principal organisateur, aura été un « immense succès ». (100 000 manifestants selon lui ; 20 000 selon la police). Il pourrait décider jeudi d'une « nouvelle action avant Pâques », prenant en compte « la nécessité de mieux se faire comprendre des parents d'élèves ». La décision sera prise au lendemain de l'émission télévisée à laquelle participent ensemble MM. Michel Rocard et Lionel Jospin, mercredi à 18 h, sur Radio-France, Antenne 2 et FR 3.

M<sup>re</sup> Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, estime que le gouvernement devrait, pour répondre positivement aux manifestants, annoncer une revalorisation des salaires de tous les enseignants et un calendrier d'amélioration des conditions de

travail et de rémunération. « Il est possible de faire évoluer le système à condition d'y mettre le prix », déclare-t-elle.

D'autre part, les différentes coordinations nationales d'instituteurs et de professeurs présentes dans le cortège ont appelé dimanche à une grève nationale reconductible à partir de lundi 13 mars pour obtenir « 2 000 F pour tous, le retrait du plan Jospin actuel, une loi de programmation et l'instauration du corps unique ».

M. Michel Rocard, qui était l'invité de la presse anglo-américaine à la veille de la manifestation, a déclaré vouloir sortir du « blocage » actuel par « l'intervention de l'opinion publique et des parents d'élèves » et ne pas s'attendre à voir aboutir la réforme « en moins d'une douzaine de mois ». Le premier

ministre, qui était l'invité de la presse anglo-américaine à la veille de la manifestation, a déclaré vouloir sortir du « blocage » actuel par « l'intervention de l'opinion publique et des parents d'élèves » et ne pas s'attendre à voir aboutir la réforme « en moins d'une douzaine de mois ». Le premier

attendait d'abord autre chose : ne plus faire cours d'allemand devant trente-cinq élèves. Unanime dans ses revendications financières, le défilé aura pourtant reflété les divisions internes du milieu : le SNES, qui avait officiellement refusé le mot d'ordre de « retrait du plan Jospin-Rocard » pour ne pas être accusé de « refuser les milliards », n'aura pas été entièrement suivi par ses troupes. Les autocollants jaunes reprenant ce slogan généralement distribué par les militants du syndicat FO des collèges et lycées, le SNLC, encadré par les trotskistes du MPPT, ont fleuri sur bien des poitrines. Un adhérent du SNES d'Aix-en-Provence estime ainsi que « le plan Jospin ne ressemble plus à rien et qu'il vaut mieux reprendre tout de « zéro » ». Retirer le plan Jospin ? « Sûrement pas, on ne tient pas à laisser partir les milliards ! Mais il faut programmer l'effort sur cinq ans », pense en revanche une enseignante d'Eure-et-Loir.

Segment par segment, les manifestants affichaient leur sensibilité professionnelle de la FEIN et de la CGT ont préféré défilé sur un parcours distinct, ne rejoignant leurs collègues qu'en fin de course. Ils ne veulent plus être « des sous-profs », mais ils se félicitent de l'objectif des « 80 % d'une classe d'âge au bac », qui laisse sceptiques et inquiets les professeurs de lycée.

La délégation du SNALC, syndicat classé à droite, fait figure de défilé dans le défilé. Une grosse centaine de professeurs réclament le « retrait total du projet Jospin ». « Nous dénonçons aux technocrates comme aux parents d'élèves le droit de se mêler de notre métier. Nous ne regardons pas le leur », lance un marcheur. « La loi Jospin, c'est la destruction de l'enseignement public en France », assure un autre, apparemment très à l'aise d'être pris en sandwich dans un cortège du SNES, le syndicat bonni.

Quelques attractions animent heureusement cette grande manifestation de la déprime : les professeurs d'éducation physique du SNEP sautent en cadence pour réclamer cinq heures obligatoires par semaine dans leur discipline, et un instituteur d'Argenteuil conduit un char à voile pour demander à ne plus être « mené en bateau ».

Le SNES a donc réussi à entraîner ce mécontentement hétéroclite, agglutinant avec succès ses troupes de lycées à un cortège assez consistant d'instituteurs et de professeurs de collège. Les professeurs de FO, largement mobilisés, durcissent le ton en fin de cortège avec des « Hop ! Jospin, plus haut que Devaguet ! »,

qui appellent à la « grève générale de l'éducation ».

Satisfaits d'avoir promené leur mobilisation et l'image de leur morosité jusqu'au cœur de Paris, les professeurs se sont dispersés sous une mauvaise pluie parfaitement de circonstance.

PHILIPPE BERNARD.

## CAMPUS

### Salon et minitel

Pour la quatrième fois, le Salon de l'étudiant se tient à Paris, dans la Grande Halle de la Villette. Au cours de cette vaste foire aux études, environ 150 000 visiteurs tentent de décrypter leur avenir sur les stands de quelque 600 exposants, à travers les conférences et dans les différents ateliers d'orientation mis en place par les organisateurs.

Que faire avec un bac A ? Quels débouchés pour les premiers cycles scientifiques ? Comment bien choisir son école de commerce ? Comment faire ses études en Europe ? Autant de questions qui conduisent des milliers de jeunes, inquiets de leur avenir, dans les manifestations comme celle-ci. Après le succès des précédentes éditions parisiennes, le minitel *l'Étudiant* a multiplié ses salons dans les régions : à Marseille en décembre dernier, à Toulouse et Bordeaux en janvier, à Lyon en février, en attendant celui de Lille fin mars. Plus de 400 000 visiteurs au total.

Une telle soif d'informations, que les services officiels ne suffisent pas à éteindre, a conduit *l'Étudiant* à mettre en place à l'occasion du Salon 89 un service télématique à destination des quinze-vingt-cinq ans. Sur 36-15 *l'Étudiant*, ceux-ci auront le choix entre 25 000 formations supérieures françaises, 5 000 diplômes et 3 600 établissements. Ils trouveront une réponse personnalisée et interactive à leurs besoins en fonction de leur cursus et de leurs souhaits. Enfin, ils pourront échanger entre eux les bons tuyaux.

J.-J. B.

Salon de l'étudiant, jusqu'au mardi 7 mars, de 10 heures à 19 heures, à la Grande Halle de la Villette. Métro Porte-de-Pantin. Entrée : 25 F.

- **Création d'entreprises**  
« Concevoir et analyser un dossier économique et financier : les clés de la réussite pour un créateur » est le thème de cinq séminaires de formation organisés par les Junior-entreprises. Le 8 mars à Paris et Angers, le 16 à Toulouse et Rains, le 23 à Lyon.
- **Rendez-vous à Jussieu**  
Les 8 et 22 mars, l'université Paris-VII à Jussieu accueillera les
- **Reprise d'entreprise**  
La faculté de droit de Rouen organise mardi 21 mars une table ronde sur le thème « La reprise d'entreprises par les salariés ».

Université de Rouen, faculté de droit, boulevard Séguier, 76130 Mont-Saint-Aignan. Tél. : 35-14-60-00.

سكوا من الأصل



## Société

### JUSTICE

Devant les assises de la Corse-du-Sud

## L'obscur procès d'un hôtelier de Porto-Vecchio

Après trois jours d'audience, la cour d'assises de Corse-du-Sud a décidé, le samedi 4 mars, de renvoyer le procès de l'hôtelier Jean-Bernard Sas, accusé d'avoir tué un jeune touriste danois, Christian Bungeard, pour un vol de chaises en juillet 1987. La cour a demandé un supplément d'enquête à la suite de la déposition d'un témoin de la dernière heure, audition qui n'a pas été la moindre surprise du début de ce procès, très suivi au Danemark et par l'ambassade de ce pays à Paris.

A.JACCIO  
de notre envoyée spéciale

Jean-Bernard Sas n'est pas Corse et il se sert des mâchoires depuis si longtemps que, de sa figure, on ne retient que les mâchoires. Il a eu une dérogation pour monter à dix-sept ans sa première boutique près de Bordeaux. D'une, il en a fait deux, puis trois et une société d'habitations. Il est aussi chasseur. Parmi ses six fusils, le Benelli est réservé aux pigeons, le calibre 20 lui a été offert par son fils et il a acheté le 16 « par amour ».

Sas a acquis l'hôtel de la Calèche d'or, à Porto-Vecchio, en 1980, mais il parle de la Corse aux jurés comme

s'il en savait plus qu'eux, et ils n'ont qu'à se retourner vers les rangs du public pour voir qu'il a su se faire des amis. Le 30 juin 1987, il y avait sur la terrasse de l'hôtel seize chaises à 200 francs chacune, mais ce serait mal le connaître que d'imaginer qu'il aurait pu, à quarante-quatre ans, « être assez fou pour tuer quelqu'un en face de chez lui pour deux chaises ».

Christian Bungeard est grand, blond et danois. Elève ingénieur à Copenhague et mortel. Le 1<sup>er</sup> juillet 1987, il arrive en vacances à Porto-Vecchio, dans un camping où il n'y a rien pour s'occuper, sinon deux ou trois chaises que des copains ont empruntées la veille à la Calèche d'or. Dans la nuit, il part avec son ami d'enfance, Jens Nielsen, élève officier dans l'armée, chercher deux autres chaises. Il porte des sandales blanches marquées des anneaux olympiques. Nielsen échappe à la chasse à l'homme grâce à ses baskets. Bungeard, vingt-quatre ans, est tué de treize coups de feu dans la tête. Il a des ecchymoses sur le corps et sur les organes sexuels. A la suite d'un coup de téléphone anonyme, son corps sera retrouvé par la gendarmerie juste en face de l'hôtel.

Bruno Ouarne n'est pas Corse non plus. Serveur au restaurant le Tourisme de Porto-Vecchio, il surprend les Danois avec leurs deux chaises à 50 mètres de l'hôtel, et son premier réflexe est d'alerter Sas. Il allume la lampe multiplexeurs et voit devant lui la classe, rattrapée, affirmant, par la Mercedes grise de l'hôtelier, Sas s'occupe de Bungeard, qui crie « Help! », et lui part ensuite traquer le second jusqu'au camping. Ouarne découvre le corps devant l'hôtel, « un paquet », la tête « éclatée », mais il ne s'approche pas, car la vue du sang le « paralyse », et il rentre chez lui. Il accuse Sas d'avoir frappé le Danois, mais il n'a pas assisté à la scène. L'hôtelier, qui n'avait même pas « remarqué » le nerf de bœuf saisi dans sa voiture, n'a ce soir-là rien fait, rien entendu et pas même vu le corps, puisqu'il n'est pas descendu lorsque les gendarmes l'ont « réveillé ». Ouarne a peur de communiquer son adresse à la cour. Il a quitté l'île immédiatement après une garde à vue dont on comprend mal — ou trop bien — qu'elle n'ait pas débouché sur une inculpation pour non-assistance à personne en danger.

Jens Nielsen  
sous protection

Jens Nielsen est revenu en Corse avec trois amis la semaine dernière pour témoigner au procès de Jean-Bernard Sas, traduit devant les assises de Corte-du-Sud pour homicide volontaire et tentative de meurtre. Les parents de Christian Bungeard avaient préféré ne pas assister au procès. M. Ann-Louise Hansen, qui représentait l'ambassade du Danemark, a été « choquée ».

Pour pouvoir commencer à juger l'hôtelier le 2 mars, il a d'abord fallu attendre que tous les jurés aient trouvé à se garer autour du palais de justice d'Ajaccio. La cour ne s'est pas impatientée et elle les a même remerciés, quand ils ont été au complet pour le tirage au sort, d'être venus si nombreux.

Principal témoin à charge, Bruno Ouarne et son amie Martine Borgeaux ont dû être entendus sous la protection d'une demi-douzaine de policiers en civil du GIPN de Marseille. Leurs gardes du corps ayant d'autres obligations, ils ont quitté ensuite la Corse immédiatement et n'ont pas pu être réentendus. L'ordre du procès en a été bousculé, et ce n'est qu'au troisième jour d'audience que les liens de l'accusé avec le milieu ont été évoqués. Tout le monde a vu des « célébrités » de Porto-Vecchio dans la salle, mais même les policiers n'en parlaient qu'à l'abri d'un coin de couloir.

Les lecteurs de la presse locale ont été informés que Sas était un gentil père et un bon époux, mais les journaux ont passé sous silence que quelques-uns de ses amis étaient poursuivis pour trafic de drogue ou proxénétisme et qu'il avait fait fabriquer des dépliant publicitaires avec sa photo par un imprimeur chez qui ont été saisis soixante-huit cartes d'identité vierges et un cachet de la préfecture de la Gironde. L'hôtelier, il est vrai, n'a pas d'antécédents judiciaires, et, en bon professionnel, il a lui-même rappelé que, pour tenir un PMU comme il l'a fait en arrivant en Corse, « il faut être sans tache ».

Le témoin  
surprise

Le procès, en fait, n'a jamais commencé, car on en serait vite arrivé à incriminer l'enquête. L'autopsie a été pratiquée quatre jours après la mort, avec ce que le président Marc Riouac a appelé un « retard dû à l'insularité », le médecin légiste d'Ajaccio étant indisponible. Le corps était entièrement nettoyé quand l'examen a été pratiqué, et l'endroit où Bungeard a été tué n'a donc pas pu être établi. De nombreuses piqûres thérapeutiques ont été administrées alors que la mort a été immédiate, ce que M. Gaby Cohen-Bacri, avocat de la famille Bungeard, a jugé « sidérant » et que la cour a préféré porter au compte d'une « incapacité à se rendre compte de la mort ». Le chef de la brigade des logis chef Aubourg est venu affirmer qu'il était doté d'un chronomètre pendant la reconstitution de la scène, mais on a cherché en vain un minutage dans les procès-verbaux, car on n'admettait pas aux yeux de la défense, représentée par M. Jean-Louis Pelletier et M. Antoine Solliac. Le juge d'instruction Marie-Françoise Kaitel n'a pas cherché à retrouver le conducteur de la Citroën verte à capot noir qui aurait pu permettre une vérification des déclarations de Bruno Ouarne, bien qu'un nom figure dans le dossier. Plus une expertise des cheveux retrouvés dans les ongles de la victime, envoyés au laboratoire du Carme, à Bordeaux, est revenue mélangée à celle d'une autre affaire demandée par un juge d'Evry.

Plusieurs témoins ont affirmé que les gendarmes avaient compris le contraire de ce qu'ils avaient dit, et, l'insularité aidant, on a fini par ne plus être sûr de l'heure du crime. Le maire adjoint de Porto-Vecchio, M. Jean Bursi, seule personne à avoir noté l'heure précise du coup de feu (2 h 24), en est venu à affirmer qu'il avait peut-être confondu avec un plastique : « Des coups de feu, des plastiques, l'été il y en a toutes les nuits à Porto-Vecchio ». La cour

elle-même étant sceptique, l'été a déclaré que son radio-réveil n'était peut-être pas à l'heure, car, allez savoir, il y avait peut-être eu une panne de courant cette nuit-là dans la commune. L'arme du crime n'a même pas pu être déterminée, la mort ayant été causée par des plombs de fusil de chasse.

La cour a craqué le troisième jour, lorsque, plus d'un an et demi après les faits, M. Jean-Marc Léon est venu avec son nouvel papillon exposer ce qu'il n'avait encore jamais pensé à confier aux enquêteurs. Grognon après trois jours d'isolement, n'ignorant rien des « déboires qu'entraîne la position de témoin », M. Léon s'est lancé. Il était sur les lieux présumés du crime à l'heure approximative de celui-ci. Assistant médical dans un cabinet voisin de l'hôtel, il était justement venu éteindre un laser vers 2 heures du matin. L'avocat général, Philippe Bourion, a alors posé la question dont personne, même pas la défense, qui avait cité le témoin, ne voulait entendre la réponse : « Qu'est-ce que vous avez comme voiture ? ». Lorsque M. Léon a répondu « une Mercedes », l'un des jurés s'est mis à pleurer de rire. Le Danemark ne le croira pas, mais le témoin était, cette nuit-là, venu éteindre un laser avec la même voiture que l'accusé Jean-Bernard Sas. Une Mercedes grise. Sur requête de la partie civile, la cour a demandé un supplément d'information et renvoyé l'affaire à la prochaine session. C'est ainsi que Jean-Bernard Sas, pour excès de zèle, n'a pas été acquitté et qu'il est retourné à la maison d'arrêt, où il est cuisinier.

CORINE LESNES.

### Les nominations dans la hiérarchie

## Polémique entre deux syndicats de magistrats

Le Syndicat de la magistrature (SM) répond dans un communiqué diffusé le 2 mars au Livre blanc publié par l'Union syndicale des magistrats (USM) qui, sous le titre *Des nominations et des hommes*, critique la façon récente dont bénéficieraient, à ses yeux, les magistrats membres du SM (le Monde du 3 mars).

« Il est vrai, écrit le SM, qu'en raison de ses dispositions statutaires qui lui imposent une rotation rapide de son équipe dirigeante, notre organisation a conduit nombre de ses membres aux responsabilités syndicales de

haut niveau (plus de cent en vingt ans). Il est non moins vrai que tous ces anciens dirigeants n'ont pas tous désiré continuer d'être membres de notre syndicat.

« Si quelques récentes nominations à des postes importants ont pu concerner des personnalités ayant été membres du SM, on ne recense, à ce jour, que deux premiers présidents et deux procureurs généraux de cours d'appel de province, officiellement adhérents de notre organisation, soit quatre personnes pour près de deux cents postes de ce haut niveau.

« On est loin du raz de marée que croit pouvoir dénoncer l'USM, qui, en son temps, a gardé un curieux silence lors de la nomination par M. Albin Chalandon d'une kyrielle de magistrats se réclamant ouvertement de l'Association professionnelle des magistrats (APM), filiale de la droite extrême dans la magistrature. Enfin, il serait peut-être bon de rappeler que le SM représentait 33 % du corps judiciaire aux dernières élections professionnelles.

« Le pluralisme voudrait que ces résultats aient une traduction dans le corps lui-même. On est loin du compte (...).

« L'USM, qui ne paraît pas, sur ce dernier point, des mieux placés pour émettre des protestations numériques sérieuses, se plaint de la tendance uniformément proche du SM de certains nouveaux promus, mais ne remet toutefois pas en cause leurs qualités personnelles.

« Et si, pour une fois, conclut le SM, ce dernier critère avait seul prévalu ? »

### Au tribunal de Paris

## Graphologie et libertés

Si une analyse graphologique permet de connaître certains aspects de la personnalité du scripteur, elle ne révèle pas tout. Ainsi, le directeur d'une société d'assurances n'avait-il pas prévu qu'un cadre, dont il avait fait étudier l'écriture à son insu lors de son embauche, le conduirait sur les bancs du tribunal correctionnel, et précisément en raison de cette analyse.

Le 25 septembre 1985, M. Georges Gafner, directeur du Fonds d'assurance formation de l'industrie hôtelière (FAFH), avait embauché M. Pierre Baron en qualité d'attaché juridique, après que ce dernier eut été sélectionné par un cabinet de recrutement. Toutefois, pendant la période d'essai de trois mois, M. Gafner avait souhaité s'assurer que son nouvel employé possédait bien les qualités requises. Il lui fit effectuer un certain nombre de travaux de rédaction officiellement destinés à établir ses capacités d'analyse et de synthèse. En réalité, ces manuscrits furent confiés à un graphologue dont les conclusions furent très favorables, puisque M. Baron fut confirmé dans son poste.

Cependant, quelques mois plus tard, le cadre apprenait l'usage fait de ses rapports. Il exigeait que les résultats de l'analyse graphologique lui soient communiqués. Devant les refus successifs du directeur, M. Baron saisissait la Commission nationale de l'information et des libertés (CNIL), que préside M. Jacques Favet, en considérant que l'analyse litigieuse constituait « une donnée collectée par des moyens frauduleux, déloyaux et illicites ».

La CNIL n'obtenant pas plus de résultats, M. Baron déposait une plainte, le 24 février 1987, en invoquant la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le parquet sollicitait l'avis de la CNIL, selon lequel le délit était caractérisé. M. Gafner fut donc cité à comparaître le 2 février 1989 devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris sous la prévention d'« enregistrement ou conservation d'informations nominatives en violation des dispositions légales ».

A l'audience, le directeur indiqua que « la graphologie de contrôle » n'avait pas été conservée car ce type de document n'est pas archivé après confirmation de l'embauche. Cette affirmation a permis aux juges de relaxer M. Gafner. Le jugement rendu le jeudi 2 mars, sous la présidence de M. Claude Grellier, établit un subtil distinguo entre « dossier » et « fichier » : « Le dossier personnel d'embauche de la partie civile où s'est trouvée classée l'étude graphologique litigieuse, déclare-t-il, ne constitue pas un fichier au sens de la loi précitée, étant observé en toute hypothèse qu'il n'est pas démontré (...) que ce dossier ait été ensuite conservé par l'employeur dans un quelconque fichier ».

Sélectionné par un cabinet spécialisé en « contrôle » par une analyse graphologique, M. Baron semblait correspondre au profil exigé. Il a pourtant été licencié le 16 septembre 1986, pour devenir... chef de cabinet au conseil général de l'Yonne.

La graphologie, comme le droit, a quelques progrès à faire. MAURICE PEYROT.

### EN BREF

● **Suicide à la prison de Fresnes.** — Un détenu de la prison de Fresnes (Val-de-Marne) s'est pendu dans sa cellule, lundi matin 6 mars. Michel Grischonov, trente-deux ans, comptable, écroué le 13 janvier dernier pour délits de fraude fiscale, a été découvert lundi vers 3 heures, lors d'une ronde des surveillants, pendu à l'aide d'un sac accroché à la potence supportant le poste de télévision de la cellule.

● **La voiture de M. Terquem « visitée ».** — La voiture de M. Francis Terquem, avocat au barreau de Paris, a été l'objet d'une visite étonnante dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 mars. Avocat de SOS-Racisme, M. Terquem est aussi l'un des défenseurs des prostituées qui se sont constituées partie civile dans l'affaire Jobic, jugée depuis le jeudi 2 mars au tribunal de Nanterre. M. Terquem a découvert son véhicule — une Porsche qui était garée au pied de son immeuble — les fenêtres brisées, tandis qu'à l'intérieur dossiers et papiers étaient éparpillés. Aucun vol n'a été constaté, bien que la voiture soit équipée d'un autoradio et d'un radiotéléphone. M. Terquem a déposé plainte. Le parquet de Paris a confié l'enquête à la 6<sup>e</sup> division de police judiciaire.

● **PRÉCISION.** — Dans le compte-rendu d'audience du procès de l'affaire Jobic, paru dans le Monde daté 5-6 mars, il fallait lire : « Enfin, M. Jean-Marc Varaut a dispensé dédaigneusement une péroraison en forme de réhabilitation du commissaire Jobic, son client : « On peut voir, dans la cour de la préfecture de police de Paris, une plaque de marbre. Et sur cette plaque, les noms gravés des policiers tombés victimes de leur devoir. Le commissaire Jobic n'est pas tombé ! Il a été inculpé victime du devoir. Vous lui rendrez justice. »

## Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHE

- Le commerce international
- La dette du tiers monde
- La comptabilité nationale
- Le dollar
- La consommation des Français
- L'économie chinoise
- La crise dans les pays de l'Est
- L'économie de l'URSS
- La décentralisation
- L'emploi en France
- L'ergonomie
- et plus de 60 autres titres

128 pages - 38F

LA DÉCOUVERTE

### FAITS DIVERS

A Metz

## La petite Christelle n'aurait pas été violée

Christelle Burchard, trois ans, retrouvée morte le 23 février à Metz-Bellecroix, n'a pas été violée, contrairement à ce qui avait été établi lors de l'examen médico-légal préliminaire qui avait eu lieu le jour même du drame. Cependant le rapport d'autopsie précise que la fillette a, semble-t-il, été victime d'une tentative de viol. En témoignent le fait que Christelle a été dépourvue de ses vêtements et sous-vêtements et qu'elle a été frappée et gravement blessée à la cuisse par un coup de rasoir, de couteau ou de cutter.

Ce nouvel élément pourrait réorienter le travail des policiers, qui avaient systématiquement interrogé les exhibitionnistes et les maniaques sexuels fichés par les services de police. Le travail de fouille réalisé durant la première semaine de l'enquête n'est toutefois pas réduit à néant : l'agresseur a pu être « dérangé » par un passant ou un habitant du quartier.

Le parquet du tribunal de Metz avait ordonné l'ouverture d'une information judiciaire contre X... pour homicide volontaire et viol, le dimanche 26 février.

**REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS**  
pour gagner en 1992!

Dans l'Europe!  
Bespoke! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.

Stages « techniques » d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le même principe, à autres langues.

**RENSEIGNEZ-VOUS VITE!**

Sue HUNTER  
N°VERT 05.19.66.00

APPEL GRATUIT

Centre de Formation aux Langues  
12 rue Lincoln (Champs-Élysées)  
75008 PARIS

QUELLES SONT LES SUPERSTITIONS DES FRANÇAIS ?

RÉPONSE PAGE 183 DU LIVRE  
SOPHES, L'ÉTAT DE L'OPINION 1989  
ÉDITIONS DU SEUIL

### PARIS

## Le grand stade ne sera pas construit dans le bois de Vincennes

Ce n'est pas dans le bois de Vincennes que sera construit le grand stade. Dans un entretien accordé au *Journal du Dimanche* du 5 mars, M. Jacques Chirac a déclaré que, si le site du grand stade de 80 000 à 100 000 places qu'il veut construire dans l'agglomération parisienne n'est pas encore choisi, l'implantation dans le bois de Vincennes est écartée.

Le maire de Paris espère ainsi, à huit jours des élections municipales, dissiper les inquiétudes nées de son projet — confirmé dans la même interview de réaliser un grand stade jugé indispensable à la candidature de la capitale pour l'organisation de la Coupe du monde de football en 1998 (*le Monde* du 31 janvier).

Sans être tous des écologistes militants, beaucoup de Parisiens craignent que, même enterré, le grand stade ne mette le bois de Vin-

cennes en péril, par les effets induits : circulation accrue, parkings immenses, etc.

D'autant que cet espace vert est déjà bien grignoté. Un colloque organisé le samedi 4 mars à Paris par l'association Sauvons le bois de Vincennes et le groupe de recherche en écologie de l'université Paris-VIII a mis le doigt sur la progressive diminution de la surface boisée. Sur les 995 hectares, plus de cent sont interdits au public en permanence et quarante sont occupés par des équipements sportifs. Le plan d'occupation des sols adopté en mai 1988 par le Conseil de Paris autorise la construction dans les deux grands bois de Paris d'équipements liés aux loisirs. Le colloque a demandé la création d'un établissement public chargé de gérer — et de protéger — l'avenir du bois de Vincennes.

C. V.

**du 3 au 12 mars 1989**  
**FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE**  
**ILE DE CHATOU**  
près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par  
le Syndicat National  
du Commerce de l'Antiquité  
et de l'Occasion.  
Tél. 47.70.88.78

# Sports

RUGBY : Tournoi des Cinq Nations

## Les coqs dans les roses

Il y avait trente et un ans que l'équipe de France de rugby n'avait pas perdu un match contre l'Angleterre en ne marquant aucun point. Il y avait vingt-cinq ans que les Français n'avaient rien inscrit au tableau d'affichage dans un match du Tournoi des Cinq Nations, dix ans que les Anglais n'avaient pas battu les Français à Twickenham, sept ans que l'équipe du coq n'avait pas été battue par celle de la rose. Des séries brutalement interrompues samedi 4 mars : dans son temple londonien, le XV sélectionné par Geoff Cooke a battu 11-0 la formation de Jacques Fouroux.

LONDRES  
de notre envoyé spécial

Peut-on parler de miracle à propos du jeu de rugby sans qu'au moins les dévotionnistes au bled ne soient satisfaits ? C'est pourtant par miracle que l'équipe de France a échappé samedi à ce qui aurait pu être la plus grande catastrophe de son histoire. Car ce n'est pas onze points que les Anglais auraient dû inscrire au tableau d'affichage du stade de Twickenham mais quatre ou cinq fois plus tellement leur domination a été vive. Comment les coqs ont-ils limité de la sorte l'ampleur des dégâts provoqués par la tornade blanche ? Comment ont-ils résisté jusqu'à l'extrême limite du temps à la terrible pression qu'exerçait sur eux le pack adverse ? On a dit miracle. « Ils ont été héroïques », a simplement répondu le sélectionneur national Jacques Fouroux. Autant dire qu'ils ont joué avec l'énergie du désespoir. Sur les quatre-vingts minutes de jeu les Français n'ont pas eu le ballon en main plus de dix minutes : ils ont passé leur temps à défendre et défendre encore, le plus souvent adossés à leur ligne de but. Dans ces conditions la pilule n'était pas trop amère, l'addition n'était pas trop salée. D'autant qu'on l'attendait avec une certaine appréhension, cette « douleuruse ».

Que s'était-il passé en effet lors des trois derniers déplacements de l'équipe de France à Londres ? En 1981, l'année du plus beau des grands châteaux tricolores, la victoire (16-12) n'avait tenu qu'à un coup de tige : avec un ballon qui n'était pas en jeu, Pierre Berbizier, qui avait fait des débuts controversés derrière la mêlée, avait joué une touche rapide qui avait permis au regrettable Pierre Lacas d'inscrire un essai de rapine. En 1982, trois essais de Berbizier, Paparemborde et Sella n'avaient permis finalement qu'une marge de quatre points (19-15). En 1985, c'était Patrick Lescarboura qui avait sauvé les meubles avec trois gros drops (9-9). Et en 1987 (19-15), il n'y avait sûrement pas eu de quatrième grand chateau d'un superbe coup de rein, Philippe Sella n'avait réussi un exploit personnel : le centre agencien avait aplati un ballon chapardé aux demis Hill et Andrews à soixante mètres de l'en-but anglais.

Bref, il ne fallait pas prendre la réussite française à Twickenham depuis dix ans pour argent comptant. C'était souvent du vol, parfois de l'arnaque. Dans tous les cas les Français avaient fait souffrir le pack anglais. Mais pourquoi cette année la sélection de Jacques Fouroux n'a-t-elle pas réussi à prendre le dessus ou au moins à maintenir l'équilibre du score comme les autres fois ? Pourquoi Serge Blanco,

Sella, ou Patrick Charvet, rentré à l'ailé pour remplacer Patrice Lagisquet, blessé, n'ont-ils pas fait comme à Dublin puis à Paris contre les Irlandais et les Gallois, lors des deux premiers matches du Tournoi 1989 ?

On aurait dit que ces prestidigitateurs ne savaient plus faire leur tour. Plus de lapin dans le chapeau, plus de colombe dans les poches, plus de foudre dans les manches. Plus rien, autrement dit pas le moindre essai, pas même la moindre occasion d'essai. Faut-il pour autant les accabler ? En l'occurrence, on ne peut faire qu'un seul reproche aux lignes arrières françaises : ne pas avoir vu venir Will Carling à la vingtième minute.

Quand le capitaine anglais est passé sous le nez de Jean-Baptiste Lafond, indifférent à l'action comme peut l'être un cancre près du poêle, la bande à Blanco a dû se dire : « Ça, c'est signé Villepreux ! ». Au lieu de croiser avec Chris Oti qui déboulait dans son dos, au lieu de donner la balle à l'ailier qui fouaillait vers les poteaux, le centre a poursuivi sa diagonale dans l'en-but sans autre opposition puisque les défenseurs français étaient fixés au milieu du terrain.

Le coup était trop beau pour être sorti de l'imagination des Anglais qui n'en ont précisée aucune en matière d'attaque déployée depuis des décennies. On aurait donc bien pu l'attribuer à Pierrot-la-science, l'entraîneur de Toulouse : grand théoricien du jeu de mouvement, celui-ci était allé récemment donner quelques conseils aux Anglais. Pour dire que ces quatre premiers points au score étaient le prix de ce que certains responsables de la Fédération française ont considéré comme une trahison aurait sans doute bien arrangé Jacques Fouroux.

Mais Pierre Villepreux ne sera pas le baudet de cette méchante fable. Will Carling en a donné la raison toute simple : cet essai fumant était avant tout une combinaison ratée. Chris Oti devait bien prendre la balle mais il ne s'était pas trouvé

au rendez-vous, contraignant son capitaine à poursuivre seul l'action. On n'ouvrait donc pas la chasse aux sorcières. En revanche, Jacques Fouroux devrait sérieusement se demander pourquoi ses arrières ont été dans l'incapacité d'aligner les pétards avec lesquels ils peuvent faire du moindre match une fête nationale.

Se contenter de constater que les Anglais ont dominé toutes les phases de conquête du ballon, touches, mêlées, regroupements, comme l'a fait le sélectionneur à la fin de la partie, c'est un peu court.

Bien sûr il pourra toujours faire valoir que Laurent Rodriguez, qui relevait de blessure, n'a pas eu le rendement qui avait été le sien à Dublin et que Gilles Bourguignon était dans le même cas. Il pourra aussi incriminer Dominique Erbaui qui, en laissant tomber une balle dans un beau mouvement collectif, a sûrement gâché une des rares occasions françaises. Mais cela n'a pas vraiment été essentiel samedi après-midi.

### Plus gros moins fort

L'essentiel, c'est que les limites des conceptions du jeu d'avants de l'ancien demi de mêlée de l'équipe de France sont apparues avec éclat. Depuis la finale perdue de la Coupe du monde, son obsession est de constituer le pack le plus lourd possible car il estime que le plus fort finit toujours par être le plus fort. Ce calcul avait déjà montré ses faiblesses contre les Irlandais et encore plus contre les Gallois. Or ces deux équipes n'ont pas le potentiel des Anglais dans ce domaine.

Samedi les kilos supplémentaires des avants français n'ont pas pesé lourd dans les bras du pack adverse. Ensemble d'un dynamisme étonnant, ces huit joueurs étaient pourtant quasiment les caricatures des rôles qu'ils avaient à tenir. Gareth Chilcott, pilier cylindrique et chapeau dans la grande tradition britannique, a sur la nuque un bour-

relet qui le fait ressembler à un bouledogue, ce qui ne l'empêche pas de faire en cas de nécessité une passe plongeante. Wade Dooley et Paul Ackford, des deuxième ligne qui auraient leur place sous des pan-neaux de basket, font sur le terrain ce qu'ils font dans le civil, la police, autrement dit ils règlent au mieux la circulation dans les embouteillages. Dean Richards, en bon numéro 8, est comme l'étrave d'un navire de guerre. Et Andy Robinson, qui du haut de ses 175 cm est le plus petit troisième ligne aile international, est surtout la réplique anglaise de ce qu'a été Jean-Pierre Rives : l'avant courageux et infatigable qui fait aujourd'hui cruellement défaut aux lignes françaises.

Eh bien ! ce pack hyperfonctionnel a parfaitement fonctionné samedi. Il a marqué un essai, l'arbitre lui en a refusé un autre. Mais surtout il a coupé court à toute velléité de révolte des Français en monopolisant le ballon. Il n'y a pas d'autre explication à ces pénalités à répétition jouées à la main en fin de partie. Le capitaine Will Carling a bien noté que le but de la manœuvre était moins de franchir la ligne — ce que Robinson a tout de même réussi à faire dans les dernières minutes de jeu — que d'éviter de rendre le ballon à l'adversaire en botant la pénalité. C'était se priver de quelques points mais c'était maintenir la tête des Français sous l'eau.

On dira que si Lagisquet n'avait pas mis le pied en touche dans les premières minutes de jeu, que si Lafond n'avait pas raté ses trois pénalités ou que si Mesnel avait eu plus de réussite dans ses coups de pied en touche, le long cours de ce match tranquille aurait pu être changé. Mais ce qu'il faut changer c'est une conception manichéenne de la conquête du ballon pour recevoir dans les meilleures conditions les Écossais au Parc des Princes le 18 mars. Une victoire permettrait aux Français de remporter le Tournoi pour la quatrième fois consécutive à condition que les Anglais ne gagnent pas à Cardiff.

ALAIN GIRAUDO.

BOXE : KO dramatique à Lyon

## David Thio dans le coma



L'Américain Terrence Alii s'apprête à faire un saut périlleux de joie après avoir mis K.O. David Thio, qui a sombré dans le coma.

Le boxeur ivoirien David Thio, vingt-deux ans, était toujours dans un coma profond lundi 6 mars à l'hôpital neurologique de Lyon, où il avait été transporté samedi soir après avoir été mis K.O. par l'Américain Terrence Alii. Les médecins se montraient très réservés sur le sort du jeune super-léger, qui réside en France.

Après avoir résisté pendant sept reprises à son adversaire, champion des poids légers aux États-Unis, David Thio, qui avait jusqu'à présent été victorieux en dix-huit combats, a commencé à faiblir à la huitième reprise et s'est écroulé à la neuvième, atterri par un terrible

uppercut du droit au menton. Durant une demi-heure, alors que son adversaire hurlait de joie devant les six mille spectateurs, il a reçu les premiers soins sur le ring du Palais des Sports de Lyon, avant d'être évacué, inconscient, vers l'hôpital. Son manager, Jean-Marc Perono, mis en cause pour avoir opposé à son protégé un boxeur beaucoup trop fort pour lui, plaide non coupable : « Il n'existait pas un écart considérable entre les deux boxeurs. Je regrette l'issue du match, pas de l'avoir concédé. Au huitième round, je lui ai demandé d'arrêter, il m'a répondu qu'il n'en était pas question... ».

ATHLÉTISME : championnats du monde en salle

## Sotomayor crève le plafond

Quatre records du monde ont été battus aux championnats du monde d'athlétisme en salle, disputés du 3 au 5 mars à Budapest. 12 min 1 s 65 sur 3 kilomètres marche pour l'Australasien Saxby ; 8 min 32 s 82 sur 3 000 mètres pour la Néerlandaise Van Hult ; 1 min 44 s 85 sur 800 mètres pour le Kényan Ereg et 2,43 m en hauteur pour le Cubain Sotomayor. Dans ce rendez-vous d'un niveau très relevé, les Français n'ont pas obtenu de médaille.

Une semaine avant le début des épreuves d'athlétisme à Séoul, Javier Sotomayor avait décroché, par une douce soirée espagnole, le record du monde du saut en hauteur du Suédois Patrick Sjöberg : 2,43 m pour le prodige de Limona, une bourgade de la province de Manizaba. Une façon brutale de signifier que le concours olympique, sans lui, ne mériterait pas vraiment son titre. A chaud, encore tout à l'émotion de son record, Sotomayor n'avait pas flanché. Discours officiel sans faille : « Je regarderai les JO à la télévision, sans placement de cœur. Fidel Castro a eu raison de boycotter, car il est plus important pour Cuba de garder l'amitié de nos amis que de gagner des médailles ».

Samedi soir, après avoir pris, sans doute pour longtemps, le pouvoir dans cette discipline, Javier Sotomayor a repris les mêmes mots pour exprimer le même soutien inconditionnel à la politique de Castro. « Cette victoire et ce record ne représentent même pas une revanche », a dit Sotomayor. Car, pour cela, il aurait fallu que je me sente lésé. Je suis venu ici pour gagner et battre le record du monde. Pas pour me venger ».

### Les « oubliés de Séoul »

Privés du titre suprême, les Cubains ont eu largement compenser leur maigre programme en ramassant les dollars des meetings. L'été dernier, la petite délégation cubaine a sauté, couru et lancé, là où l'on voulait d'elle. Autant dire partout. Les organisateurs de réunions, trop heureux de présenter au public les « oubliés de Séoul », leur ont ouvert toutes grandes les portes de leurs épreuves, avec d'autant plus de plaisir que ces athlètes sont beaucoup moins exigeants que les stars européennes ou américaines et qu'ils se « vendent » en groupe.

L'été dernier, Javier Sotomayor a battu le record du monde du saut en hauteur, à l'occasion de son vingt-quatrième concours de la saison. Cette année, les Cubains s'apprêtent à envahir à nouveau tous les meetings de la planète. Déjà, cet hiver on n'avait qu'eux lors de la tournée des compétitions en salles européennes. Andres Simon et Ricardo Chacon ont même poussé le zèle jusqu'à dominer chacun à leur tour Carl Lewis lui-même sur 60 mètres.

ALAIN MERCIER.

SKI ARTISTIQUE : les championnats du monde

## Les Français se font des bosses

Belle moisson pour les skieurs artistiques français, qui reviennent avec trois titres d'Oberjoch (RFA), où ont eu lieu, jusqu'au dimanche 5 mars, les championnats du monde de cette discipline alpine. Dans les épreuves de bosses, Raphaële Monod, chez les dames, et Edgar Gros-piron, chez les hommes, deux jeunes skieurs de la station de La Clusaz, s'emparent des médailles d'or. Des victoires prometteuses avant les Jeux olympiques d'Albertville, où les bosses figureront au programme officiel. En saut, une ancienne du plongeon, Catherine Lombard, remporte également la médaille d'or, alors que Didier Meda s'adjuge la médaille d'argent dans le concours masculin.

OBERJOCH (RFA)  
de notre envoyé spécial

Un charmant village aux chalets colorés. Un site agréable entouré

des Alpes qui montent à l'assaut de modestes sommets. Le ruisseau, la piste et la petite église, tous les éléments des maquettes ferroviaires, chères à l'enfance, sont réunis. Comment ne pas être séduit par ce merveilleux jeu grandeur nature ? Comment ne pas s'adonner à cette perfection ?

Le seul défaut, pour une municipalité qui organise des championnats du monde de ski artistique, réside dans les caprices d'une météorologie qui place le printemps en hiver. Bref, trois jours avant le début des épreuves, il manque un peu de ce coton que les fans de trains électriques miniatures jettent sur leur paysage. Pour sauver « leurs » championnats, les habitants se sont mobilisés, allant récupérer la moindre pellette de neige. Et puis le ciel s'est décidé à blanchir le décor.

On peut s'arrêter, même si les semelles usées des skis rappellent que Raphaële Monod, qu'importe les pistes fermées à ces acrobates. Ce qui compte, pour eux, c'est que leur terrain de 250 mètres, plein de trous et de levés de neige, soit praticable. A savoir, qu'il leur permette de sauter en l'air en improvisant des figures, sans perdre de temps pour arriver sur la ligne. Un air de rock, pour rappeler les origines « branchées » d'une discipline aujourd'hui officialisée, et ces jeunes gens peuvent rivaliser d'adresse, d'équilibre en solitaire, puis ensuite en parallèle, pour le bonheur des spectateurs.

La journée des qualifications avait permis à Nanno Pourtier, le patron des équipes de France, d'arborer un sourire sous sa légendaire moustache. Tous ses concurrents sélectionnés, voilà qui réjouissait le bouillant bonhomme. Mais il se gardait de tout triomphisme, même si ses élèves s'affichaient parmi les meilleurs au classement. « Une chute est toujours possible, répétait-il, attendons la course », alors que ces jeunes lui demandaient déjà de raser ses poils durs.

La chute s'est bien produite, mais c'est un malheureux Américain qui en a été la victime. Derrière lui, les skieurs français ont su maîtriser leurs carabines. Du la belle ouvrage, allié à de réelles qualités physiques, qui leur a permis de se classer parmi les premiers lors de l'épreuve individuelle. Une réussite qui s'accompagne malheureusement d'un inconvénient : l'obligation pour les membres de l'équipe de s'affronter en demi-finale.

Edgar Gros-piron sur la piste bleue, Eric Berthoin sur la rouge. Le gain de dix-neuf ans face au champion, venu, à vingt-sept ans, défendre son titre. La fougue de la jeunesse opposée à la technique de « l'ancien », qui depuis un an s'est

mis en vacance de l'équipe nationale. « Eric avait choisi la piste bleue avant le départ. J'ai fait de même car il faut toujours mettre l'adversaire mal à l'aise. Il y a donc eu tirage au sort et j'ai gagné. Pour moi le choix de l'une ou l'autre piste importait peu, mais je savais qu'ainsi je déstabilisais un peu l'autre concurrent. » Concurrent, le terme employé par « Gagar » donne la mesure du duel. Il n'y a plus de place pour l'amitié entre ces adversaires du jour.

### Finies les pitreries

« Il est difficile de reprendre la compétition après une saison de repos », assure Berthoin, celui que l'on surnomme « le Grand Duduche » au temps de sa splendeur. Et pourtant il s'est lancé à nouveau dans le Hot Dog, si cruel pour les articulations, si difficile pour les genoux qui doivent amortir les chocs des bosses. Mais que pouvait-il contre un jeune surdoué assorti de victoires depuis sa médaille de bronze aux Jeux olympiques de Calgary ?

Edgar Gros-piron prétend que, depuis cette époque, pas si lointaine, il a mûri. Un déclic se serait produit qui a changé sa façon de se concentrer. Finies les pitreries : maintenant il reste seul avant sa course pour visualiser une dernière fois le parcours. A dix-neuf ans, l'enfant de La Clusaz s'est forgé un moral de concurrent et une tactique : « Laisser le type devant toi jusqu'aux trois quarts du parcours, pour le doubler dans le dernier saut et ainsi lui faire perdre encore plus son sang-froid ».

Première démonstration avec Eric Berthoin, deuxième épreuve avec le Suisse Juerg Biner. Verdict sans appel, et une médaille d'or pour le petit Français. Amer mais pas battu, Eric va prendre sa revanche avec l'Américain Scott Ogren. Vainqueur de cet ultime parallèle, il remporte la troisième place et affirme que sa carrière n'est pas terminée. « Je reviens sur le circuit de la Coupe du monde dès l'an prochain », lance l'Albiste. Des propos qui se perdent dans les cris des supporters de La Clusaz, venus en car pour assister au triomphe de leurs idoles : Gagar et Raphaële. « Quand je vois Gagar, cela me libère », avoue Raphaële Monod. C'est donc sans problèmes qu'elle s'est imposée devant l'Américaine Donna Weinbrecht. Malgré la chaleur qui la gênait, malgré aussi cette confiance qu'elle livre au dernier moment : « A quarante ans, j'aurais des problèmes de dos, je le sais, mais j'aime tellement la compétition ».

SERGE BOLLOCH.

## Les résultats

### Automobilisme

RALLYE DU PORTUGAL  
Déjà vainqueur à Monte-Carlo, l'Italien Massimo Biasion a réussi le doublé en s'imposant, samedi 4 mars, dans le rallye du Portugal. Ce nouveau succès de la Lancia Delta Integrale a été complété par les deuxième et troisième places du Finlandais Markku Alen (à 10 min 18 s) et de l'Italien Alessandro Fiorio (à 23 min 18 s). La Française Didier Auriol a dû abandonner pour un problème d'embrayage.

### Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
National 1  
(vingt-septième journée, douzième retour)  
\*Lyonnais b. Orléans ..... 124-101  
\*ASVEL b. \*Avignon ..... 99-85  
Cholet b. \*Antibes ..... 95-92  
\*Montpellier b. Monaco ..... 105-92  
Mulhouse b. \*St-Quentin (a.p.) ..... 91-85  
Carm b. Gravelines ..... 106-98  
\*FCF Paris b. \*Tours ..... 120-93  
\*Nantes b. Lorient ..... 86-79  
Classement : 1. \*Lyonnais, 52 ; 2. Cholet, 49 ; 3. Orléans, 47.

### Rugby

TOURNOI DES CING NATIONS  
\*Angleterre b. France ..... 11-0  
\*Ecosse b. Irlande ..... 37-21  
Classement : 1. Ecosse et Angleterre, 5 pts ; 2. France, 4 ; 3. Irlande, 2 ; 5. Pays de Galles, 0.

Dernière journée : samedi 18 mars.

\*France - Ecosse et \*Pays de Galles - Angleterre.

### Sports équestres

SAUT D'OBSTACLES  
L'Australien Thomas Frühmann sur Grandeur a remporté dimanche 5 mars à Paris, le concours de saut d'obstacles comptant pour la Coupe du monde. Il a devancé le duo britannique John Whitaker sur Next Milton et l'Allemand Jean-Marc Nicolas sur Midway. Le champion olympique Pierre Durand et son petit cheval Juppeloup de Lutz, qui effectuèrent leur retour à la compétition, se sont classés huitièmes.

### Tennis

TOURNOI DE DALLAS  
L'Américain John McEnroe a remporté, dimanche 5 mars, le tournoi de Dallas en s'imposant face à son compatriote Brad Gilbert, 6-3, 6-5, 7-6 (7-4).

### Tennis de table

CHAMPIONNAT DE FRANCE A BORDEAUX  
Jean-Philippe Gatin et Wang Xiao Ming ont remporté, dimanche 5 mars, les titres de champions de France individuels.

سكوا من الأصل



هكذا من الأصل

... Le Monde • Mardi 7 mars 1989 13



**MICRO HP : VOUS AVEZ LA VISION D'UN VIRTUOSE !**

HDM

#### HP, LA VISION GLOBALE DE L'INFORMATIQUE

Quand on a une vision globale de l'informatique, on peut donner toute sa mesure à la micro-informatique.

Hewlett-Packard, experte dans l'intégration des micro-ordinateurs, vous propose la gamme micro-informatique la plus complète et la plus cohérente du marché.

Elle privilégie les standards et s'intègre harmonieusement dans le système informatique de votre entreprise.

La qualité et la fiabilité de nos produits sont notre plus grande exigence. C'est pour cela que nous jouons déjà sans aucune fausse note dans de nombreuses entreprises.

Contactez un de nos distributeurs agréés ou téléphonez au Centre d'Informations Commerciales : (1) 60.77.42.52.

**TOUJOURS AVEC VOUS**



**HEWLETT  
PACKARD**

# Culture

## MUSIQUES

« Ars Musica » à Bruxelles

### Un courant frais et réconciliateur...

Bruxelles est, pour quinze jours, la capitale de la musique contemporaine, avec une rare concentration de compositeurs, d'artistes et de public, qu'on ne rencontre en général qu'à Strasbourg.

C'est un bonheur que de voir remonter de belles initiatives qu'on avait cru définitivement abandonnées. Il y a vingt-cinq ans s'ouvrait à Bruxelles un grand festival, animé par Georges Carat, intitulé Reconnaissance des musiques modernes, où l'on découvrait des créations de Boulez, Stockhausen et Nono entre autres, au milieu d'un programme très riche. Cette biennale déclinait ensuite quelque peu et s'éteignait au début des années 80.

Voici la même idée qui rejouit, sous le titre Ars Musica, grâce à la foi d'une jeune équipe, capable de bousculer des montagnes, de réunir en une unique association quantité d'organismes artistiques franco-phones, avec la bienveillance de nombreux Flamands, et le concours des ambassades et centres culturels étrangers, sans oublier ce qu'il faut de mécènes et de banques (le Crédit communal en particulier) pour supporter une programmation aussi lourde.

Et c'est tout un symbole que de trouver à la tête d'Ars Musica Robert Wangermée, le musicologue et sociologue, ancien directeur de la Radio, à qui la musique en Belgique doit tant, et un dynamique coordinateur, frais émoulu des Jeunesses musicales, Paul Dujardin, Flamand au nom français!

D'ici le 20 mars, un nombre impressionnant de manifestations vont se dérouler à Bruxelles, mais aussi à Liège, à Charleroi et à Namur : concerts, expositions, forums, ateliers d'interprétation, colloques (« La modernité dans tous ces états »), avec des compositeurs et des artistes tels que Messiaen, Ligeti, Dutilleul, Benjamin, Donatoni, Dufourt, Dusapin, Grisey, Höller, Lachenmann, Schat, Helffer, Arditi, et toutes sortes de jeunes

qui ne demandent qu'à être connus... Une place toute particulière est réservée à Xenakis (conférences, table ronde, onze œuvres, ainsi qu'une très belle exposition sur « Les demeures musicales » du compositeur).

Il est toujours difficile d'appréhender un programme d'ouverture, modernité et jeunesse, de manière à attirer le public souhaité. Aussi le concert inaugural, présenté par le compositeur philharmonique de Liège, dirigé par Pierre Bartholomé, aura-t-il pour thème « Vingt ans après », à une époque où les œuvres de Stockhausen et de Stravinsky étaient encore assez fraîches, et où Henri Pousseur faisait partie des espoirs de la musique européenne.

Mixtur, en 1965, était un des premiers essais de Stockhausen pour transformer en direct le son instrumental à l'aide de modulateurs à anneaux, commandés à l'époque manuellement. Le Centre de recherche de Wallonie a mis au point un logiciel informatique pour piloter les générateurs afin de former des mixtures sonores précises, selon les vœux du compositeur.

#### Charivari révolutionnaire

L'œuvre n'en a pas semblé plus convaincante. Cet ensemble de séquences brèves, de crachotements, de bruits et de silences, où l'on ne reconnaît guère la présence d'un orchestre vivant, a une sorte de saugrenue bonasse qui n'est pas sans charme, mais paraît terriblement élémentaire à côté d'une œuvre aux effets électroniques aussi maîtrisés que *Mantra* pour deux pianos six ans après.

On était aux antipodes avec *Agon* (1957) d'un Stravinsky de toutes les roueries, dont le réalisme n'a pas cédé à l'allure désinvolte, dynamique et gaie, dans cette salade de styles épiciques de timbres savoureux, effervescents, qui émaillent ces rythmes de danses si ingénus, dont le compositeur écrivait qu'ils « évoquent une danse de cour autant qu'un tableau cubiste évoque une pipe ou une guitare... »

L'œuvre la plus attendue était naturellement la création d'Henri

Pousseur (tout jeune sexagénaire). *Déclaration d'usage*, qui se propose « d'interroger musicalement l'image de la Révolution (pas seulement celle de 1789) telle qu'elle se présente à nous aujourd'hui » : une œuvre d'un peu plus de trente minutes pour grand orchestre, récitant, soprano, baryton, saxophone, tuba et bande magnétique, sur des textes de Blake, Neruda, Schiller et Malraux (dans leur langue originale) « greffés sur l'épine dorsale d'une monumentale « chanson » composée par Michel Butor ». Celui-ci tenait le rôle du récitant, luttant vaillamment contre les voix simultanées des chanteurs solistes, sans compter toutes celles, le plus souvent inaudibles, qui jaillissent des haut-parleurs.

Henri Pousseur nous a habitués à ces avalanches de paroles et de musique qui nous submergent comme les eaux de la débâcle des glaces au printemps russe. Toutefois, il y a vingt ans, une sorte de puissant lyrisme dominait le tumulte, dont je n'ai guère trouvé trace dans cette fresque révolutionnaire assez hirsute où l'on est bien en peine de découvrir une logique dans l'utilisation des voix (en parlant, parlant, récitant, air) ou de l'orchestre, aimable charivari dont le ton correspond rarement à l'élan des paroles. Nulle bouée à laquelle se raccrocher dans ce torrent.

Mais l'essentiel de cette première soirée, n'était-ce pas les retrouvailles des vétérans de la famille contemporaine avec une jeunesse ardente qui aura l'occasion de s'exprimer ces jours-ci? Des jeunes gens d'un sympathisme idéologique, qui pensent que « l'heure est à la détente et à la déculpabilisation », qu'un « vent frais et réconciliateur, pluriel et multiple, anime à présent les grandes métropoles de la musique contemporaine » et que « l'heure de reconnaître et d'exploiter toutes les veines du siècle est venue ».

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochains programmes : création de *The Black Theatre of Hermes Trismegistos*, de Murray Schafer (à partir du 11, à 21 heures); *Jeunes Jeunes* (le 13); *Stimmung*, de Stockhausen (le 16, à 12 h 30); *Quatuor Arditi* (le 18, à 12 h 30). Tél.: 19 32-2-647-10-49.

### Teddy Edwards au Magnetic Terrace

### Le petit homme du Mississippi

Depuis quelques années, le saxophoniste Teddy Edwards a du succès à Paris. Ce n'est pas seulement par défaut, en un moment où pas mal de survivants d'un style en voie d'extinction trouvent la chance inespérée de finir en beauté. On peut observer le même mouvement dans la chanson comme dans la musique classique. Époque opaque de revival et de nostalgie. Nous sommes, au fond, de grands sentimentalités. Et, pour la première fois dans l'histoire récente des générations, les « jeunes » ont les mêmes goûts que leurs parents.

Non : Teddy Edwards rencontre aujourd'hui le succès qu'une carrière aussi originale que discrète ne lui a pas toujours permis de connaître en plus de soixante ans de vie. Il a fait ses classes à Detroit avec Sonny Stitt et Wardell Gray. Belle et dure école. On y gagne un son tranchant, bien sûr, une technique à toute épreuve, mais vivre à Detroit quand on est né au Sud (à Jackson, Mississippi, en avril 1926), cela vous change surtout les émotions.

Après la rencontre décisive de Parker, après quelques duels fameux avec un autre saxophoniste, Dexter Gordon (1947), Teddy Edwards est du quintette historique Clifford Brown-Max Roach. Compositeur de talent, arrangeur de bon goût, il reste un tempérament itinérant, peu fixé, un temps en Floride, quelques années dans le Middle, Cna saison à San-Francisco... Curieuse-



ment, il sera la voix noire du courant très blanc de la West Coast.

La position de Teddy Edwards est singulière. Aussi bien géographiquement qu'esthétiquement (histoire de rencontres, d'amitiés, d'engagements), il assure la circulation et la communication. En prise directe sur des courants multiples. Après, c'est lui qui aiguille et distribue : de Howard

McGhee à Gerald Wilson, de Dexter Gordon à Coltrane ou Rollins. C'est pourquoi, sans doute, on le retrouve aux côtés de Tom Waits dans les années 80. Avec toujours l'accent du Sud, ce blues impérieux dont on ne se débarrasse jamais.

FRANCIS MARFANDE.

★ Du 7 au 12, 22 heures. Tél.: 42-26-36-44.

### VENTES

#### Les records de la bibliothèque Tzara

### Préemptions massives de l'Etat

Les prix ont flambé, l'Etat a préempté en masse, les marchands américains, suisses, allemands, se sont déchaînés. Encore une fois, le mythe Tzara a frappé.

La vente-marathon de la bibliothèque de Tristan Tzara à Drouot n'aura pas duré moins de sept heures. Samedi matin, une foule nombreuse attendait à 11 h 15 l'ouverture des portes de la salle 9. « J'ai des ambitions très limitées », dira un commissaire-priseur venu cette fois-ci à titre privé. Pour lui et comme pour bien d'autres, il ne faisait aucun doute que les plus belles pièces seraient préemptées, tandis que les autres seraient poussées à la hausse par les « mordus » du dadaïsme et du surréalisme.

Plus nuancés, les marchands français n'arrivaient pas toujours à cacher leur embarras. Si certains refusaient de se laisser entraîner dans la folie des prix, d'autres, résignés à l'avance, désiraient avant tout participer à cette dispersion historique. Leurs collègues américains, allemands, suisses, quant à eux, ne semblaient pas avoir de tels scrupules à en juger par leur intervention soutenue pendant la vente.

Dès le premier lot, 31 poèmes de poche, de Pierre Albert-Birot, on sut que la vente allait tenir ses promesses. L'ouvrage partait pour 2 500 F, soit trois fois son estimation. On ne tarda pas à passer aux choses sérieuses avec les premières épreuves corrigées d'*Alcools*, d'Apollinaire, qui furent à peine disputées par un grand collectionneur français du surréalisme. A 1 050 000 F, la Bibliothèque nationale les préempta. Scénario analogue pour les *Méditations esthétiques*, qui iront rejoindre, pour 370 000 F, le fonds de la Bibliothèque nationale. L'Etat, omniprésent, s'empressera de préempter à 240 000 F le poème de Hans Arp illustré par lui-même, *Der Vogel Selbst*, et estimé 30 000 F. *Vers le blanc infini*, du même (92 000 F), connaîtra un sort identique, tandis qu'une gouache d'Arp sur traits de crayon, chèrement disputée par le commerce allemand et américain, sera finalement adjugée 380 000 F.

Le temps de reprendre son souffle, et les onze lettres autographes signées Artaud atteignent, en l'espace de quelques secondes, 400 000 F. Elles furent à leur tour préemptées par la Bibliothèque nationale, alors qu'un exemplaire de *Nadja*, de Breton, dédié à Tzara, s'envolait à 23 000 F, soit dix fois son estimation.

Les enchères redémarrèrent sur les chapeaux de roue avec la préemption du magazine *Dada 2* (40 000 F) par la direction des musées de France. *Dada 3*, où figurent le *Manifeste Dada* de 1918 de Tristan Tzara et une gouache d'Arp, partait pour 325 000 F. Il avait été vendu à l'époque 10 F! Même une affiche-invitation au grand bal Dada à Genève, en 1920, trouva preneur pour 30 000 F. Enfin, une affiche, pourtant tardive, de l'exposition Dada à la Sydney Janis Gallery de

New-York en 1953, fut retenue par la direction des musées de France pour 12 000 F.

La vraie gagnante de l'après-midi fut sans conteste la bibliothèque Jacques-Doucet, qui possède déjà un fonds important de manuscrits et de livres dadaïstes et surréalistes. Après avoir fait valoir ses droits sur la *Ménagerie de Tristan*, de Desnos (170 000 F), elle s'attaqua aux manuscrits d'Alfred Jarry. A commencer par le premier manuscrit autographe complet, les *Silènes* (250 000 F), suivi presque immédiatement par *Gestes et opinions du docteur Faustroll*, à 2 500 000 F, acquis à la barbe d'un célèbre collectionneur français du surréalisme. *Lada*, autre manuscrit autographe, subit le même sort (25 000 F), ainsi que *Conférence sur les pantins* (160 000 F) et la *Fapessse Jeanne* (60 000 F).

A peine avait-on repris ses esprits que M. Louderme annonçait que M. Christophe Tzara, fils de l'écrivain, faisait don de tous les manuscrits de Jarry préemptés à la bibliothèque Doucet. En revanche, un marchand de Boston se porta acqureur des cinq cahiers de notes autographes du Douanier Rousseau pour 150 000 F. On attendait là d'autres préemptions. Il n'en fut rien.

Enfin, on arriva aux œuvres du propriétaire de cette fabuleuse bibliothèque. Une fois de plus, les prix flambèrent, grâce au commerce suisse, allemand et américain, bien sûr. Comme prévu, le mythe de Tzara a parfaitement fonctionné. Le produit total de la vente s'est élevé à plus de 15 millions de francs, soit trois fois les estimations, basses il est vrai.

ALICE SEDAR.

● Villa Médicis : prolongation des inscriptions. — Le ministre de la culture a prolongé par arrêté paru au *Journal officiel* du 3 mars la date de dépôt des candidatures en vue du concours d'admission à un séjour (modulable et de deux ans maximum) à l'Académie de France à Rome (Villa Médicis). Les postulants aux bourses peuvent encore s'inscrire jusqu'au 20 mars (heure limite : 18 h 30) au Musée du Jeu de paume, Académie de France à Rome, place de la Concorde, rue de Rivoli, 75001 Paris. En priorité, la Villa Médicis est ouverte aux Français, mais le jury peut retenir des candidatures étrangères.

### CALENDRIER

#### Classique

Katia Ricciarelli aux Lundis musicaux de l'Athénée. — Accompagnée par Vincenzo Scarella, Katia Ricciarelli se plie au périlleux exercice du récital dans des extraits d'opéras de Cilea, Mascagni, Catalani, Bellini, Rossini et Cherubini. Périlleux, parce que isolés de leur contexte dramatique, les airs d'opéra deviennent souvent d'acrobatiques numéros de haute voltige. Inspirée et en voix, Ricciarelli peut tout.

★ Le 6 mars, 20 h 30. Tél.: 47-42-67-27.

Annie Fischer, salle Pleyel. — Pianiste rare à plus d'un titre (qui sont devenus ses disques?), Annie Fischer est l'une des pianistes majeures de notre temps, mais pas vraiment une star médiatique. Elle a choisi d'interpréter trois sonates de Beethoven : la *Patheïque*, l'*Appassionata* et la *Hammerklavier*. Un programme « colossal » bien dans les habitudes de cette impérieuse septuagénaire.

★ Le 7 mars, 20 h 30. Tél.: 45-63-88-73.

Arto Noras, salle Gaveau. — Le violoncelliste finlandais interprète le *Premier Concerto pour violoncelle* de Dimitri Chostakovitch. Au même programme, Michel Swierczewski dirigera, en création, *Esquisse pour un tombeau* de Nicolas Bacri. *Pulcinella* de Stravinsky, et le *Concert pour petit orchestre* de Roussel, à la tête de l'Ensemble orchestral de Paris: un orchestre capable du pire et parfois du meilleur.

★ Le 7 mars, 20 h 30. Tél.: 05-42-67-57 (numéro vert).

L'InterContemporain au Musée d'Orsay. — Dans le cadre de l'hommage à Mallarmé, Kent Nagano dirige un programme Debussy (*Prélude à l'après-midi d'un faune*, dans une version pour orchestre de chambre), Ravel, Hindemith, Boulez, Wagner (*Siegfried Idyll*).

★ Les 9 et 10, 20 h 30. Tél.: 45-49-48-14.

Gustav Leonhardt à Salnt-Clément. — Dans le cadre du Prémium des instruments anciens, Gustav Leonhardt dirigera la *Passion selon saint Matthieu* de Jean-Sébastien Bach à la tête de La Petite Bande et du Tölzer Knabenchor. Les exécutions de ce monument de la musique religieuse, sont

suffisamment rares à Paris pour qu'on ne rate pas celle-ci.

★ Le 10 mars, 20 heures. Tél.: 43-96-48-48.

Mahler au Théâtre du Châtelet. — A côté des symphonies et des cycles de lieder les plus connus de Mahler, le cycle du Châtelet proposera en création mondiale l'orchestration par Berio des *Sechs frühe Lieder* (« Six lieder de jeunesse ») et la *Totentänzer* (« Fête des morts »), un poème symphonique de jeunesse qui est en quelque sorte un état primitif de la *Deuxième Symphonie*. Thomas Hampson et l'Orchestre philharmonique de Cincinnati seront placés sous la direction de Gerhard Samuel.

★ Le 10 mars, 20 h 30. Tél.: 40-28-28-40. Minitel 36-15, Châtelet.

Mikail Rudy au Théâtre de la Ville. — Le jeune pianiste d'origine soviétique donnera trois récitals d'une heure dans la série de 18 h 30. A son programme, il a inscrit des œuvres de Janacek, Schubert et Tchaïkovsky (*Tableaux d'une exposition*), de Schubert et Ravel, Liszt et Stravinsky. Mikail Rudy est un pianiste qui depuis quelques années semble se chercher.

★ Les 10, 11, 12 mars, 18 h 30. Tél.: 42-74-22-77.

#### Jazz

« Pas d'H à Natalie », au Dôme. — Le groupe Zivaro, pilier mobile de Dôme, invite le comédien Vincent Calin. Surprises et conférences. Action textuelle, blagues et improvisations en tous sens dans un spectacle intitulé *Pas d'H à Natalie*.

★ Mardi 7, 21 h 30. Tél.: 45-84-72-00.

Hervé Cavellier au Musée d'art moderne. — Violoniste d'élite, compositeur et arrangeur fin, Hervé Cavellier est un des derniers venus de la french school historiquement marquée par Grappelli.

★ Jeudi 9, 20 h 30. Tél.: 47-23-61-27.

Cecil Taylor et John Zorn à « Banlieues bleues ». — L'improvisateur torrentiel de la « free music », le pianiste Cecil Taylor, en solo absolu à Bobigny. Le lende-main, John Zorn présente Naked city au même endroit. De l'indéfini, du jamais vu, du jamais entendu : le festival *Banlieues bleues* reste en pointe.

★ Jeudi 9 et vendredi 10, 20 h 30. Bobigny. Tél.: 43-85-66-00.

#### Variétés rock

Angélique Ionatos au Café de la danse. — Elle se nourrit de la tradition populaire grecque, met en musique et chante les poètes contemporains de son pays : Morykios, Cavafy, Anagnostakis, Ritsos, Elytis. De plus, elle est accompagnée par de superbes musiciens, parmi lesquels le pianiste argentin Gustavo Beycelman.

★ Jusqu'au 11 mars, 20 heures (5. passage Louis-Philippe, 75011 Paris). Tél.: 43-57-05-35.

Jimmy O'Haid à l'Elysée-Montmartre. — Un Algérien de Lyon avec une voix brûlée, une musique orientale et funky, lyrique et magique.

★ Samedi 11, 20 heures. Tél.: 47-05-24-45.

**Le Monde**  
DE  
**L'EDUCATION**

17 F

**LE PALMARES DES PREPAS**  
Comment s'inscrire dans une prépa.  
Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

**ENQUETE**

**LA NOUVELLE JEUNESSE DES ECOLES NORMALES SUPERIEURES**  
Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient.

**POLITIQUE EDUCATIVE**

**LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN**  
Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

NUMÉRO DE MARS, 124 PAGES  
En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل



## Culture

### CINÉMA

La quatorzième Nuit des césars

## La roue de l'infortune

Isabelle Adjani, meilleure actrice de l'année pour Camille Claudel, a sauvé de l'ennui une cérémonie sans relief.

Pourquoi finit-on par se sentir mal à l'aise devant son poste de télévision lors de la Nuit des césars ? Parce que les nommés ont mal appris leur compliment, parce que cabotent une poignée d'animateurs de télévision qui, sortis du cadre habituel de leurs émissions, paraissent, aux côtés des stars, si peu consistants, ou parce que le spectacle semble souvent frappé d'arythmie, de maladresse, enchaînant par exemple un ballet inopiné dansé par une jeune chanteuse qui ne l'est pas moins avec un hommage aux grands disparus de l'année passée ?

Non, c'est dans la salle même de l'Empire qu'il faut chercher l'explication de la distance qui, à mesure que la soirée avance, se crée entre les téléspectateurs et les professionnels du cinéma. Quand l'indiscrète Louma s'en va saisir un visage fermé, un sourire contrit, quand, après qu'on ait distribué quatre ou cinq récompenses, on entend bien que les applaudissements n'ont plus rien de spontané mais sonnent comme ceux fabriqués par la machine. Alors on se dit que tous ces gens, improbable « grande famille du cinéma français », doivent s'aimer autant qu'une progéniture divisée, dans le cabinet d'un notaire, par l'ouverture d'un testament.

Bruno Nuytten, metteur en scène du meilleur film de l'année, *Camille Claudel*, vendra la mèche : « J'ai l'impression que tout le monde dort depuis une heure... ». Depuis, dans les faits, qu'une jeune femme au talent et à la lucidité exorbitants, Isabelle Adjani, aura en quelques mots cerné la vérité de sa condition, de la condition de l'artiste, et « dit des choses vraies ». Qu'aurait-elle pu dire d'autre, satanée comédienne, qui ne trahisse pas sa passion de la vérité ?

La création est un acte de courage et quelques-uns n'en manquent pas, à l'honneur samedi soir : les producteurs Claude Berri (*L'Ours*), Christian Fouché (*Camille Claudel*),

Patrice Ledoux (*Le Grand Bleu*) ; les distributeurs aussi, au travers de Marin Karmitz (*La vie est un long fleuve tranquille* et *Bagdad Café*) ; les metteurs en scène, Jean-Jacques Annaud (*L'Ours*), Étienne Chabrier (*La vie est un long fleuve tranquille*) qui ont eu tous deux plus de chance que deux nommés qui le sont restés, Luc Besson (*Le Grand Bleu*) et Michel Deville (*La Lectrice*) ; les acteurs encore, du naïf Stéphane Freiss (meilleur espoir pour *Chouans*) à Hélène Vincent (meilleur second rôle féminin pour *La vie...*) qui, dans un remerciement interminable, ne s'est pourtant pas souvenue de ce qu'elle doit au théâtre.

La création, c'est aussi le courage de dire « non », comme Jean-Paul Belmondo, meilleur acteur de l'année pour *Intérieur d'un enfant gâté*, ou Mino-Mino, nommé pour son rôle dans *La Lectrice*, qui avaient refusé par avance toute distinction. Parce qu'ils savent tous deux que leur vie est ailleurs et ne passe pas forcément par cette cérémonie dont il faut pourtant reconnaître qu'elle est nécessaire : sur un plateau de la

télévision dont le cinéma, déformé, rapetissé, balafé par le logo des chaînes, est un moteur essentiel, on célèbre quelques œuvres qui, malgré tout, auront grâce à elle l'heur de rassembler plusieurs centaines de milliers de spectateurs supplémentaires. Au moins ceux-là auront-ils pu appréhender, au bout du compte, les contradictions, les incertitudes, l'extrême fragilité d'un art qui, à chaque nouvelle Nuit des césars, paraît un peu plus menacé. Par les censeurs, par les affairistes, les tartuffes, au sein même de la profession — tous ceux qui, dans la salle de l'Empire, avaient tellement l'air de s'ennuyer, — ou juste à côté, à la télévision, où toutes les valeurs, les repères sont broyés par la roue de l'infortune. Jusqu'à la publie lui-même qui ne veut pas toujours y réfléchir. Lui en donne-t-on seulement les moyens ? Isabelle Adjani, sur le grand et sur le petit écran a pris, une nouvelle fois, ses responsabilités.

OLIVIER SCHMITT.  
(Lire également page 3, l'hommage d'Isabelle Adjani à Salman Rushdie.)

### Récompenses

*Camille Claudel*, film réalisé par Bruno Nuytten et interprété par Isabelle Adjani et Gérard Depardieu, a triomphé lors de la quatorzième Nuit des césars en recevant cinq récompenses : meilleur film de l'année, meilleure actrice (Isabelle Adjani), meilleur scénario original (signé Florence Quentin et Étienne Chabrier), meilleur second rôle féminin (Hélène Vincent) et meilleur jeune espoir féminin (Catherine Jacob).

Deux des grands succès de l'année *L'Ours*, de Jean-Jacques Annaud, et *Le Grand Bleu*, de Luc Besson, ont obtenu deux distinctions chacun : meilleur réalisateur (Jean-Jacques Annaud), meilleur montage (Noëlle Boisson) pour le premier, et meilleur son (Pierre Bévre, Gérard Lampe

et François Groult) et meilleure musique (Eric Serra) pour le second.

*Bagdad Café*, le plus inattendu des succès au box-office 1988, a valu à son réalisateur Percy Adlon de recevoir le César du meilleur film étranger et celui du meilleur film de la CEE. Jean-Paul Belmondo, absent, a été élu meilleur acteur de l'année pour son rôle dans *Intérieur d'un enfant gâté*, de Claude Lelouch. Patrick Chesnais, meilleur second rôle masculin pour son rôle dans *La Lectrice*, de Michel Deville, et Stéphane Freiss, meilleur espoir masculin pour son rôle dans *Chouans*, de Philippe de Broca. Le prix de la meilleure affiche est allé à Stéphane Beilcoff et Annie Miller pour la petite *Volouse*. Trois courts-métrages ont été primés : *l'Escalier chimérique*, de Daniel Guyonnet (animation), *Cher's Romance*, de Bertrand Favre (documentaire), et *Lamento*, de François Dupeyron (fiction).

« Y a-t-il un flic pour sauver la reine ? » de David Zucker

## Ah ! qu'il est bon de rire

Un flic calamiteux sauve la reine d'Angleterre d'un attentat et traque un trafiquant de drogue dans un film superbement loufoque.

Conférence au sommet à Beyrouth entre Amin Dada, Kadhafi, Yasser Arafat, Gorbatchev, Khomeiny, pour décider ce qu'il convient de faire des otages. Rien de bien rassurant, mais, tel Zorro, intervient l'ineffable Frank Leslie Nielsen, flic américain à l'œil bleu et à la chevelure blanche, dissimulé sous l'apparence d'un serveur de thé. Des ennemis de sa patrie, il ne fait qu'une bouchée. On apprend incidemment que la tache de vin sur le crâne de Gorbatchev est fautive et que, sous son turban, Khomeiny est coiffé punk.

Ce n'est qu'un début. Ensuite, le flic s'en retourne à Los Angeles pour apprendre que sa femme l'a quitté. D'autre part, son coéquipier, qui, au cours d'une investigation sur un trafic de drogue, s'est fait tuer, est en mauvais état à l'hôpital. L'ineffable Frank enquête et rencontre la pulpeuse Priscille Presley, secrétaire du digne et riche Ricardo Montalban. Mais la police tout entière est mobilisée pour l'arrivée de la reine Elizabeth, laquelle (l'ineffable l'apprendra grâce à la pulpeuse), doit cependant, au cours d'un match de baseball, être victime d'un attentat.

### Un monde solidement absurde

Entre le pré-générique et la dernière image, *Y a-t-il un flic pour sauver la reine ?* de David Zucker déverse un tonnerre de gags à rebondissements, directement parodiques, pas vraiment nouveaux, par moments un peu allongés mais le

plus souvent elliptiques et de toute façon surprenants. Soit qu'ils arrivent au moment où on ne les attend pas, soit qu'on se dise : ils n'osent pas. Eh si ! Ils osent. « Ils », l'équipe de *Y a-t-il un flic pour sauver la reine ?* et de *Y a-t-il un pilote dans l'avion ?* D'où le titre français de ce film (en v.o. : *The Naked Gun*), le meilleur des trois. Peut-être résistera-t-il mieux au temps que *le Pilote*, qui a tant fait rire à sa sortie mais s'est beaucoup alourdi en passant dernièrement sur le petit écran.

Peut-être aussi, et bien qu'il vienne de la télévision, bien qu'il en parodie les codes et les clichés, ce film doit être vu dans le noir, sans rien entre soi et l'image grossie, qui impose sa rude insolence. Car personne, dans l'équipe, ne fait dans la dentelle, en particulier le dialoguiste. Le comique vient de la façon dont s'installe un monde imperturbablement, solidement absurde. On y est, on y reste. On ne revient jamais dans la logique réaliste. Le procédé est à la fois simple et délicat : comme si un architecte prenait des éléments normaux et les agencait sans dessus dessous. Pour une maison, on ne sait pas ce que cela donnerait ; pour ce film, c'est parfaitement efficace. Si on commence à rire, on ne s'arrête plus. Cela fait un bien fou.

COLETTE GODARD.

PS : Le sens de l'absurde n'est pas donné à tous. La réalisatrice allemande, Doris Dörrie, après le succès de *Männer*, a voulu travailler une comédie à l'américaine, *Lui et moi*. Elle s'est inspirée d'une nouvelle de Moravia, a raconté l'histoire d'un jeune cadre sursé. Un jour, il se met à dialoguer avec son sexe, qui ne lui dit rien d'intéressant, ni même de porno, rien. Il ne se passe rien parmi des gens volontairement insignifiants. Et pas un sourire chez les spectateurs.

### VARIÉTÉS

Marc Drouin au Café de la Gare

## L'humour rock en français

Décidément, la direction du Café de la Gare a la main heureuse. Après la découverte de Smaïn, qui a fait les beaux soirs de la salle de la rue du Temple pratiquement toute l'année 1988, voici un autre nouveau venu dans le comique : Marc Drouin, dont l'une des originalités est de développer le premier humour rock en langue française.

Entouré d'une petite troupe (deux comédiens-danseurs, deux chanteuses-imitatrices et quatre musiciens), Marc Drouin propose des monologues qui se dansent et se zappent, des références musicales à Jimi Hendrix, à Janis Joplin, à Led Zeppelin et aux Beatles, une façon de se servir des mots comme de cubes et de livrer les textes en se projetant vers le public. L'humour de Drouin invente au passage des expressions (*Vite va vinaigrette*, qui donne son titre au spectacle) et des mots comme *aspiacteurs* (ceux qui aspirent à être acteurs et dont on ne voit dans les films publicitaires qu'une main, une bouche, des pieds sur l'asphalte).

Né à Montréal il y a trente et un ans, auteur de pièces de théâtre (l'une d'elles sera jouée la saison prochaine par Dominique Lavanant), Marc Drouin est apparu pour la première fois sur une scène française dans le spectacle de Jeanne Mas à l'Olympia il y a quatre ans. Contrairement aux autres caricaturistes de la « Belle Province », Marc Drouin (dont l'un des coproducteurs est le parolier Luc Plamondon) n'a pas eu à gommer une partie de son humour avant d'arriver à Paris, la couleur de son rire n'étant pas essentiellement québécoise et son accent n'étant pas prononcé — ou, du moins, pas trop.

Les textes de Marc Drouin sont rigoureux, ne laissent aucune place à l'improvisation. Son spectacle fait alterner sketches et chansons, parodies irrésistibles des musiques des années 60 et du Top 50 actuel, imitations de John Lennon, Renaud, Rita Mitsouko, Vanessa Paradis, Guech Patti et France Gall.

CLAUDE FLÉOUTER.  
\* Café de la Gare, 20 h 15. Tél. : 42-78-52-51.

Ce n'est peut-être pas très sain, de vivre comme ça plus ou moins reclus dans une baignoire !



## LA SALLE DE BAIN

Un film de John Lyoff



**A BERCY**  
14 JUIN 89 . 20 H

*Pavarotti*

CLAUDE  
RTL



PRESENTE PAR  
TIBOR RUDAS  
avec la collaboration  
du  
THEATRE  
DES CHAMPS ELYSEES

AVEC

ORCHESTRE  
COLONNE

co-réalisation  
S.P.P.S

Location sur place à BERCY et par tél. : 43 46 12 21  
de 11 h à 18 h sauf dimanche.

AU PALAIS DES SPORTS (porte de Versailles)  
Tous les jours de 12 h 30 à 19 h



FNAC - VIRGIN MEGASTORE

RENSEIGNEMENTS : 43 42 02 02







# Communication

En mariant leurs activités dans l'audiovisuel, la presse et l'édition

## Time et Warner vont constituer le premier groupe mondial de communication

NEW-YORK  
de notre correspondant

Les raiders américains sont sans doute furieux. La meilleure défense étant l'attaque, leurs menaces sur les entreprises américaines transformées en cibles, à leur tour, en prédateurs. Vivant depuis trois ans dans la hantise d'une OPA hostile, deux entreprises de presse et de communication ont annoncé, le samedi 4 mars, une « fusion à l'américaine ». Time Inc., le géant de la presse, du livre et de la télévision, fusionne avec Warner Communications Inc., un autre mastodonte, spécialisé dans la production de films et de disques. C'est le mariage de New-York avec Hollywood, de la distribution avec la production. Soumise à l'accord des actionnaires et des autorités fédérales, l'opération devrait être complétée d'ici deux ans. La nouvelle entreprise, dont le nom sera Time Warner Inc., continuera à être dirigée en équipe par les deux présidents jusqu'en 1991, lorsque la présidence sera confiée à Nicholas Nicholas, actuellement directeur général de Time Inc. et dauphin désigné de la hiérarchie du groupe de presse.

Annulée par les deux présidents — dont le souci primordial semble être de protéger l'image de marque de leurs entreprises respectives — la fusion est présentée comme un « mariage d'amour ». « Nous avons passé en revue l'ensemble de nos activités et nous avons trouvé que des aspects complémentaires », affirme le président de Warner, Steven Ross. Plus réaliste, le président de Time, Richard Munro, assure qu'« aucune des deux firmes n'était accusée d'un rachat », mais ajoute que « la fusion va créer un état comptable si puissant que d'autres acquisitions pourront être envisagées ».

Négoziée depuis plus de deux ans au milieu d'un cortège de rumeurs, la fusion donnera lieu à un échange d'actions n'impliquant aucun rachat.

La valeur boursière des deux sociétés étant égale — environ 55 milliards de francs chacune — « le calcul sera simple », affirme Glenn Britt, le directeur financier de Time. Time Warner Inc. aura une valeur boursière de 110 milliards de francs et un chiffre d'affaires de 62 milliards de francs. Elle formera le plus grand conglomérat de communication dans le monde, devant l'allemand Bertelsmann et le géant anglo-américain News Corp. de Rupert Murdoch. Son concurrent français, Hachette SA, continuera toutefois à dominer le secteur des magazines, y compris aux États-Unis.

Si les spécialistes new-yorkais ont sans doute raison de se montrer plus prudents que les deux présidents dans l'évaluation des chances futures de la fusion — « assembler des pièces ne signifie pas qu'elles vont automatiquement fonctionner comme un ensemble », écrit le New York Times —, force est de constater que les deux entreprises ont beaucoup en commun.

Time Inc., l'un des fleurons de l'argent ancien, indépendant par nature, est une entreprise de presse qui, partie en 1923 de la création de l'hebdomadaire d'informations générales Time par Henry Luce, jeune diplômé de Yale, s'est hissée au firmament grâce au succès de son style chic et conservateur.

Tirant aujourd'hui à près de 4 millions d'exemplaires, Time demeure le porte-drapeau du groupe. Cependant, à mesure que les technologies et les goûts du public — et des annonceurs — évoluent, le groupe se diversifie avec bonheur dans la presse spécialisée et, plus récemment, dans la télévision par câble. Abandonnant en partie l'attitude de fièvre indépendante à l'égard des exigences de la publicité, les successeurs d'Henry Luce créent des magazines spécialisés à tour de bras — environ quatre par an, dont pas plus de deux survivent au-delà de quelques mois, — allant souvent au-devant des désirs des annonceurs.

De cette frénésie naissent quelques très beaux succès financiers, notamment les périodiques à grand tirage Life et People, mais aussi Sports Illustrated et dans un domaine proprement américain, Fortune et Money, qui, comme leur nom l'indique, servent une clientèle de cadres et de rentiers. Ensemble, le tirage des périodiques du groupe atteint 18 millions d'exemplaires.

### De l'histoire de la France aux « cuisines du monde »

Dans l'édition, la filiale Time-Life Books réussit grâce à des livres de culture générale, allant de l'histoire de la France au manuel du parfait bricoleur, en passant par les « cuisines du monde ». Plus sérieuses, deux maisons d'édition, Little, Brown & Co. et Scott, Foresman & Co., fournissent un fonds littéraire et développent dans la distribution, où Le Livre du mois, une autre filiale du groupe, assure des revenus substantiels.

Bien sûr, l'intérêt du groupe penche désormais pour la télévision par câble, où Time Inc. a réussi de manière éclatante. Deuxième propriétaire de réseaux par l'intermédiaire de sa filiale ATC, Time Inc. touche sept millions de foyers. Mais le groupe régit aussi sur les réseaux concurrents grâce à la chaîne payante Home Box Office (HBO), dont les seize millions d'abonnés reçoivent 60 F par mois pour recevoir des films, et Cinemax, une chaîne moins prestigieuse mais également populaire avec sept millions d'abonnés.

C'est dans le domaine de la télévision que Warner Communications apportera un complément inappréciable à Time. Fondée en 1922 à Hollywood, la maison de production Warner Brothers fait partie de la légende depuis longtemps, attirant les plus grandes vedettes de l'écran et du disque (label Warner Records). Dans son acier, Steven Spielberg, Clint Eastwood, Barbra Streisand, Madonna, Prince, Paul Simon, pour ne citer que les plus connus à l'étranger, assurent des revenus proprement fabuleux. Aux films s'ajoutent dix-sept feuilletons de télévision à grand succès (« Dallas », « Falcon Crest ») et, depuis quelques mois, le catalogue de la plus grande maison de production de programmes de télévision, Lorimar Telepictures Corp., rachetée pour 7,5 milliards de francs. Les un million cinq cent mille abonnés aux réseaux câblés Warner complètent le tableau.

« Nous n'avons jamais vu un tel événement dans le secteur », assure l'analyste John Reidy, de la banque Drexel Burnham Lambert, qui pense que « plus rien ne sera jamais pareil dans le monde des médias », et que « Time-Warner sera une firme au pouvoir effrayant ». Malgré la profusion d'amabilités dont ils font preuve, les dirigeants des deux sociétés cachent mal leur ambition de créer sur tout un groupe financier inattaquable et capable de régner sur un secteur en expansion constante dans le monde entier. Comme s'ils ressentent le besoin de prévenir les critiques, MM. Ross et Munro font assaut de nationalisme et se félicitent bruyamment d'avoir ainsi « retenu aux États-Unis une activité inventée par l'Amérique, mais de plus en plus dominée par des intérêts étrangers ».

CHARLES LESCAUT.

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Agnès LAVIGNE et Frédéric TADDEI, ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël, Omar, Alexis, Pascal, le 3 mars 1989, à Neuilly-sur-Seine.

## Fiançailles

— Dominique et Christine JOLLY, Jean-Marie et Monique PELLETIER, ont la joie d'annoncer la naissance de leurs enfants,

Sophie et Nicolas.

123, boulevard de Port-Royal, 75014 Paris. 83, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly.

## Mariages

— Amick CATTIAUX, Mamel METSCH, ont la joie d'annoncer qu'ils se sont mariés le 4 mars 1989.

92150 Surames.

— M. et M<sup>me</sup> Jean CHATEL, M<sup>me</sup> Georges BOURJAC, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Mamela et Jean-Claude,

qui a été célébré à Paris-7<sup>e</sup>, le samedi 4 mars 1989. Ambassade de France, Port-au-Prince (Haïti), 20, rue de la Sorbonne, 75005 Paris.

— Pierre DESCOMPS

Denise COUZIN

née JULIEN,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans la plus stricte intimité.

Sussargues, 34000 Montpellier.

## Décès

— La famille, Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, ont la douleur de faire part du décès de

Gisèle de FAILLY, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de la Couronne de Belgique, présidente fondatrice du CEMEA.

Un hommage sera rendu à sa mémoire, le mercredi 8 mars, à 11 heures, au siège du CEMEA, 76, boulevard de La Villette, Paris-19<sup>e</sup>.

Les obsèques auront lieu à Pierrefonds, dans la plus stricte intimité.

— Les Etablissements du Scarabée, 3, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris-6<sup>e</sup>.

ont la douleur de faire part du décès de sa concubine,

Gisèle de FAILLY.

[Gisèle de Failly a fondé le CEMEA en 1937 avec André Lefèvre, alors délégué général des ESEA, en réalisant le premier stage de moniteurs de colonies de vacances. Femme d'action et de recherche, militante convaincue de l'éducation nouvelle, elle a exercé une influence considérable, en France comme à l'étranger, dans les domaines périscolaires, de la formation, de l'éducation en général, contribuant à faire du CEMEA un grand mouvement pédagogique qui forme chaque année plus de quarante mille stagiaires dans les champs de la jeunesse, de la santé et du travail social.]

CHARLES LESCAUT.

— M<sup>me</sup> André Mercier, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Hédi Dautheville-Guibal, M. et M<sup>me</sup> Didier Dautheville-Guibal, M. et M<sup>me</sup> Alain Mercier, M. et M<sup>me</sup> Henri Souchon, ses enfants, Sandrine, Cyril et Loïc Dautheville-Guibal, Céline, Fabien et Fanny Mercier, Juliette, Camille et Bruno Souchon, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Marcel Casalis, sa sœur, Les familles Lecanard, Casalis et Bruneau, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André MERCIER,

survenu le 3 mars 1989, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 mars, à 10 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-8<sup>e</sup>.

— Heures l'homme qui place en l'Eternel sa confiance. — Psaume XL, verset 5.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Florence et Irène, Hélène et Michel, Karine, Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas POLITIS.

L'enterrement aura lieu au Bon-Pasteur, 177, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup>, mardi 7 mars à 10 h 30.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Louise-Thuliez, 75019 Paris. 194, rue du Château-des-Remiers, 75013 Paris. 11, rue Henri-Monnier, 75009 Paris.

— M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du conseil d'administration, M. Bernard Rocher, maire adjoint chargé de l'urbanisme, Les membres du conseil d'administration, L'ensemble du personnel de l'Atelier parisien d'urbanisme, ont le regret de faire part du décès de

Nicolas POLITIS,

directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme, survenu à Paris, le 2 mars 1989.

(Le Monde du 4 mars.)

— Maguy Sauvagnac et ses enfants, Bruno, Hélène Rimbart et leurs enfants, Françoise, André Allibert et leurs enfants, Geneviève, Maurice Barthes et leurs enfants, Tous ceux qui l'ont aimé, ont le chagrin de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jeanne RIMBERT,

survenue le 21 février 1989, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La célébration religieuse a eu lieu à Istres, le 22 février.

Elle repose au cimetière de Tazilly (Nièvre).

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 42-47-96-03  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 83 F  
Abonnés et actionnaires ... 73 F  
Communications diverses ... 86 F

— M<sup>me</sup> Raymond Salmon, Ses enfants, petits-enfants, Et les anciens « Fançons rouges », ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond SALMON,

survenu le 2 mars 1989, à Suresnes (Hauts-de-Seine).

Un dernier hommage lui sera rendu le mardi 7 mars, au funérarium du Mont-Valérien, 42, chemin des Coudres, à Nanterre (Hauts-de-Seine), de 17 heures à 18 heures.

— Marguerite Schneider, son épouse, Eric Schneider, Christian Clamens, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Campoli et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Michel Piot et leurs filles, M. et M<sup>me</sup> René Rind et leurs enfants, Anita Rind et Mamel Lucbert, Laurence Bogaie, Les familles Schneider, Vayssette, Renauld, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur

Jean-Jacques SCHNEIDER, ancien interne des Hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique, attaché-consultant à l'hôpital Saint-Antoine, attaché d'enseignement à l'université Paris-VI.

leur époux, père, beau-père, grand-père, frère, neveu, oncle, cousin, beau-frère, survenu le 3 mars 1989, à Paris, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu le jeudi 9 mars, à 13 heures, 23, rue de Chaligny, Paris-12<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière de Vaugrard, 320, rue Lecourbe, Paris-15<sup>e</sup>.

335, rue Lecourbe, 75015 Paris.

— M. Edmond Uhart, son épouse, M<sup>me</sup> Catherine Uhart, M. François Uhart, M. Nicolas Uhart, ses enfants, M. Henri Martinand, son frère, sa femme et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, Chauvonn, Lagier, Bouteiller, Sarrazin, Basset, Sannois, Colomb, Adhemar, Darmedru, Troulalas, Et toutes les personnes amies, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Louise UHART,

née Martinand, Sa bonté, sa douceur et son intelligence nous manqueront toujours.

La levée de corps aura lieu le mercredi 8 mars, à 7 h 30, au 12, rue Méchain, Paris-14<sup>e</sup>.

La cérémonie sera célébrée à 14 heures, en l'église de Simandre-sur-Suran (Ain), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

8, rue du Val-de-Grâce, 75005 Paris. 6, rue Leneveux, 75014 Paris.

— Gisèle Weller, son épouse, Zoé et Louis, ses enfants, ont fait part du décès de

Jacques WELLER,

chef de bataillon, ancien officier du 11<sup>e</sup> choc, chevalier de la Légion d'honneur, survenu dans sa cinquante-septième année.

Une messe sera célébrée le mercredi 8 mars 1989, à 15 heures, en l'église de Bierville (Seine-Maritime).

Les Ecuries de Bierville, 76750 Bierville.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Jacqueline Pichal, Ainsi que toute la famille, très touchées par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

docteur Guy PITCHAL,

et dans l'impossibilité de répondre individuellement à tous, prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue.

## Communications diverses

— Le forum « Contact ESME SUDRIA 89 » (ingénieurs-étudiants-industriels) aura lieu, cette année, au Pullman Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris-14<sup>e</sup>, de 10 heures à 19 heures, les vendredi 10 et samedi 11 mars 1989.

Renseignements : Tél. (1) 45-67-86-78.

**POMPE FUNÈRES**  
**BOBLOT**

## ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

N<sup>o</sup> VERT 05.45.22.27 PERMANENCE 24 H SUR 24 H

## Le poids de deux empires

TIME Inc.	
Chiffre d'affaires (88) : 4,5 milliards de dollars	
Profit net (88) : 289 millions de dollars	
Ventilation des profits :	
Périodiques .....	39 %
Livres .....	20 %
Programmation câble .....	23 %
Abonnements câble .....	18 %
WARNER COMMUNICATIONS	
Chiffre d'affaires (88) : 4,2 milliards de dollars	
Profit net (88) : 423 millions de dollars	
Ventilation des profits :	
Films et programmes TV .....	37 %
Disques .....	49 %
Abonnements câble .....	11 %
Edition .....	3 %

## La distribution gratuite de France-Soir Ouest

## Le pari du groupe Hersant se heurte à l'hostilité des kiosquiers

France-Soir dépeint depuis de nombreuses années. En 1987, il vendait 318 000 exemplaires. En 1988, en dépit des efforts de rénovation de ses rubriques et de l'arrivée à sa tête de Philippe Bouvard, sa diffusion se situait en-dessous de 300 000 exemplaires. Son jeune PDG, Philippe Villin, a décidé de lancer une opération de dernière chance, fondée sur la reconquête de la région parisienne.

Son arme ? La diffusion gratuite une fois par semaine dans vingt-sept communes de la région parisienne (Yvelines et Hauts-de-Seine) de 300 000 exemplaires de France-Soir Ouest. Un quotidien double qui comprend, en plus du France-Soir classique, un supplément de huit pages en quadrichromie réalisé à partir d'informations locales et largement ouvert à la publicité. « La région parisienne est un formidable réservoir de publicités locales et de petites annonces, grâce à ses douze millions d'habitants », note Philippe Villin. Ni France-Soir, ni le Parisien n'ont réussi à toucher cette zone. Il s'agit de créer un véritable grand support de publicité.

Le projet de Philippe Villin consiste à jouer sur l'effet promotionnel de la diffusion gratuite de France-Soir Ouest. Et de favoriser ainsi la rénovation rédactionnelle du quotidien.

Le premier coup de l'opération France-Soir Ouest a été donné jeudi 2 mars. Avec un succès mitigé. « Nous avons perdu 9 % sur le terrain », admet Philippe Villin, car plusieurs kiosquiers ont refusé de vendre France-Soir. Ils estiment que France-Soir Ouest constitue une concurrence pour eux et un manque

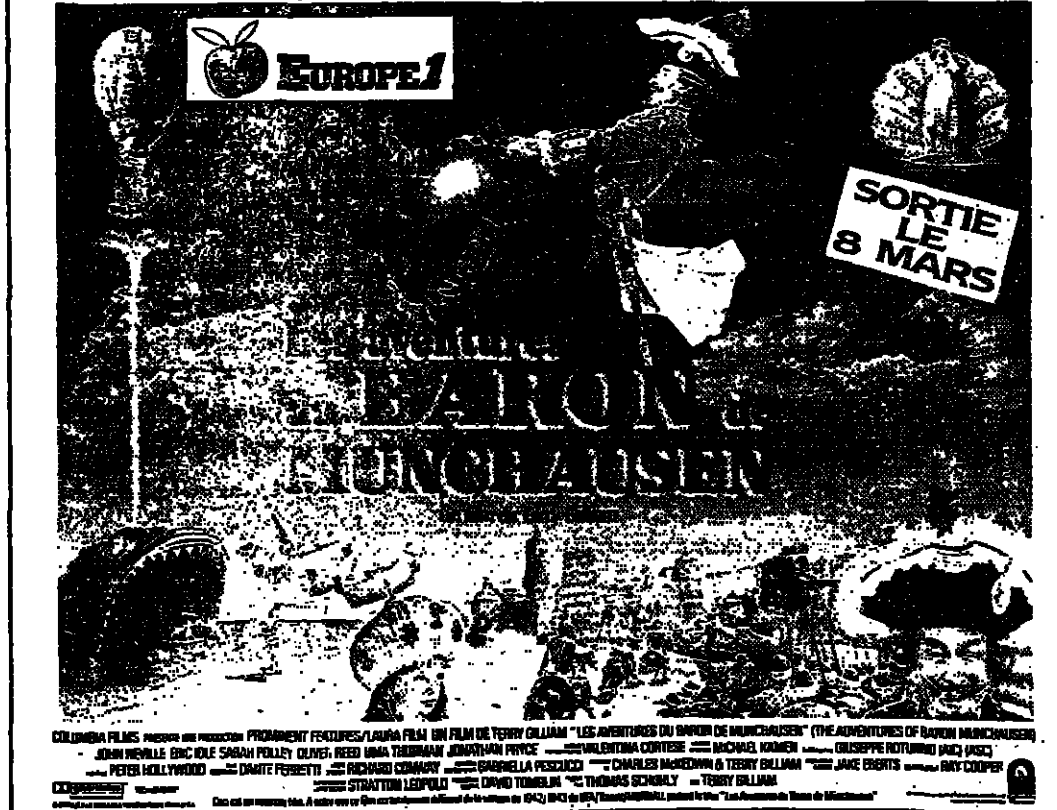
à gagner. Claude Rouxel, secrétaire du Syndicat professionnel des commissionnaires de presse, qui regroupe deux mille kiosquiers et ses rubriques de la presse, s'insurge contre France-Soir Ouest. « M. Villin se trompe, dit-il, on ne relance pas un journal en le distribuant gratuitement un jour et en le faisant payer les autres jours. Il nous spolie de nos efforts et nous vole nos clients. » L'Union nationale des syndicats de diffuseurs de presse et de l'édition (UNSPDE) adopte le même ton. A Versailles, à Boulogne-Billancourt, de nombreux marchands de presse ont suivi le mot d'ordre : « France-Soir dans les tiroirs ».

Pourtant, Philippe Villin ne se décourage pas. « Je n'ai pas le choix, il faut plutôt donner un électrochoc que favoriser la politique des petits pas comme le fait le Parisien. Il ne gagne des lecteurs que grâce à son Bingo, et sa nouvelle formule rédactionnelle est sinistre ».

Faux, répliquent fermement M. Martin Després, directeur général du Parisien : « L'opération de Philippe Villin est un écran de fumée. Il vise principalement un marché publicitaire. Il suffit de regarder les chiffres de vente pour constater que l'aménagement de la formule rédactionnelle plait aux lecteurs. Alors que France-Soir continue de chuter, le Parisien vendait 365 000 exemplaires en 1987, 375 000 exemplaires en 1988 et nous prévoyons d'en vendre 409 000 exemplaires cette année ».

YVES-MARIE LABÉ.

## APRÈS BRAZIL, LA NOUVELLE FOLIE DE TERRY GILLIAM.



5502 من الأصل



LA RETRAITE ET L'EMPLOI

# Un couple infernal

Les entreprises ne doivent plus résoudre leurs problèmes d'effectifs en forçant au départ des travailleurs âgés.

COMMENT vont évoluer les retraites et surtout de quelles possibilités d'action dispose-t-on sur cette évolution ? Ce sont aujourd'hui les interrogations majeures en matière de protection sociale. A moyen terme, les projections faites en juillet 1988 pour la commission des comptes de la Sécurité sociale sont en effet pessimistes. Entre 1987 et 1992, à législation constante, le nombre de retraités du régime général augmenterait de 25 % environ (4,7 % par an), accroissant de quelque 46 % la note à payer.

La retraite à 60 ans (droit à la retraite à taux plein, avec 37,5 ans de cotisation) n'a pas complètement achevé sa montée en charge : en 1987, sur les 500 000 personnes ayant pris une retraite du régime général, 26 % avaient 65 ans, 42 % 60 ans et 11,6 % 61 ans. Prennent encore leur retraite à 65 ans notamment certains salariés placés en « garantie de ressources » avant 1982 : 95 000 en 1987, 50 000 environ en 1988, 45 000 peut-être en 1989.

L'évolution pourrait sans doute s'inflechir par la suite : les calculs faits il y a trois ans par le Commissariat général du Plan aboutissaient à une croissance totale des charges de 48 % entre 1985 et 1995, de 84 % entre 1985 et 2005. Les besoins de financement

dépendent largement de la situation de l'emploi, le maintien en 1989 et au-delà de la croissance des effectifs salariés constatée en 1988 les réduirait de moitié à l'horizon 1992. A l'horizon 2000, selon les calculs du Commissariat du Plan, il faudrait augmenter de 20 % le taux de cotisation par rapport au niveau de 1985 si le chômage se maintenait au même niveau, de 10 % seulement s'il revenait à celui de la fin des années 70.

## Des chômeurs dissimulés

Mais l'emploi joue de multiples façons. Il a largement contribué depuis les années 70 à l'abaissement de l'âge de départ à la retraite constaté dans l'ensemble des pays industrialisés, malgré la grande diversité des systèmes de retraite et des montants de pension. La baisse du taux d'activité des plus de 60 ans constatée dans tous ces pays est en bonne partie liée à l'évolution de l'emploi : « Un grand nombre de travailleurs âgés n'ont pas cessé leur

activité de leur plein gré, mais y ont été matériellement ou moralement forcés en raison des déséquilibres du marché du travail », note l'étude sur « La réforme des services publics de pensions » publiée fin 1988 par l'OCDE.

En France, selon le sondage annuel de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, fin 1988, moins de 42 % des personnes qui ont demandé à toucher leur retraite étaient encore en activité, 17,3 % au chômage ou en pré-retraite, 29,1 % étaient inactives et 8 % malades ou invalides. La proportion d'actifs tend à s'accroître depuis plusieurs années, mais surtout par la baisse du nombre de femmes inactives (effet de génération). En revanche, la proportion de chômeurs ou de pré-retraités ne varie pas malgré l'amélioration de l'emploi depuis la fin de 1987. Et d'autres observations amènent à se demander si une partie des « inactifs » voire des malades ou invalides (dont la proportion augmente un peu) n'étaient pas des chômeurs dissimulés.

Les statistiques de l'emploi peuvent confirmer cette analyse.

Le taux de chômage des plus de cinquante ans au sens du Bureau international du travail (BIT) (c'est-à-dire à la recherche d'un emploi et immédiatement disponible) n'est que de 7,6 % - inférieur à celui des vingt-cinq - quarante-neuf ans. Mais beaucoup n'y sont pas pris en compte. Avec les préretraités du Fonds national de l'emploi (191 500) et les chômeurs dispensés de recherche d'emploi (229 500), le nombre fait plus que doubler. Ainsi peut-on évaluer à au moins 15 % la proportion des plus de cinquante ans privés d'emploi.

Or ceux-là sont quasi automatiquement - sauf ceux placés en « garantie de ressources » avant 1992 - déversés dans la retraite lorsqu'ils arrivent à soixante ans : les hommes en particulier, en raison de leur âge de début de carrière, ont atteint voire dépassé les cent cinquante trimestres nécessaires pour la retraite à taux plein. En fait si l'on écarte les vrais inactifs (dans ces générations, essentiellement des femmes), un demandeur de retraite sur trois est sans emploi. Or, en d'autres termes, un homme sur trois n'a pas vraiment choisi le moment de son départ à la retraite. C'est en réalité son entreprise qui l'a choisi, quelques années plus tôt.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 22.)

## Les heureux des « trente glorieuses »

UNE image assez heureuse de la retraite, sur le plan matériel, social et psychologique : un épanouissement pour la plupart des individus, avec quelques laissés-pour-compte : c'est ce que révèle la vaste enquête, menée de 1981 à 1984 sous la direction du démographe Paul Paillet, avec l'appui d'institutions de retraite (1), sur deux cohortes de séniors suivies pendant trois ans au moment de leur passage à la retraite.

L'étude qui vient d'être publiée montre comment ce passage est marqué par l'activité professionnelle antérieure (2). Sur le plan matériel d'abord. La baisse des revenus du ménage est moindre qu'on ne le pensait : 20 % pour ceux qui ont pris leur retraite vers soixante ans, 15 % même pour ceux qui l'ont prise vers soixante-cinq.

Artisans des « trente glorieuses », les nouveaux retraités ont connu dans les années 60 des périodes de forte activité avec des horaires élevés (et notamment des heures supplémentaires) et ont plutôt vu leur salaire plafonner dans les années 70 (voire diminuer, 20 % d'entre eux ayant subi une déqualification). La règle des « dix meilleures années » introduite en 1972 pour l'assurance-vieillesse leur a profité.

## Une liberté nouvelle

Aujourd'hui, la très grande majorité des retraités dispose de réserves leur permettant de faire face à une dépense inattendue à hauteur de leur revenu mensuel. De surcroît, ils ont bénéficié de la politique d'accès à la propriété menée depuis les années 60, puisque la moitié d'entre eux étaient propriétaires de leur logement. Autre marque de cette période : la plupart des salariés sont restés dans la même branche d'activité et leur dernier emploi a duré longtemps, même si 14 % d'entre eux ont connu le chômage.

Le passage à la retraite n'entraîne pas de stress, de troubles de santé, ni a fortiori la surmortalité parfois signalée. On n'a pas non plus constaté de crise du couple, d'autant que, souvent, la femme, plus jeune, est restée plus longtemps en activité. Le sentiment dominant est celui d'une liberté nouvelle : « pouvoir s'organiser » enfin, après les années de contrainte de la vie professionnelle, même si la plupart gardent un bon souvenir de celle-ci.

On ne constate pas non plus de restriction des contacts

sociaux. La famille dispersée géographiquement reste unie : les rencontres sont fréquentes avec les enfants et les petits-enfants (les deux tiers se voient au moins une fois par semaine, notamment pour le rituel repas de famille). Relations d'autant plus fréquentes qu'un quart des « cinquante-neuf ans » ont encore au moins un de leurs parents en vie. Les échanges de services (notamment la garde des enfants) tiennent une place moins importante qu'on ne le croit.

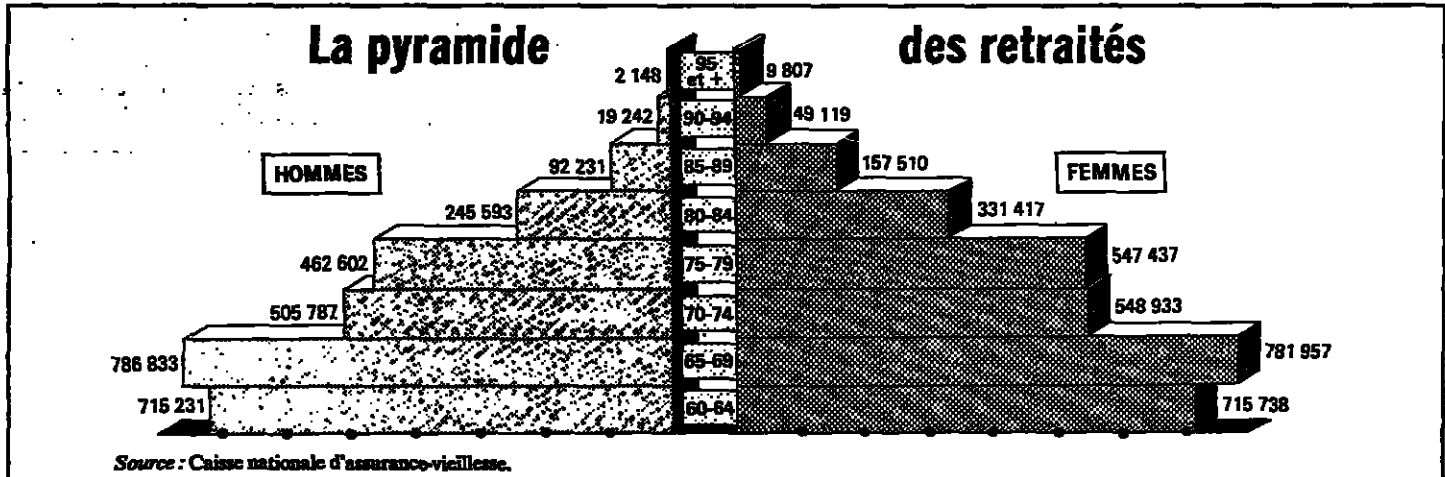
Peu surprenant est la progression des activités de loisir (certains nouveaux retraités se montrant même hyperactifs pendant les premières années), notamment des activités physiques et des vacances. Mais ces activités restent marquées par le niveau social et pas seulement pour ce qui concerne le domaine culturel : les cadres supérieurs font plus de sport, les cadres moyens préférant le bricolage ou le jardinage.

## Les femmes défavorisées

Sur ce tableau très majoritairement euphorique, tranchent deux catégories défavorisées. D'abord une minorité qui a cumulé les handicaps - un faible niveau scolaire, un travail peu gratifiant et mal payé, un mauvais état de santé - et mené une vie repliée : la retraite ne fait alors qu'accroître le isolement et l'insuffisance des ressources. Cette minorité, qui a une vue constamment négative de son existence, constitue pour les régimes de retraite un objet d'étude et de préoccupation, comme l'a souligné M. Roger Meudec, président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, à l'occasion de la sortie de l'ouvrage.

Les femmes ensuite sont souvent pénalisées. Elles ont en moyenne des ressources plus faibles que celles des hommes et doivent souvent prolonger leur activité pour atteindre une retraite convenable. Lors de cette retraite, leurs relations sociales sont souvent plus limitées.

G. H.



Près de la moitié (48 %) des anciens salariés à la retraite ont moins de soixante-dix ans et 21 % moins de soixante-cinq ans. Mais un retard de la prise de retraite ne se ferait sentir que progressivement : une baisse de 10 % des entrées à soixante ans ne réduirait que de 0,5 % le stock la même année. Au-delà de soixante-cinq ans, le nombre de femmes l'emporte largement sur celui des hommes.



## DU DÉCLIN AU REGAIN...

# Le trompe-l'œil

La France ne souffre pas d'un retard de croissance, mais se trouve à la remorque de la conjoncture internationale.

par MICHEL AGLIETTA (\*)

COMME une girouette affolée, le baromètre médiatique a sauté de la dépression la plus profonde au beau fixe éclatant. Il y a un an, ce n'étaient que lamentations sur le déclin. Que soit venue une année de bonne conjoncture plutôt inattendue, les professionnels de l'éphémère sont parvenus de frissons d'allégresse.

La crise est finie ! clame-t-on péremptoirement. Même la balance commerciale, cette bête noire des commentateurs de la conjoncture économique, ne fait plus peur. Dans l'optimisme ambiant, le déficit d'aujourd'hui est le gage du rétablissement de demain, via les investissements tant espérés.

Il faut cependant reconnaître que le gouvernement n'a pas chanté à l'unisson. Il a même délibérément choisi un profil bas devant le regain de toxicité du marché du travail. Ni la reprise timide des créations nettes d'emplois ni la vague des revendications salariales dans le secteur public ne l'ont fait broncher, du moins dans le discours.

Quelques coups de pouce budgétaires grâce à des rentrées fiscales supérieures aux prévisions ; mais le regard demeure fixé sur la ligne fatidique du cours plafond du mark. Toute la politique économique y est suspendue. Est-ce le meilleur moyen d'entretenir la

flamme vacillante d'une croissance encore si fragile ? Exagération de l'embellie ou prudence excessive ? Ce n'est pas la meilleure manière de poser nos problèmes économiques. Reconnaissions qu'une phase de notre pénible adaptation à l'ouverture s'est achevée et que des résultats remarquables ont été atteints. La désinflation est confirmée, la santé financière des entreprises est consolidée, la libération financière s'est accomplie sans drame jusqu'ici.

## Des faiblesses cachées

Il est temps de faire un examen de conscience de nos péchés structurels. Car la trop grande modestie sur l'estimation des marges de manœuvre que nous pouvons acquiescer serait une faute aussi grave que la vanité imprudente de croire à une autonomie recouvrée.

Il n'est pas si facile de définir les faiblesses structurelles de la

France. Car nous ne souffrons pas d'un retard d'expansion. Malgré les péripéties de la crise, la croissance française mesurée sur les vingt dernières années continue à faire bonne figure. Elle a été en moyenne de 3,3 % l'an contre 2,8 % en Allemagne, 2,6 % aux États-Unis et 2,2 % en Grande Bretagne, mais 5,3 % au Japon. La France est presque à égalité avec l'Allemagne pour le niveau du PNB réel par tête, pas très loin des États-Unis et des pays scandinaves.

Les ressources intellectuelles du pays et ses réalisations scientifiques le mettent dans le peloton de tête des pays européens. Pourtant, nous avons une fragilité dans nos capacités de réponse aux durcissements de la concurrence et aux perturbations de l'économie internationale que la plupart des autres pays de niveau de développement similaire n'ont pas. Cette fragilité est d'autant plus difficile

(\*) Professeur à l'université de Paris-X-Nanterre.

à repérer et à combattre qu'elle n'a pas un seul responsable. Elle se trouve dans les ajustements qui s'opèrent à tous les niveaux de l'organisation économique.

La diminution des coûts salariaux unitaires ne rend manifestement pas les entreprises capables de faire des choix industriels qui leur assurent, dans les domaines où elles sont engagées, des parts de marché robustes face aux incertitudes de la conjoncture internationale. Les négociations salariales, même lorsqu'elles n'ont pas été éparpillées dans les entreprises, n'ont aucune perspective à moyen terme. Évoluant au gré des rapports de forces instantanés, elles ne livrent aucun compromis stable sur lequel bâtir une politique de développement de l'emploi.

La décentralisation administrative a certes redonné du prestige et du pouvoir aux notables. Mais elle n'a guère suscité des initiatives locales pour créer des activités capables de réduire les coûts de la production sociale et d'améliorer le contenu en emplois d'un rythme donné de croissance. Enfin, les gouvernements successifs ont curieusement combiné une déréglementation à l'anglaise et une politique économique à l'allemande.

(Lire la suite page 22.)

**orientations**  
SERVICE

**Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :**

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle  
Adresse : \_\_\_\_\_

Niveau d'études actuel	Ville	Age
Classes Préparatoires		
Grandes Ecoles, Commerce, Gestion		
Ecoles à Vocation Internationale		
Vente, Commerce, Gestion, Distribution		
Grandes Ecoles Scientifiques		
3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion		
Administration Militaire : Commissariats		
Architecture		
Architecture d'Intérieur		
Arts Graphiques		
Assurances		
ITS Automobile		
Cinéma		
Communication et Culture		
Communication dans l'Entreprise		
Communication, Publicité		
Communication Audiovisuelle		
Comptabilité		
Concours Ecole Normale		
Cours par Correspondance ITS		
Cours par Correspondance Sciences Po		
Cours de Vacances et de Soutien		
Danse		
Design, Design Industriel		
Electronique		
Expérience Comptable		
Expérience Vautelle		
Formations Artistiques Appliquées		
Formation Génie		
Gestion Financière		
Gestion du Personnel		
Immobilier		
Informaticien		
Ingénieur Chimiste		
Journalisme		
Logistique Production		
Maintenance d'Ordinateurs		
Management d'Homme		
Marché de l'Art		
Optique		
Para-Médical		
Prothèse Dentaire		
Recherche Scientifique		
Revoir le Baccalauréat		
Sciences-Bureautique		
Sciences Sociales et Politiques		
Tourisme		
Système de Mode		

## LES TRANSPORTS ROUTIERS EN EUROPE

## La grande peur des camions néerlandais

ON les voit partout en France, ces camions néerlandais. Ils font même un malheur avec leurs tarifs inférieurs de 25 % à 30 % à ceux des concurrents français. Pour l'instant, ils se bornent à effectuer du transport international, mais ils se tiennent prêts à venir caboter, en France, dès que le grand marché européen sera devenu une réalité, afin de transporter des colis et des machines, par exemple entre Rambouillet et Cherbourg, comme s'ils étaient des transporteurs bien de chez nous.

La bonne santé des transporteurs routiers des Pays-Bas crève les yeux. Ils viennent d'être contraints, par une grève partielle, de lâcher quelque

3 % d'augmentations salariales pour 1989 alors que l'inflation dans leur pays est inférieure à 1 % et qu'ils ne voulaient pas dépasser ce niveau. Mais comment pouvaient-ils résister aux revendications de leurs salariés alors que leur trafic a crû l'an dernier de 17 % et leurs bénéfices de 9 % ?

Prenons la balance commerciale du transport entre la France et les Pays-Bas. Les routiers néerlandais assurent 50 % du trafic, les Français 28 %, et le solde est achevé par les Espagnols et les Belges. Et sur les 28 % de la part française, la moitié environ est réalisée par des filiales de transporteurs bataves.

**Les Bataves assurent 27 % du trafic communautaire grâce à un excellent taux de remplissage et au maniement des langues.**

Autant dire que les Néerlandais n'ont peur ni de 1993, qu'ils appellent de leurs vœux, ni d'être achetés par des étrangers.

« Non, dit M. W. L. Laman Trip, président de la Fédération nationale des transports routiers, parce que c'est nous qui achetons des sociétés dans le reste de la Communauté. En Allemagne de l'Ouest, par exemple, nous détenons trois cents filiales, alors que les Allemands n'en détiennent qu'une trentaine chez nous. » Par quel miracle les Pays-Bas, petit pays, sont-ils parvenus à battre à plate couture les transporteurs des « grands » de la CEE et à s'adjuger 27 % du trafic routier à l'intérieur de la Communauté ?

« Ils trichent », répondent leurs concurrents, qui soulignent que bien des camions néerlandais dépassent les 40 tonnes de chargement réglementaires. L'Observatoire économique et statistique des transports français (OEST), a répertorié les avantages dont ils profitent, grâce à une fiscalité plus légère en matière de droits d'admission à la profession et surtout en raison d'un carburant moins imposé.

## Le fret de retour

« Peut-être, réplique M. Laman Trip, mais nos coûts de main-d'œuvre sont de 10 % à 15 % supérieurs à ceux de nos concurrents. Effectivement, le chauffeur-routier néerlandais le mieux payé gagne environ 15 000 F par mois et son camarade français 13 000 F.

« Ce n'est pas tant que nos transporteurs soient les moins chers, mais ils pratiquent un excellent rapport qualité-prix », explique M. W. A. Van Zijst, du ministère des transports et des travaux publics. Ils peuvent le faire parce qu'ils réalisent un taux remarquable de remplissage de leurs camions, 85 % environ. Ils jouent de l'ordinateur : leurs commerciaux cherchent du

chargement : leurs chauffeurs téléphonent plusieurs fois par jour au siège social et se dévouent pour compléter leur cargaison. C'est rare qu'ils reviennent à vide. »

Il faut dire que la solidarité néerlandaise est sans faille et que les transporteurs bataves sont un peu devenus les Chinois de l'Europe. Un groupe de travail réunit les représentants du ministère, les délégués syndicaux et les patrons, afin d'envisager tous les aspects d'un développement accéléré. Des représentants des organisations patronales sillonnent l'Europe et contactent les postes douaniers « à problème » pour avoir plus qu'à téléphoner en cas de blocage administratif. Toute la profession est mobilisée.

« Nos chauffeurs parlent français et ont reçu une formation », déclare M. Koert Damveld, de l'entreprise Mees Transport, spécialisée dans le groupage vers la France. C'est indispensable pour franchir facilement les contrôles policiers et douaniers, car nous réalisons 65 % de notre chiffre d'affaires en transport international.

Le transport sec, c'est fini. L'ensemble des professionnels préfèrent parler de « logistique » et se tiennent prêts à satisfaire les besoins de leurs clients en matière de stockage, de conditionnement, de distribution, voire de comptabilité. Ainsi, l'entreprise Frans Maas, basée à Venlo, n'hésite-t-elle pas à dire qu'elle réalise un plus important bénéfice en repassant des vêtements pour qu'ils soient présentables au client final, qu'en les acheminant de l'usine au distributeur.

Le dernier atout des Pays-Bas est le pouvoir d'attraction de ses infrastructures. Le port de Rotterdam, où sont déchargés chaque année 1,5 million de conteneurs, l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol et les zones industrielles et de stockage de Venlo, à la frontière avec le RFA, représentent des pliques toutfaites

de premier ordre pour les exportateurs et les importateurs. Les Pays-Bas semblent tendus vers l'objectif de faire de leur pays « l'entrée de l'Europe ». Comme s'il ne suffisait pas que ce qui y entre soit réexporté à 60 %, un organisme, le Holland International Distribution Council, démarché l'Asie et les Amériques pour persuader les exportateurs qu'une base néerlandaise est indispensable. Autant de sources de trafic futur pour les routiers des Pays-Bas.

## De nombreux ennemis

Tout n'est pourtant pas rose pour les transporteurs. Ils se plaignent des Allemands de l'Ouest, qui « dépensent autant d'énergie pour freiner la libéralisation que nous pour améliorer notre compétitivité », selon le mot de M. Laman Trip. Car, de l'autre côté de la frontière, on met beaucoup de bâtons dans les roues des Néerlandais en obligeant leurs marchandises à monter sur les trains pour cause de défense de l'environnement ou en créant des taxes supplémentaires pour les camions étrangers. On se méfie également des collègues espagnols, qui se montrent aussi durs à la tâche, roulent comme personne en Europe, et reviennent 20 % moins cher.

C'est cependant avec Bruxelles et avec la CEE que les transporteurs routiers des Pays-Bas connaissent le plus de soucis. Dans le but d'harmoniser les conditions de concurrence au sein de la Communauté, les fonctionnaires projettent de réduire de 16,44 mètres à 14,80 mètres la longueur maximale des convois routiers. « C'est inacceptable ! tempête M. Laman Trip. Notre capacité de transport serait réduite de 15 %.

Pas question non plus de laisser augmenter le prix du fioul de 0,16 florin (48 centimes) par litre sous prétexte d'une harmonisation des taxes sur le carburant. « Nous ne sommes pas contre cette harmonisation, plaide M. Laman Trip. Elle est inévitable, mais nous demandons à notre ministre, Mme Neelie Smit-Kroes, une compensation par le biais d'un allègement de nos charges sociales. C'est

s'est déjà vu : lorsque l'Etat a supprimé la subvention de 12 % à l'investissement qu'il nous consentait, ces charges sociales ont diminué de 2,3 %.

Actuellement, les transporteurs bataillent pour que la politique routière du gouvernement de La Haye soit infléchie. Les autoroutes et les routes ne suffisent plus pour évacuer le flot des voitures et des camions. Aussi, Mme Smit-Kroes, le ministre de tutelle, a-t-elle conçu un plan de développement du réseau destiné à faire face à une croissance du trafic automobile de 80 % en vingt ans. Les routiers, qui jugent ces prévisions trop timorées, refusent aussi de payer l'extension du réseau routier. Il est, en effet, question que des enregistreurs électroniques facturent automatiquement, à chaque véhicule, une certaine somme lors du franchissement des ponts et tunnels.

Faut-il avoir peur de ces camionneurs néerlandais malins qui parlent tant de langues et qui se tiennent à la disposition des clients pour livrer à temps et en toute sécurité une boîte de cigares en Andorre ou du glucose en banlieue parisienne ?

Oui, si l'on est un petit transporteur français individualiste dont la flotte de véhicules n'exède pas cinq ou dix camions. L'isolement et l'absence de structures commerciales empêchent de remplir convenablement les véhicules et donc de pratiquer des prix compétitifs.

Oui, si les chauffeurs rechignent à travailler soixante-dix heures par semaine et à appliquer rigoureusement les procédures de livraison. Non, si l'on a la taille de Mory ou de Prost. Dans les grandes entreprises, on n'a pas trop de souci à se faire, car la formation effective des chauffeurs et une gestion serrée donnent les clefs de la réussite.

En tout état de cause, on aura du mal, le 1<sup>er</sup> janvier 1993, à distinguer les camionneurs néerlandais qui se seront faits français. Qu'attendent leurs homologues pour implanter, comme eux, leurs structures et leurs camions en terre étrangère ?

de La Haye,  
ALAIN FAUJAS.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

## La rencontre des meilleurs

L'ISA : un 3<sup>e</sup> cycle intensif de formation supérieure au management (MBA) ouvert à des participants de toutes origines universitaires ou professionnelles.

- Les ressources du Centre HEC-ISA (Jouy-en-Josas).
- Un enseignement par groupes compacts et motivés.
- 1 300 postes de haut niveau offerts chaque année aux 100 diplômés.

Admission sur dossier, tests et entretien.

- Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.
- Critères : potentiel, motivation, capacité de travail.

## L'ISA : 16 mois pour un MBA

## Réunion d'information

PARIS

le jeudi 16 mars 1989, à 18 h 30.

Cercle France-Amérique, 1<sup>er</sup> étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>, métro Franklin-Roosevelt.

RENSEIGNEMENTS : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-73-79 ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

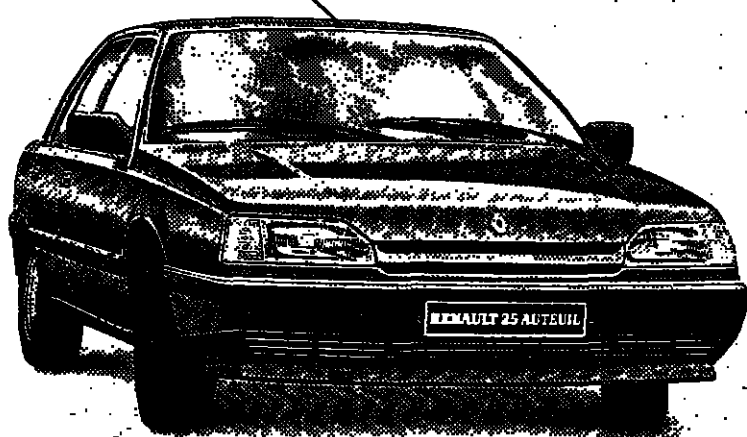


CENTRE HEC-ISA  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Vincennes, St Cloud, toujours le même manège.



Ailleurs, l'herbe est plus verte.



La Renault 25 Auteuil - 711<sup>F</sup> par mois la 1<sup>re</sup> année.

Pour gagner, moi, Monsieur Financement, je vous propose une solution qui va dans votre sens. La Renault 25 Auteuil TS, en location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 40 600 F (dont 25 375 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 15 225 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 711 F, 12 loyers de 1 167 F, et 36 loyers de 1 917 F. Coût total en cas d'acquisition 131 437 F. Renault 25 Auteuil TS, Série Limitée, prix TTC au 24.02.89 : 101 500 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F. 321 490 700 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS, Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement, chez votre concessionnaire ou au 05.25.25.25



WVZ 24-11

DIAC

RENAULT



L'INDUSTRIE, LES SERVICES ET L'EMPLOI

# Mercure contre Vulcain ?

**Le choc européen risque d'entraîner une poursuite de la baisse des effectifs industriels alors que les services représenteront en 2000 les trois quarts de l'économie.**

par MICHEL GASPARD (\*)

**P**EU-ON penser que « l'industrie va prendre le relèvement des services en matière de création d'emplois » dans les années 70, la croissance des revenus réels et le resserrement des inégalités entraînaient une forte croissance de la demande et de l'emploi dans cette catégorie de services. Celle-ci a été freinée dans les années 80 par le ralentissement salarial et par un certain regain des inégalités de revenus.

94 % des emplois créés en France depuis 1978 proviennent de cinq secteurs, tous tertiaires. Rémy Prud'homme affirme que leur dynamisme s'essouffie, et que la poursuite d'une croissance de leurs effectifs est improbable. Quelles évolutions nouvelles pourraient entraîner une rupture de tendance d'une telle ampleur ?

● Pour les services non marchands (rendus principalement par les administrations, centrales et locales), « tout le monde est d'accord pour dire que la pression fiscale doit diminuer ou se stabiliser ». Sans doute : mais ce qui est dit aujourd'hui ne se réalise pas forcément demain, comme l'ont expérimenté après d'autres MM. Jacques Chirac et Edouard Balladur, qui n'ont pu empêcher les prélèvements obligatoires de passer de 44,2 % en 1986 à 44,7 % en 1987.

est un peu plus optimiste... à condition que « les inégalités se perpétuent ». Et pourquoi donc ? Dans les années 70, la croissance des revenus réels et le resserrement des inégalités entraînaient une forte croissance de la demande et de l'emploi dans cette catégorie de services. Celle-ci a été freinée dans les années 80 par le ralentissement salarial et par un certain regain des inégalités de revenus.

Mais demain plus encore qu'hier, les catégories à faibles revenus ne demanderont qu'à acheter davantage de services d'aide et de soins personnels, sortir au spectacle, opter pour des vacances à plus fort contenu de prestations... dès lors qu'elles auront les moyens financiers. La croissance et la réduction de l'inégalité des revenus seront alors un moteur puissant de la création d'emplois de services marchands.

● La croissance très rapide des services aux entreprises ne serait qu'une illusion d'optique, liée à l'externalisation : bien connue de certaines fonctions (nettoyage, gardiennage, intérim...) ; les emplois concernés « devraient être considérés comme des emplois industriels ». C'est oublier que les services aux entreprises travaillent déjà au

moins autant pour les entreprises de services que pour celles des branches industrielles ; et d'autre part que les fonctions tertiaires se développent conjointement dans les entreprises et en dehors d'elles, dans un processus où les complémentarités sont plus fortes que les substitutions (Informatique, conseil, communication, fonctions commerciales...). Aurait-il fallu, il y a un siècle, considérer les emplois de l'industrie de la chaussure comme des emplois agricoles sous prétexte que les paysans, jusqu'alors, fabriquaient leurs souliers à la maison ?

● Le croisement de l'emploi des cafés, hôtels et restaurants serait près de se tarir. Pourquoi ? Parce qu'elle proviendrait de ce que « les femmes qui travaillent ne peuvent pas faire à déjeuner et veulent moins faire à dîner » ; or, le nombre de femmes qui travaillent ne devrait plus augmenter. Que M. Prud'homme consulte les projections démographiques de

L'INSEE, et il constatera que la saturation de la croissance de l'activité féminine n'est pas attendue avant 2005, ce qui laisse encore un peu de temps aux économistes de sexe masculin pour apprendre à faire la cuisine.

Et ce ne serait pas sombrer dans un sociologisme excessif que de reconnaître que le développement du secteur des hôtels-café-restaurants n'est pas lié seulement aux transformations de la fonction alimentaire : mais aussi et d'abord à celles de la sociabilité, de la convivialité, de la communication, des loisirs et des vacances... Bref, de la culture du quotidien.

● Le secteur financier a créé des emplois mais n'en créera plus pour cause d'informatisation. Ce point de vue peut être contesté dans la mesure où de nouvelles fonctions et activités financières (conseil, diversification des formes de placement et de crédit...) peuvent compenser le

déclin des emplois traditionnels. Toutefois, il est clair que ce secteur ne peut représenter un potentiel important d'emplois nouveaux, en particulier parce que sa taille (2,5 % de l'emploi total) est bien plus faible que celle des autres secteurs évoqués ci-dessus.

Si l'on met donc à part ce dernier cas, les arguments qui laisseraient prévoir un tarissement de l'emploi tertiaire paraissent bien faibles. Ils vont à l'encontre de tous ceux qui expliquent le dynamisme des créations d'emplois dans les services et laissent attendre pour demain la poursuite — et, espérons, l'accélération — de ce mouvement, dans les activités existantes comme dans des activités nouvelles, dans les branches de services marchands aux entreprises et aux ménages comme dans les services non marchands.

## Le miracle répété

Peut-on croire que l'industrie peut retrouver demain le rôle moteur qui a été le sien dans les années d'après-guerre pour le développement économique et la création d'emplois ? Compte tenu des gains de productivité du travail attendus, nécessaires à la simple préservation et si possible à l'élargissement des parts de mar-

ché de l'industrie française, celle-ci ne pourrait seulement maintenir ses effectifs, à l'horizon de 1993, que si ses débouchés globaux augmentaient chaque année de 4 % à 5 % en volume.

Cela supposerait que la reprise industrielle de 1988, que les conjoncturalistes considèrent comme miraculeuse et qui n'est peut-être qu'un rattrapage, se reproduise chaque année de 1989 à 1992. Souhaitons ce miracle répété, avec Rémy Prud'homme : cela n'empêcherait pas la poursuite d'une élévation du chômage dans notre pays, si les branches tertiaires n'apportaient pas 150 000 à 200 000 emplois supplémentaires chaque année ; et cela ne permettrait encore que de stabiliser le chômage, non de le faire régresser.

Dure est la loi de la pesanteur économique, mais c'est la loi. Les activités tertiaires constituaient à peine 50 % de l'économie en 1970 ; elles en représentent aujourd'hui environ les deux tiers, et en représenteront, probablement, près des trois quarts en l'an 2000. Il faut tirer les conséquences de cette perspective, ce qui ne signifie pas abandonner l'industrie à son triste rôle de bourreau de l'emploi.

Nous avons besoin de politiques de soutien à l'investissement, à la modernisation, à la compétitivité de l'industrie. Mais ce serait s'illusionner que d'en attendre des créations d'emplois massives : le choc de l'Acte unique européen risque au contraire d'entraîner une poursuite de la baisse des effectifs, dans le nombre de branches industrielles.

Nous avons également besoin de politiques nouvelles d'incitation à la création d'entreprises tertiaires et au développement des activités de services existantes, en particulier (mais pas seulement) parce que l'avenir de l'emploi en dépend. Mais surtout, n'opposons pas les uns et les autres, car elles sont complémentaires.

La France a connu trop de guerres de religions en tous genres pour que ses économistes en ouvrent une nouvelle aujourd'hui. Hermès-Mercure, le dieu grec des médecins, des commerçants et des prestataires de services, ne doit pas s'affronter au dieu des forgerons et des industriels, Vulcain-Héphaïstos : ils doivent au contraire travailler ensemble.

(\*) Chargé de mission auprès du commissaire au Plan.

## Un moteur puissant

La pression de la demande et des besoins est énorme. Leur satisfaction sera d'autant plus facile que la croissance sera plus rapide (un point de croissance génère 30 milliards de francs de dépenses publiques supplémentaires, à taux de prélèvement constant) ; mais quoi qu'il en soit l'amélioration de l'efficacité des services publics, dont nul ne conteste la nécessité, n'est pas synonyme de blocage des effectifs : qui oserait affirmer que le nombre d'enseignants ne doit plus augmenter ?

Il faut par ailleurs avoir une vision large du « service non marchand », qui se développe au niveau régional et local, sous des formes et avec des financements très divers probablement davantage que dans la logique de l'administration centralisée caractéristique des trente dernières années.

● Pour les services marchands aux particuliers, M. Prud'homme

# Le tertiaire, toujours le tertiaire

**Les activités de formation, d'assistance, d'expertise progressent à vive allure tandis que l'industrie continue de s'automatiser.**

par JEAN GADREY (\*)

taire, conduisent différents observateurs à envisager ou à recommander d'autres scénarios, où l'industrie serait à même de relayer les services dans la fonction de création d'emplois. Rémy Prud'homme a récemment rassemblé et résumé de tels arguments (le Monde daté 24 janvier 1989) dans une contribution intitulée « L'industrie à la rescousse ».

Pourtant, nombre des facteurs qui expliquent l'expansion remarquable et régulière de l'emploi tertiaire depuis les années 60 continuent à jouer aujourd'hui, alors qu'à l'inverse l'automatisation de l'industrie se poursuit, augmentant l'efficacité du système productif tout en réduisant l'emploi industriel.

## Des besoins des ménages...

Commençons par les services aux ménages, qu'ils soient marchands (par exemple : hôtellerie, restauration, garages, loisirs, communications), ou « mixtes » (éducation) ou « mixtes » (santé). La plupart d'entre eux répondent à des besoins individuels et collectifs qui s'affirment avec force, même quand les revenus individuels ou les budgets régionaux ou nationaux en limitent la satisfaction.

Les transformations en cours des modes de vie (l'« éclatement » de la famille traditionnelle, l'allongement de la durée des études, la progression du salariat féminin, le poids relatif des personnes âgées ou ayant cessé leur activité), induisent des besoins de services d'assistance, de formation, de restauration, de santé, de sécurité, auxquels accéderont et voudront accéder sans aucun doute, dans les prochaines années, un nombre croissant d'individus, surtout si le pouvoir d'achat progresse.

Et ces besoins individuels coïncident dans bien des cas avec des priorités nationales. La France connaît par exemple aujourd'hui un retard considérable en matière de formations secondaires, supérieures et de recherche. Rapprochées au PIB, les dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur placent la France au vingtième rang mondial, loin derrière d'autres pays européens.

Or si, dans certains services, des gains de productivité importants sont possibles (ils ont déjà largement joué dans les banques et l'assurance), il se trouve que, dans la majorité des cas précédents, l'amélioration de l'efficacité des systèmes de services passe beaucoup plus par le nom-

bre et la compétence des prestataires que par une rationalisation du travail inspirée de l'automatisation industrielle. On n'est pas sur le point d'automatiser les activités éducatives, de conseils et de formation, d'assistance ou de soins, et l'affirmation des besoins dans ces domaines constituera donc une forte poussée à la création d'emplois.

## ...à ceux des entreprises

Si l'on envisage maintenant les services aux entreprises, qui enregistrent pour la plupart des taux de croissance de l'emploi sans équivalent dans les autres secteurs de l'économie, on sait mieux qu'ils ne s'analysent pas principalement comme étant des appendices du système industriel (qui « externaliserait » ses services internes), mais bien plus comme des branches ayant une croissance de plus en plus autonome et souvent complémentaire de celle des services d'expertise internes. On embauche aujourd'hui des juristes et des informaticiens à la fois à l'intérieur des entreprises et dans les sociétés de services spécialisées.

Or tout conduit à prévoir une poursuite de cette croissance : l'information, la connaissance et l'expertise progressent à vive allure comme ressources stratégiques pour les entreprises, au point d'être parfois considérées comme de véritables investissements (dont le poids croît actuellement deux fois plus vite que celui de l'investissement matériel). Et il s'agit ici encore d'activités dont l'efficacité progressera d'abord en fonction de la quantité et de la qualification des emplois correspondants, et non selon des critères de productivité, qui n'ont guère de sens pour de tels services.

D'un côté, par conséquent, l'amélioration des performances de l'industrie, qui semble en cours, se traduira dans le meilleur des cas par une stabilisation de l'emploi industriel, stabilisation de ce produit que, sous la pression des consommateurs, des pouvoirs publics et de la concurrence, l'industrie adoptera des stratégies privilégiant la qualité et la fiabilité des produits, et plus généralement le niveau de service à la clientèle.

De l'autre, toute une série de besoins de services aux ménages, aux entreprises, ou collectifs, continueront à s'affirmer et concerneront des secteurs produisant de l'information, des savoirs, de l'assistance, c'est-à-dire des

(\*) Maître de conférences à l'université de Lille-I.

## RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2935/JMP

1. L'Office National des Télécommunications de COTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

2. L'Office National des Télécommunications invite, par le présent Appel d'Offres les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

3. Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12<sup>e</sup> étage de POSTEL 2001, Porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.67.63 Télex n° 23790 ou 23750 - ABIDJAN.

4. Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jeu complet des documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 400.000 F. CFA (Chèque certifié ou mandat lettre).

5. Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission ; ce cautionnement doit être déposé en même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'immeuble POSTEL 2001, Porte 12-07 - ABIDJAN-CI au plus tard le 18 Avril 1989 avant 11 H 00 délai de rigueur.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 Avril 1989 à 15 H 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC EN COMMUNICATION

## UN AN DE FORMATION D'EXCELLENCE A LA COMMUNICATION A L'ÉCOLE DES HEC

**Domaine :**  
Les stratégies et techniques de la communication : Presse, TV, Radio, Affichage, Relations Publiques, Sponsoring, nouveaux Media.

**Diplôme :**  
Maître Spécialisé HEC en Communication.

**Directeur du Programme :**  
Henri Joannis

**Carrières :**  
Services de Communication des Entreprises et Organismes publics.

**Candidats :**  
Diplômés de l'Enseignement Supérieur (Bac+5) : littéraires, économistes, juristes, scientifiques, architectes. Anglais indispensable.

**Admission :**  
Sur dossier.  
Clôture des inscriptions : 28 avril 1989.

**Réunion d'Information : 16 mars 1989 à 18h.**  
Palais des Congrès (Porte Maillot) - 6ème étage - salle 62 A

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :  
Maîtres HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS (FRANCE)

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## La chronique de Paul Fabra

Y a-t-il encore une politique économique et monétaire dans les pays démocratiques (on ne parle pas des autres où il n'y a rien) ? Une politique suppose qu'on ait en vue certains objectifs, même assez largement définis, et qu'on prenne des décisions destinées à les atteindre, ou bien, plus modestement et plus sûrement, à lever les obstacles à la machine économique. Mais que devient cette notion lorsque les résultats obtenus le sont, de plus en plus, par surprise ?

La plus grosse et la meilleure surprise, ce fut celle de la croissance en 1988, en cours de prolongation. On s'attendait, après le krach du 19 octobre 1987, à une récession plus ou moins violente. Ce fut au contraire l'expansion, et l'expansion à un rythme accéléré. Ce n'est évidemment pas parce qu'un événement survient inopinément qu'il n'est pas explicable. Le boom économique qui a succédé à l'effondrement, passager mais terriblement brutal, des cours de la Bourse, les causes en sont aujourd'hui généralement reconnues.

Pour éviter que la chute de la valeur des actifs financiers ne provoque par ricochet une baisse des prix sur les autres compartiments du marché — immobilier, mais aussi matières premières et, de proche en proche, biens et services, — les banques centrales ont ouvert en grand les vannes du crédit après la panique de Wall Street. Si l'opération a réussi, c'est que, comme on le rappellera un peu plus loin, le terrain était déjà bien préparé.

Tout se passerait donc désormais comme si les gouvernements et les institutions d'émission qu'ils ont plus ou moins dans leurs mains, devant un coup du sort qu'ils n'attendent pas ou ne veulent pas attendre (comme le lundi noir de Wall Street), ripostaient à leur tour par un grand coup destiné à parer au plus pressé. Pour les effets à plus longue échéance, que, dans la meilleure des hypothèses on pressent vaguement, on avisera plus tard.

## La mauvaise « surprise » de l'inflation

Une autre surprise, plus récente celle-là, est l'évolution des taux d'intérêt. Pierre Bérégovoy, en revenant aux affaires au mois de mai dernier, comptait bien sur leur baisse pour accélérer la cadence de l'activité économique en France (il faut croire qu'à l'époque ses services en appréciaient encore très mal la vigueur). Le ministre dut assez rapidement déchanter. Le blâme, c'est tellement facile, fut mis, comme on le faisait déjà du temps d'Edouard Balladur, sur la Bundesbank et sa crainte jugée obsessionnelle de l'inflation.

Pendant l'été, en effet, les autorités allemandes commencèrent à réagir, avec modération, en renversant la tendance à la baisse des taux en Europe. La France n'était-elle pas, on connaît l'antienne, forcée dans ces conditions de s'aligner ? Si l'argument est imparable, la véritable raison n'en est pas sa pertinence mais l'hypothèse paresseuse sur laquelle il se fonde : que toutes choses soient égales par ailleurs, et en particulier la politique interne du crédit menée dans notre pays ! Cette forme de passivité étant admise, il est bien vrai que, si la France ne se donne pas les moyens de son indépendance monétaire — qu'on lui se donner d'autres pays plus petits qu'elle et encore beaucoup plus dépendants qu'elle de la RFA pour leurs échanges : la Suisse et les Pays-Bas, — elle a toutes les chances de rester... dépendante.

Dans un climat aussi changeant, les marchés errent autant que les hommes politiques, qui scrutent attentivement leurs moindres sautes d'humeur. A la fin de l'année et au début de celle-ci, la plupart des opérateurs, remontés par une Bourse prospère, par l'abondance du crédit, par les perspectives de débouchés élargis tant pour les activités financières que pour les échanges (voir les dernières statistiques faisant état d'une progression de 8,5 % du commerce mondial), voulaient croire à leur tour que

le seul point pour eux véritablement noir du tableau, à savoir le niveau encore élevé des taux d'intérêt, devait s'éclaircir prochainement. Eux aussi ont été « surpris » par le relèvement des taux dû à une politique plus restrictive, ou en tout cas moins relâchée, des principales autorités monétaires du monde. Ils ont été pris de court, notamment, par l'action du Système de réserve fédéral des États-Unis, qui a fini par se résigner, le 24 février dernier, à porter son taux d'escompte de 6,5 % à 7 %. La déconvenue des milieux financiers n'a eu d'égalé que celle de la plupart des gouvernements qui se sont laissés surprendre par la résurgence de l'inflation.

En Grande-Bretagne, la hausse des prix atteint désormais 7 %, bien que les taux d'intérêt — un record — aient été doublés depuis le printemps dernier pour atteindre aujourd'hui un niveau de crise (13 %). En Espagne, l'inflation est de l'ordre de 6 %, la double de celle qu'avait annoncée le gouvernement Gonzalez il y a moins d'un an. Aux États-Unis, la hausse des prix se poursuit au rythme de 4,7 % et davantage, contre 4,1 % en 1987 et 1,9 % en 1986. En Allemagne, le rythme de hausse est passé depuis l'été de 1 % à 2,6 %.

En France, on se félicite que l'indice des prix à la consommation n'ait monté que de 0,4 % au mois de janvier. Mais s'il est très au-dessous des 1,1 % enregistrés en Allemagne, il est, en valeur absolue, loin d'être négligeable et deux fois plus élevé que celui qu'on avait constaté au mois de janvier 1988. Les marchés s'attendent plus, avec un malaise croissant, que le moment où la Banque du Japon prendra à son tour des mesures pour s'opposer à un mouvement qui, au niveau des prix à la consommation, reste là-bas encore très modéré (un rythme d'augmentation de 1 % contre 0,2 % l'été dernier), mais que se manifeste sous d'autres formes.

Sur le marché immobilier, la fièvre continue.

Reste à savoir d'où vient cette nouvelle menace d'inflation que partout on prend désormais au sérieux. Est-elle ou non prévisible ? C'est ici qu'on rencontre un des principaux obstacles à la conduite d'une politique économique rationnelle. En réponse à une lettre que je lui adressais récemment pour lui demander quelques éclaircissements sur la mise en vigueur du programme économique et fiscal du président Reagan, à la définition duquel il avait personnellement contribué, l'économiste américain Paul Craig-Roberts m'a écrit : « Si l'administration Reagan avait, à son arrivée en 1981, fondé toutes ses prévisions sur l'idée que l'inflation devait être réduite graduellement sur plusieurs années, c'est parce que les économistes de l'époque croyaient à la notion de noyau incompressible de l'inflation [core inflation]. La croyance générale était que cette inflation sous-jacente et difficilement réductible devait être de l'ordre de 10 %. Tous les modèles économiques en usage impliquaient cette contrainte. Ainsi la nouvelle administration était-elle tenue par cette opinion largement répandue. »

Que cette notion d'un taux d'inflation impossible à diminuer sans changements profonds de structures se soit évanouie depuis lors à la faveur précisément de « l'effondrement inattendu de l'inflation », dont parle encore mon correspondant, n'a pratiquement laissé aucune trace, je veux dire n'a nullement changé les modes d'élaboration de cette opinion commune toute-puissante. Celle-ci pèse de plus en plus lourdement sur la définition de toute politique économique. A partir du moment où l'influence du consensus devient déterminante, les chances disparaissent complètement de voir les gouvernements s'éloigner des sentiers battus.

Aussi voit-on resurgir, à propos de l'inflation qui relève la tête, les arguments qu'on a entendus ressasser en vain pendant les années 70, où l'inflation était virulente. L'explication la plus courante est de nouveau que l'origine de l'inflation se trouve dans la surchauffe économique. Mais cette dernière métaphore est par elle-même révélatrice d'une pétition de principe : si la croissance économique a si vite pris l'allure d'une « surchauffe », le motif n'en serait-il pas que, dès le départ, elle était alimentée par une bonne dose d'inflation monétaire dont on veut expliquer maintenant les effets par cette croissance ? Appliquée à l'Allemagne, à laquelle on reprochait, il y a encore moins de six mois, son manque de dynamisme, l'explication paraît franchement contradictoire.

Un autre thème que l'on voit fleurir est que chaque pays est un cas particulier. L'idée toute simple qu'à un phénomène général correspond, selon une forte probabilité, une cause générale ne vient pas à l'esprit. Peut-être parce que l'analyse conduirait à des comparaisons gênantes. Les deux dernières grandes vagues d'inflation qui ont submergé le monde, celle de 1971-1974 et celle des trois dernières années de la décennie antérieure et du début des années 80, avaient été précédées par une orgie d'interventions sur le dollar (voir notamment nos deux articles : « Le désastreux précédent de 1978 », dans le Monde du 15 mai 1987, et « Le piège de l'inflation », dans celui du 2 juin 1988). A la suite de la politique consacrée par les accords du Louvre du 22 février 1987, les réserves en devises des banques centrales ont augmenté de plus de 30 % en l'espace de deux ans. Même en 1988 on a noté une progression d'environ 30 milliards de dollars (contre 120 milliards en 1987). Même si les banques centrales ont en partie neutralisé cette formidable augmentation de leur puissance d'émission monétaire, elles n'ont pu le faire que très imparfaitement. La machine inflationniste a été remise en état de fonctionnement.

## Un couple infernal

(Suite de la page 19.)

Le mouvement a commencé au début des années 70 — lorsque de grandes entreprises (Chrysler, la SNIAS, Thomson-CSF, IBM ou Citroën) ont été les premières préretraitées d'entreprise. Mais à partir de 1972, avec la création de la garantie de ressources en cas de licenciement, la préretraite est devenue « un engrainage progressif », selon l'expression du sociologue Xavier Guillemin (la Deuxième Carrière, éditions du Seuil, 1989).

Les « mesures d'âge » — licenciements (parfois « volontaires ») de salariés âgés et surtout préretraites — sont devenues le principal moyen d'alléger les effectifs et d'accroître la modernisation des entreprises de façon peu conflictuelle. Acceptées par les syndicats (elles comportent une relative sécurité), elles ont permis aux entreprises d'abaisser leurs coûts salariaux et d'offrir des possibilités nouvelles de promotion aux agents de maîtrise et aux cadres. Elles ont représenté, soulignait en 1984 M. Yvon Chotard, alors vice-président du CNPF, un mode de « réorganisation de la production » et « une nouvelle gestion du personnel ».

## L'explosion des préretraites

Cet abaissement de l'âge de fin d'activité à l'initiative des entreprises s'est effectué par des voies différentes selon les pays. Aux États-Unis, les entreprises l'ont assumé directement, en mettant en place des systèmes individuels ou collectifs de préretraites. Dans plusieurs pays on a joué sur les pensions d'« invalidité » ou d'« inaptitude ».

En Suède, tout travailleur de soixante ans sans emploi et ayant épuisé ses droits à l'assurance-chômage est classé inapte et reçoit une pension. Aux Pays-Bas, le nombre d'invalides pensionnés a doublé en quelques années : en Grande-Bretagne, des études récentes ont montré qu'une grande partie des retraites anticipées pour raisons de santé résultait d'un choix forcé pour éviter le licenciement (1).

En France, on a assisté à une véritable explosion des préretraites à partir de la généralisation de la garantie de ressources en 1977. L'institution de la retraite à soixante ans, en fermant l'accès aux garanties de ressources, a brisé la courbe ascendante des préretraites, ramenant l'effectif de sept cent mille en 1984, point

culminant, à quelque quatre cent mille à la fin de 1987, et a mis un terme à leur crise financière. Mais elle n'a pas touché au principe. Elle l'a plutôt consolidé en abaissant l'âge de départ. Comme le dit la sociologue Anne-Marie Guillemin, « la cessation d'activité ne coïncide plus avec la retraite » (2). Le système permet non seulement de reporter sur les régimes de protection sociale le coût de la restructuration (guite à critiquer ensuite le coût de ces réformes) mais crée une « dynamique » difficile à rompre.

Retarder l'âge de départ à la retraite apparaît aujourd'hui comme une solution logique aux difficultés de l'assurance-vieillesse. Cela permet tout à la fois, en principe, d'accroître le nombre de cotisants et de réduire le nombre des retraités et la durée de versement des pensions. C'est en outre une solution relativement indolore. Pour équilibrer les régimes de retraites d'ici à l'an 2000, selon l'étude déjà citée du Commissariat du Plan, même dans l'hypothèse d'un chômage maintenu à son niveau actuel, il suffit de retarder de trois années l'âge de départ à l'exclusion de toute autre mesure. Or cela correspond à peu près au retard constaté à l'entrée dans la vie active.

Mieux, un tel retard apparaît nécessaire à terme, en raison du déséquilibre démographique prévisible à partir de 2005-2010 lorsque arriveront à l'âge de la retraite les générations du « baby boom » tandis qu'entreront sur le marché du travail des générations moins nombreuses.

Cependant, la mesure est délicate à mettre en œuvre pour des raisons politiques (l'aspect symbolique de la retraite à soixante ans), mais aussi économiques et financières. Quel serait son impact sur

## LES NOUVEAUX RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL EN 1987

Mois de 60 ans ..	107
60 ans .....	209 413
61 ans .....	58 130
62 ans .....	22 666
63 ans .....	19 611
64 ans .....	17 321
65 ans .....	129 766
66 ans .....	24 390
67 ans .....	5 437
68 ans .....	2 497
69 ans .....	1 530
70 à 79 ans .....	6 045
80 ans et plus .....	1 114
Total .....	498 027

Source : Caisse nationale d'assurance-vieillesse.

le chômage ? Ne reviendrait-elle pas à déplacer à nouveau, en sens inverse, les besoins de financement pour payer des allocations de chômage ou des préretraites ? Les pays qui ont pris des mesures en ce sens, notamment le Japon et les États-Unis, ont prévu de les appliquer à terme. Aux États-Unis en particulier, l'âge de la retraite à taux plein va être retardé progressivement à partir de l'année 2003 jusqu'à 2027, à raison de deux mois par an. Cela permet d'adapter le système à l'évolution quantitative de l'emploi. Mais celle-ci ne suffit pas si elle n'est pas accompagnée d'une autre gestion prévisionnelle des effectifs.

## Une politique des âges

« Tout se passe en amont » de la retraite, soulignait déjà en 1986 le rapport Tabah, préparé sous l'égide du Commissariat du Plan. Celui-ci invitait à pratiquer une « politique des âges » en jouant notamment sur la formation : « Plusieurs expériences étrangères, notamment aux Pays-Bas, montrent qu'une telle orientation est possible et que l'âge (des salariés) ne constitue pas un obstacle rédhibitoire à la réussite d'un programme de formation. »

Toutefois une telle pratique, déjà préconisée par le rapport Laroque en 1962, reste encore négligée, voire taboue dans les entreprises. Au contraire, la « gestion des âges » paraît se faire en termes d'expulsion des travailleurs vieillissants et la limite est placée de plus en plus tôt : sur quarante années de vie active, on en stérilise dix. Le lien avec l'emploi n'a été établi que sur le plan financier (pour permettre aux régimes complémentaires de payer la retraite à soixante ans).

La concertation en cours avec les partenaires sociaux sur la réforme de l'assurance-vieillesse semble tout autant ignorer l'articulation entre la gestion de l'emploi et celle de la retraite. Le patronat entend toujours éviter avant tout d'accroître les charges sociales des entreprises ; les syndicats se préoccupent, eux, en priorité de maintenir le niveau des prestations.

GUY HERZLICH.

(1) « Early retirement in a period of high unemployment », Frank Laczko, Angela Dale, Sara Arber et Nigel Gilbert, *Journal of Social Policy*, juillet 1988.

(2) *Le Déclin du social*, PUF, 1986.

## Le trompe-l'œil

(Suite de la page 19.)

Nous enregistrons tous les inconvénients du libéralisme sans en tirer aucun des avantages. Comme les Anglais, nous avons fait du marché du travail le réceptacle de tous les déséquilibres. Mais nous n'affirmons pas l'auto-nomie d'une politique économique agressive. Au contraire, nous suivons l'Allemagne dans une politique à basse pression sans avoir les garde-fous contractuels et les compétences industrielles qui permettent à l'Allemagne d'amortir les conséquences sur l'emploi de ses choix macroéconomiques.

Tout cela contribue à dessiner l'image caméléon de la France reflétée dans les médias. Nous avons un énorme potentiel humain stérilisé par notre mauvaise régulation sociale. C'est pourquoi nous sommes à la remorque de la conjoncture internationale. Qu'une embellie apparaisse, et la croissance française dépasse les prévisions les plus optimistes. Mais une seule menace d'orage financier suffit à précipiter notre économie dans la panne de croissance et à nourrir les commentaires déabusés sur le déclin de la France.

Ainsi, de 1984 à 1987, le taux de croissance annuel moyen de la France a été de 1,8 %, contre 2,4 % en RFA, 3,0 % en Italie, 3,2 % en Grande-Bretagne et 3,9 % aux États-Unis. Or on ne doit jamais cesser d'affirmer que l'évolution prévisible de sa population active oblige la France à avoir un taux de croissance durablement supérieur à celui de la moyenne de la CEE. Ce doit être l'impératif catégorique à partir duquel toute la régulation économique, du gouvernement aux entreprises, doit être reconstruite. Le fameux projet européen de 1992 sera-t-il l'électrochoc qui nous fera sortir de notre engourdissement, comme autrefois la reconstruction et plus tard la liquidation du colonialisme ? Contentons-nous d'évoquer cette question épineuse sous deux aspects.

On sait par de multiples études que les parts de marché de l'industrie française dans le commerce mondial ont lourdement chuté. Environ la moitié de cette dégradation provient de la mauvaise orientation géographique des exportations, l'autre moitié de l'absence d'une spécialisation affirmée sur les gammes de produits dans tous les secteurs. Tout se passe comme si les entreprises françaises étaient incapables de

repérer, réaliser et approfondir leurs avantages comparatifs.

Le marché unique européen devrait exercer un effet favorable sur la réorientation de nos échanges. Mais il risque d'accroître encore plus la mauvaise qualité de notre spécialisation. Car, dans un marché intérieur, les écarts de prix devraient perdre de l'importance, et les éléments qualitatifs en gagner dans la formation de la compétitivité.

Cela ne peut que mettre en porte à faux l'attitude, trop répandue dans le patronat français, selon laquelle la pression sur les coûts salariaux des ouvriers est le palliatif à toutes les carences de gestion. Ainsi, en 1987, les coûts salariaux n'ont-ils augmenté que de 1,2 % en France, contre 1,9 % en Allemagne, sans effet apparent sur la dégradation ultérieure du solde commercial des produits manufacturés.

## L'électrochoc européen

Toutefois, le grand marché va remodeler les groupes industriels. Le mouvement est déjà engagé et il va s'accroître. Les alliances en Europe, les formes diverses de partenariat et les acquisitions et cessions d'actifs industriels vont forcer les grandes entreprises à définir des spécialisations beaucoup plus fines que dans le passé. Les programmes européens de développement technologique entre les entreprises jouent le même rôle pour les partenaires qui veulent en optimiser les retombées sur la concurrence.

Encore faut-il, pour que cette impulsion bénéficie à l'ensemble de l'industrie, que les grandes entreprises établissent des relations stables avec les PME qui sont leurs sous-traitants ou leurs clients. La diffusion du progrès technique en dépend cruciallement. Par des aides souples et régionalisées soutenant l'investissement immatériel des PME, en recherche-développement et en formation de main-d'œuvre qualifiée, on pourrait rénover la politique industrielle. Renonçant à définir elle-même les spécialisations, elle chercherait à accompagner une évolution déclenchée par l'adaptation au marché européen, en amplifiant ses effets favorables.

Il faut se hâter d'ajouter que ce dynamisme n'a guère de chances de s'entretenir sans inflexion

significative de la politique macroéconomique. Car il implique un effort d'investissement d'autant plus prolongé que notre retard est grand et que le degré actuel d'utilisation des capacités de production est élevé. Or le marché intérieur européen, c'est aussi la libéralisation des mouvements de capitaux. Selon l'orthodoxie financière actuelle, on voit bien quel raisonnement peut nous mener à un conflit d'objectifs.

L'investissement requiert une forte demande de biens d'équipement importés, qui provoque un déficit de la balance des paiements s'il entraîne une croissance durablement plus rapide que celle de l'Allemagne. Considérant que le déficit est un facteur de tension sur le franc et que la parité franc-mark est intangible, le gouvernement peut durcir la politique monétaire. La velléité d'expansion sera étouffée, les capacités de production nouvelles ne seront pas créées et le retard structurel de l'industrie française ne sera pas comblé.

L'erreur serait de répéter la politique de 1983 dans une situation complètement différente. Car le déficit extérieur éventuel ne proviendrait pas de coûts trop élevés ou d'une consommation excessive. Il résulterait des besoins d'investissement nécessaires pour remettre l'économie française sur un sentier de croissance plus conforme à ses ressources humaines. Il faut donc inscrire la contrainte extérieure dans une stratégie d'expansion à moyen terme. Cela signifie clairement que l'intégration financière européenne doit être utilisée comme une marge de manœuvre pour financer nos investissements.

Comme l'Espagne l'a montré depuis plusieurs années, l'endettement peut être un atout pour renforcer l'offre compétitive lorsque des entreprises saines doivent financer des investissements rentables. C'est bien l'enjeu d'une politique à la fois rigoureuse et audacieuse pour faire évoluer l'esprit du SME. Si l'on veut faire un pas vers l'union économique et monétaire, il faut certes limiter les modifications futures des taux de change. Mais il faut en contrepartie bâtir les coopérations indispensables pour que l'épargne des pays excentrés serve un peu moins à financer le déficit budgétaire américain et un peu plus le renforcement du potentiel productif en Europe.

MICHEL AGLIETTA.

هكذا من الأصل



## Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES  
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE  
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT  
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-  
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Introduire et gérer le changement en milieu industriel et commercial  
en créant la fonction de

### Directeur des systèmes d'information

de notre groupe en France. Nous représentons 5 500 personnes assurant la fabrication, la  
distribution de nos produits techniques, et réalisons plus de 40 % de notre C.A. (930 MF) à l'export  
grâce à nos filiales, représentations et joint-ventures.

Concevoir, mettre en place et faire évoluer un système global d'information et d'organisation  
s'adaptant à la totalité de notre Groupe dans l'Hexagone : voilà ce que nous vous proposons. Bâti  
cette nouvelle organisation ; en obtenir l'adhésion de toutes les unités : voilà ce que vous réussirez,  
nous permettant d'atteindre les objectifs de notre Plan stratégique. D'ailleurs, vous vous y  
connaissez ; depuis au moins six ans, vous avez mené des actions semblables en entreprise  
industrielle et commerciale.

Organisateur et technicien de l'informatique, de haut niveau, vous savez gérer un projet lourd  
en intégrant, à une vision à plus long terme, les urgences de tout ordre, ainsi que les impératifs divers  
(budgétaire, technique, matériels, humains...). Votre formation, type Ingénieur A & M ou INSA ;  
CPA ou équivalent, vous apporte d'autres bases solides.

Directement rattaché à notre Président, en collaboration étroite avec sa nouvelle équipe de  
Direction dont vous ferez partie, vous serez rapidement épaulé par votre futur Directeur  
Informatique.

Marion DELPARD vous documentera amplement avant le premier  
entrevue : merci de lui faire parvenir votre dossier complet  
sous référence 1103-9 à SEQUOIA Consultants

8, rue Cimara 75116 PARIS.

SEQUOIA  
CONSULTANTS

CAEN  
NORMANDIE

Nous regroupons les grands partenaires publics et privés de  
notre région. Afin d'en renforcer le développement industriel  
et de piloter l'essor des nouvelles technologies, nous recher-  
chons notre

### Directeur

Partie prenante dans l'élaboration de notre stratégie, il en  
identifiera les moyens et les mettra en œuvre. En relation avec  
nos partenaires nationaux et internationaux, il sera "le manager"  
des transferts de technologie et de l'essaimage industriel.

Homme de développement, votre expérience personnelle et  
votre formation - par exemple Grande Ecole scientifique,  
Docteurat... - vous préparent à être le promoteur d'activités dans  
les secteurs de forte innovation : électronique, supraconduc-  
teurs, biomédical...

Esprit pionnier, entrepreneur et entreprenant, vous serez l'acteur  
d'une aventure exaltante au service d'un environnement qui  
connaît un des plus forts taux de croissance de France. Pour  
communiquer avec les Américains, les Britanniques, les Japonais,  
l'anglais est indispensable, l'allemand et/ou l'espagnol sont un plus.  
Confidentialité assurée.

Merci de bien vouloir nous adresser sous la réf. 1250.01

### Juriste, devenez secrétaire général...

Société holding d'un groupe d'entreprises intervenant dans des secteurs variés (Services, Para-  
Chimie, Communication), notre groupe emploie 1 700 personnes. Notre particularité : la très grande  
qualité de nos services et de nos produits et la rigueur de notre gestion.

En relation étroite avec le Président, vous assurerez le secrétariat général des sociétés du groupe  
(conseils d'administration, assemblées générales, augmentations de capital...), la gestion du patri-  
moine mobilier et immobilier (gestion des marques, droits de propriété industrielle, baux relatifs aux  
immeubles loués...), le service juridique (analyse et rédaction de contrats, contentieux...). Vous  
intervenez comme conseil juridique auprès des sociétés du groupe.

Vous êtes titulaire d'un D.E.A. ou d'un D.E.S.S. en droit des affaires si possible complété par un diplôme  
de gestion (IAE, CELSA). La quarantaine, vous avez acquis une expérience polyvalente vous permet-  
tant d'intervenir en droit des sociétés, de la distribution, droit immobilier, propriété industrielle... Vous  
savez apprécier une société au travers de son bilan et de ses comptes d'exploitation. Homme de  
contact et de dialogue, vous êtes capable de "vendre" votre prestation auprès des sociétés du groupe  
et de créer la "demande". Bien sûr, vous parlez anglais. Alors adressez vite lettre manuscrite, photo, CV  
et rémunération actuelle sous réf. J/218.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue  
Kléber, 75116 Paris.

LES CONSEILS  
EN RECRUTEMENT  
ASSOCIÉS

CE  
RA

Nous sommes un groupe industriel français (2.000 personnes, C.A. 700 MF) qui se place parmi  
les leaders dans le domaine des biens de consommation liés à la mode. Notre rapide expansion  
et nos projets de développement en France et à l'étranger nous amènent à renforcer notre struc-  
ture en créant les postes de :

### Directeur industriel

Mission : Il assure l'approvisionnement des  
produits en quantités, délais et qualités au  
meilleur prix de revient. Moteur de l'évo-  
lution technologique de l'outil de produc-  
tion, il veille à la compétitivité de l'entre-  
prise.  
Réf. A.031001

Membres de l'équipe de direction de l'entreprise, ils participeront aux réunions de réflexion stra-  
tégiques et proposeront des schémas directeurs de développement. Pour chacun de ces postes,  
nous souhaitons intégrer un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures,  
parlant impérativement l'anglais et ayant à son actif une expérience significative de la fonction  
acquise dans une société fabriquant des produits destinés au consommateur final. L'un et  
l'autre doivent être des battants, des hommes de décision et d'action. Basés en métropole  
Nord, leur rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 400.000 Francs. Pour saisir l'une  
de ces rares opportunités, adressez votre candidature en précisant la référence choisie à notre  
Conseil, Daniel LANDEAU, qui vous garantira une confidentialité totale.

HUMANOR  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

### Directeur logistique

Mission : Service charnière entre le  
commerce et la production, il doit gérer  
l'ensemble des flux physiques et des flux  
d'informations afin d'optimiser les besoins  
et les ressources de l'entreprise.  
Réf. A.031002

Membres de l'équipe de direction de l'entreprise, ils participeront aux réunions de réflexion stra-  
tégiques et proposeront des schémas directeurs de développement. Pour chacun de ces postes,  
nous souhaitons intégrer un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures,  
parlant impérativement l'anglais et ayant à son actif une expérience significative de la fonction  
acquise dans une société fabriquant des produits destinés au consommateur final. L'un et  
l'autre doivent être des battants, des hommes de décision et d'action. Basés en métropole  
Nord, leur rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 400.000 Francs. Pour saisir l'une  
de ces rares opportunités, adressez votre candidature en précisant la référence choisie à notre  
Conseil, Daniel LANDEAU, qui vous garantira une confidentialité totale.

Département Conseil en Recrutement  
58, avenue Guynemer  
59700 MARCQ-EN-BAROEUL

### DIRECTEUR DU DEPARTEMENT FORMATION

CAA (Claude Aburbé Associés) recherche son  
Directeur Conseil du Département Formation.

■ Depuis plus de 10 ans, nous travaillons avec des  
entreprises qui réussissent.

Nous participons à leurs réflexions stratégiques  
(communication interne, management, stratégie  
commerciale).

Dans notre action de Conseil, la Formation est une  
des interventions la plus largement proposée.

■ Pour contribuer à leur succès, nous répondons à  
leur exigence : nous leur apportons des démarches  
créatives et personnalisées.

■ Passionnés par notre métier, nous l'avons tous  
choisi après avoir exercé des responsabilités  
opérationnelles en entreprise.

■ Si nos valeurs sont les vôtres  
Si vous avez évolué vers une fonction de Consultant  
(Ressources humaines, Formation, Management)  
après des expériences réussies en Entreprise. Alors  
venez contribuer au développement de CAA et  
partager les réussites de nos clients.

■ Dans un métier aux perspectives passionnantes,  
vous devez justifier :

d'une formation supérieure (Université 3<sup>e</sup> Cycle)  
de références professionnelles indiscutables  
pour accomplir les missions suivantes :

- gestion du département en centre de profit
- commercialisation et croissance du département
- management d'une équipe de consultants
- développement des produits
- conception et maîtrise de projets de formation en  
relation étroite avec les autres départements  
(Etudes, Communication interne...)
- participation au Comité de Direction.

C.A.A. attend votre talent de manager et votre  
personnalité d'homme d'exception, 7, rue du  
29 juillet - 75001 PARIS.

CAA

### Directeur Administratif et Financier

EUROPÉEN

LYON

Rattaché au Directeur Général, vous aurez  
la responsabilité de la comptabilité du  
contrôle de gestion, de la trésorerie, de la  
gestion du risque client et de l'organisation  
informatique.

A 30/40 ans, de nationalité européenne,  
vous justifiez d'une expérience réussie de  
direction financière au sein d'une structure  
décentralisée.

Adressez votre dossier de candidature  
complet s/réf. DAF/M à ECCO - Mr  
Depinois - 4, rue Louis Guérin - 69626  
VILLEURBANNE Cedex. 78.89.22.44.

ECCO

101 rue de la République  
69001 LYON  
Tél. 78.89.22.44

### Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FABRICANT CATHETERS  
pleine expansion : 28 personnes - 70% export  
recherche

### Directeur des Ventes

Agé de 30 ans, diplômé d'une école de commerce, trilingue anglais-  
allemand (langue maternelle allemande).

Ce cadre aura pour mission de diriger une équipe commerciale de trois  
personnes et d'organiser à tous niveaux les expositions aux congrès  
internationaux.

Notre exigence se concrétisera par une rémunération élevée si candidat  
de valeur.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. complet, photo et salaire  
actuel à M. PLOWICKI - BALE S.A. - 40, rue Croix Vigneron  
95160 MONTMORENCY.

MICHEL FERRIER  
PROMOTION

Le Groupe MICHEL FERRIER leader en  
immobilier d'entreprises recherche pour  
sa filiale Promotion Régions :

### CHARGES D'AFFAIRES CONFIRMES H/F

Vous assurerez complètement les missions de maîtrise  
d'ouvrage déléguée en :

- Immobilier d'entreprises et  
- logements.

du montage de l'opération au suivi de la commercialisation.

Vous serez basé à Grenoble pour développer des opérations  
en Rhône-Alpes et en France.

Vous avez de préférence plus de 30 ans, une  
formation supérieure et une solide expé-  
rience professionnelle de l'immobilier.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite  
- CV - photo - s/réf. CA-P3) à notre Conseil  
dans CORMONS - SPIRALE - 51 chemin du Vieux  
Château 38240 MEYLAN ZIRST

SEERI  
MIDI-PYRÉNÉES

Recherche pour  
DIRECTION RÉGIONALE  
MIDI-PYRÉNÉES (TOULOUSE)

### DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Chargé de la recherche et de la négociation foncière, du montage d'opérations d'aménagement  
et de la mise en place d'opérations de construction.

Diplômé de l'Enseignement supérieur.  
30 ans minimum.

### ANIMATEUR DES VENTES

Chargé de l'animation de l'équipe de vente en relation avec le Directeur des ventes.

Diplômé de l'Enseignement supérieur.  
30 ans minimum - 5 années d'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à  
SEERI MIDI-PYRÉNÉES 63, boulevard Carnot - 31000 TOULOUSE.

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**15 000 personnes - 10 usines**  
**Mécanique de Pointe - Electronique - Matériaux**

Nous sommes un grand groupe industriel français ayant de solides compétences dans le domaine de la mécanique de pointe, de l'électronique et des matériaux. Pour jouer un rôle moteur dans notre développement commercial français et international, nous offrons plusieurs postes à des ingénieurs de valeur.

Tous ces postes impliquent la maîtrise parfaite de l'anglais, de l'imagination pour initier les courants d'affaires et de la rigueur pour leur réalisation sur le plan commercial et financier.

- **Directeur du marketing et de la diversification**  
**X, ECP, MINES**

Il aura une solide expérience professionnelle (environ 10 ans), en recherche-développement et en marketing. Après analyse approfondie de nos métiers et de nos capacités industrielles, il étudiera sous tous les aspects (marchés, techniques, rentabilité), proposera à la direction générale et mettra en œuvre des stratégies et des activités de diversification.

Réf. 9 A 1338-9 M

- **Ingénieur montage d'affaires**  
**X, ECP, MINES...**

Il sera responsable des Relations avec les sociétés industrielles avec lesquelles le groupe veut développer des relations d'affaires : achats, ventes, coopération industrielle. Il aura 5 ans d'expérience dans les relations industrielles.

Réf. 9 A 1339-9 M

- **Ingénieur commercial grande école**

Il négociera des contrats de vente de matériels auprès de grands clients nationaux et internationaux. Il aura 5 ans d'expérience commerciale et la connaissance des marchés militaires.

Réf. 9 A 1340-9 M

Postes à Paris.  
Ecrire en précisant la référence.  
Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

**ETUDES MECANQUES, OUI...  
MAIS CONTACTS AUSSI !**

Internationallement connue pour ses roulements utilisés dans la plupart des industries, cette société (350 millions de C.A.) proche de ses clients, participe à leur propre évolution technologique par l'innovation, l'adaptation et la fiabilité de ses produits.

Ceci est d'ailleurs le rôle principal d'un

**JEUNE INGENIEUR B.E. APPLICATIONS**

Avec pour base le centre de RUEIL MALMAISON, il prend en compte les démarches des clients industriels, initiales et réalise avec les techniciens qu'il encadre les études et calculs nécessaires par les moyens traditionnels ou informatiques (calculs par éléments finis...). Par ailleurs, il est en contact permanent avec les clients à qui il rendra visite avec les ingénieurs de vente ou le B.E. Produit pour créer le roulement adéquat aux critères définis.

Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien diplômé, débutant ou disposant d'une première expérience, dont le potentiel technique et les facultés d'analyse et de synthèse vont de pair avec une aisance naturelle dans les contacts humains.

Enfin, une bonne connaissance de la langue allemande sera un atout important.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous la réf. ZMECLM à notre Conseil Joël HAXAIRE qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**Secrétaire de direction**  
**Trilingue**

Villeneuve la Garenne (92)

Société internationale de distribution informatique leader sur son marché, recherche l'Assistante de son Président. Elle a 10 ans d'expérience ou moins dans une telle fonction et connaît les techniques modernes de secrétariat. De formation BTS, elle parle français, anglais et allemand.

Ecrire sous réf. 816/IM à AL CONSEIL, 35 rue de Naples, 75008 PARIS.

**Compagnie Européenne**  
**d'Accumulateurs**

**FULMEN** N°1 FRANÇAIS  
Notre objectif : devenir N°1 EUROPEEN  
2400 personnes - CA 1,4 Milliard.

**RESPONSABLE RECRUTEMENT**  
**ET GESTION DES CADRES**

CLICHY (Pont d'Asnières)

30 ANS MINIMUM, DE FORMATION SUPERIEURE  
(TYPE SCIENCES-PO, MAITRISE DROIT SOCIAL + DESS  
FONCTION PERSONNEL...), VOUS AVEZ UNE EXPERI-  
ENCE DE QUELQUES ANNEES DANS UNE FONCTION  
PERSONNEL ET VOUS PARLEZ ANGLAIS.

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines (membre  
du Comité de Direction) vous aurez les responsabilités  
suivantes :

- RECRUTEMENT DES CADRES : de la définition du poste et du profil avec la hiérarchie à l'intégration du nouvel embauché.
- GESTION DES CADRES : suivi des opérations d'augmentations-promotions-mutations, amélioration des outils de gestion et développement de la gestion prévisionnelle.
- ETUDES GENERALES de personnel.

Ce poste conviendrait à un candidat de fort potentiel et peut ouvrir des possibilités d'évolution à moyen terme.

CIGIE  
L'esprit de Conquête

Veuillez adresser votre candidature (en indiquant votre  
rémunération actuelle), sous référence DRH/M à : CIGIE -  
Direction des Ressources Humaines - 18 Quai de Clichy  
92111 CLICHY CEDEX.



**SIMINOR**  
LA PASSION DU  
SERVICE  
depuis 25 ans

**SIMINOR**  
GENEVILLIERS 92  
100 personnes  
RECHERCHE

**LE DIRECTEUR**  
**DU MARKETING H/F**  
+ ou - 35 ans de formation supérieure.

Votre expérience dans la distribution vous a rompu à la pratique de l'étude de marché.

Vous êtes un stratège réaliste, efficace, qui engage son poste.

En relation directe avec le Président, votre compétence vous autorise à vous en rapprocher rapidement par promotion.

Vous avez autorité sur la stratégie de vente et les offres promotionnelles.

Vous intervenez sur les analyses de concurrence, l'élaboration des gammes, la politique de marge, la détermination des budgets.

Vous reportez au Président pour les perspectives, et le positionnement de l'entreprise sur les marchés.

Vous établissez la politique de communication de l'entreprise.

Vos langues sont un plus.

Adresser CV + Lettre Manuscrite + Photo sous Réf. : SIM/DMSB sur l'enveloppe  
à Cabinet Thierry DORFSMAN - BP 204 - 91007 EVRY CEDEX

**Offres fortes IBM :**

valorisez votre expérience dans de grands projets.

Nous recherchons des

**ARCHITECTES D'APPLICATIONS OU**  
**DE RESEAUX H/F**

Diplômé(e)s de l'Enseignement Supérieur Long et possédant une  
expérience en clientèle de 3 à 5 ans dans les domaines suivants :

- DEFINITION DES BESOINS UTILISATEURS (Méthode AXIAL etc.).
- ECRITURE DE CAHIERS DES CHARGES ET SPECIFICATIONS,
- RESPONSABILITE DE L'ENSEMBLE D'UN PROJET (Méthode MERISE etc.),
- CONDUITE DU DEVELOPPEMENT D'APPLICATIONS dans les différents secteurs de l'Economie.
- INGENIERIE DE RESEAUX HETEROGENES et CONNECTIVITE avec une base technique dans l'un ou l'autre des environnements suivants : MVS, CICS, SQL, DB2, IMS, VTAM et systèmes AS/400.

Les ingénieurs se verront confier des missions comportant d'importantes  
responsabilités techniques avec une large autonomie chez nos grands  
clients.

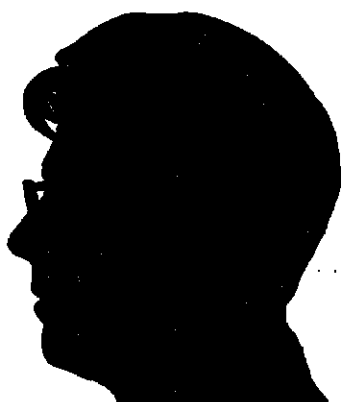
Des opportunités de carrières hiérarchiques ou professionnelles leur seront  
offertes.

Les postes sont basés en Région Parisienne.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, CV détaillé et photo  
sous référence V11 à :

IBM FRANCE - Département Recrutement - 5, place Vendôme  
75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

**FRANCE**

GRUPE ESPAGNOL EN PLEINE EXPANSION EUROPEENNE DANS LE SECTEUR DE  
LA PROPRIÉTÉ ET DES INVESTISSEURS IMMOBILIERS EN ESPAGNE, CHERCHE  
POUR

SON BUREAU DE PARIS

**UN / UNE DÉLÉGUÉ(E)**

Qui rendra compte directement à la maison-mère de Madrid et se chargera de la  
gestion en France, en assumant la responsabilité des opérations de promotion et de  
vente de biens immobiliers espagnols, et en attirant des groupes d'investisseurs.

Les candidats retenus devront répondre aux qualifications suivantes :

- être âgés de 30 à 45 ans - avoir une expérience commerciale confirmée et maîtriser la gestion immobilière - connaître l'Espagne et sa langue - être bien introduit dans les milieux financiers - résider à Paris ou dans les environs.

On leur propose :

- de s'insérer immédiatement dans un groupe en pleine expansion européenne - une rémunération conforme au poste à pourvoir - une participation directe à la gestion et dans ses résultats.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur CV à :

SEMOR SA - DIVISION COMMERCIAL  
Burgo de Osma, 2-1° 4 - 28033 MADRID (Espagne).

GLAENZER SPICER, filiale d'un important groupe international  
(2 000 personnes) (CA : 1,6 milliard). Une entreprise à l'avant-garde  
de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile,  
poids-lourds, TGV, VAL...) recherche pour sa Direction du Personnel et  
des Relations Sociales

**JEUNE ASSISTANT(E)**  
Maîtrise en droit social et cycle complémentaire  
(CIFOP par exemple)

Au sein de cette direction, vous aurez notamment à :

- assurer la mise en place d'un logiciel de gestion du personnel,
- réaliser des études s'inscrivant dans la politique du personnel,
- veiller à l'application de la réglementation du droit de travail.

Rémunération et avantages sociaux motivants. Horaires flexibles.

Restaurant d'entreprise. Proximité gare.

GLAENZER  
SPICER

Adresser lettre manuscrite, CV, photo  
à Mademoiselle ZYDORÉK  
GLAENZER SPICER  
10 rue J.P. Timbaud - 75015 POISSY

مكتبة من الأصول



## ATTACHES DE DIRECTION CARTE D'ENTREPRISE



Nous renforçons notre équipe commerciale.

Rattaché au Directeur du Département, vous prendrez en charge :  
- la prospection et la négociation à haut niveau avec les dirigeants d'entreprise pour promouvoir et développer activement un portefeuille de clients.  
Vous aurez la responsabilité du développement de notre produit et dynamiserez vos relations commerciales.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous réf. 200 en précisant le poste choisi à : Annie COUTANCEAU, Responsable Recrutement, AMERICAN EXPRESS CARTE, 1 avenue de Chatou, 92500 RUEIL-MALMAISON

De formation supérieure commerciale BAC + 4, bilingue anglais, vous possédez une première expérience réussie (minimum 4 ans) de la vente de services aux entreprises.

Carte de visite pour une Carrière

AMERICAN EXPRESS

## amnesty international.

PRIX NOBEL DE LA PAIX 1977 - Association Reconnue d'Utilité Publique

recherche pour la France son

### DIRECTEUR

Il met en œuvre les décisions prises par les instances de la section nationale ; il anime et coordonne les actions du Secrétariat National, des groupes et secteurs régionaux ; il assure les liaisons avec le Secrétariat International à Londres.

Ce poste requiert des qualités exceptionnelles d'animateur, de gestionnaire et de coordonnateur, ainsi qu'une très réelle disposition à consacrer quelques années de sa carrière à servir une cause humanitaire.

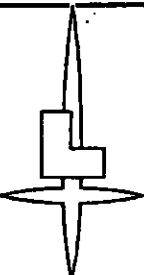
Vous avez au moins 35 ans, une formation supérieure à dominante juridique, et une expérience de gestion - encadrement en entreprise et/ou en milieu associatif ou mutualiste, et un sens inné de l'animation.

Dans cette Association, vous trouverez un environnement particulièrement exigeant mais fortement motivant et gratifiant.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 9500 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman



## LUCHAIRE DEFENSE,

La Division Armement du Groupe Luchaire

recherche pour son département INGENIERIE (équipement et procédés).

## COMMERCIAL HAUT NIVEAU

Destiné à promouvoir nos métiers et notre technologie en vue de négocier des contrats industriels avec les Etats Clients, vous êtes doté d'une personnalité de premier plan et possédez une expérience confirmée dans une activité similaire.

De formation technique complétée par des connaissances en chimie, vous êtes parfaitement bilingue anglais, vous parlez si possible une troisième langue et vous maîtrisez de surcroît les règles de base du commerce international.

Age indifférent, rémunération fonction de la valeur et de l'expérience du candidat

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo, CV et prétentions), à LUCHAIRE Direction des Relations Humaines - 180 boulevard Haussmann 75382 PARIS Cedex 08.

## Ingenieurs Chimistes, Electro-Chimistes, Génie Chimique... Votre créativité au service d'une nouvelle électrode !...

Nous sommes le leader mondial (plus de 2 Milliards de F., 6000 personnes), français, dans le domaine électro-chimique, produisant et diffusant dans le monde entier des produits évolués dans le secteur des biens d'équipement. La Direction Technique de l'une des unités (850 personnes), située dans le Sud-Ouest, renforce son potentiel Recherche-Développement, et souhaite accueillir un

## INGENIEUR D'ETUDES

qui se verra confier la responsabilité de l'étude et du développement de nouveaux produits et procédés. Après environ trois ans d'expérience, acquise dans des secteurs tels que le caoutchouc, la peinture, la verrerie, etc., votre sens de l'innovation, votre intérêt pour les développements nouveaux, et votre pragmatisme naturel vous permettent d'envisager un nouveau défi... Il est temps alors de nous rencontrer. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/ING/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## AGRO-ALIMENTAIRE

### Organisation - Informatique Assistance et conseil auprès de nos filiales étrangères

La filiale internationale d'un puissant Groupe alimentaire, nombreuses implantations France et étranger offre un poste intéressant et évolutif à

## Responsable organisation - informatique

Le titulaire du poste aidera les filiales sur le plan de l'organisation administrative, de la conception de nouveaux systèmes, du choix du matériel, du développement des applications, du choix de logiciels...  
Diplôme d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, ayant acquis une expérience minimum de 3 ans en tant que chef de projet en informatique de gestion et connaissant les moyens et gros systèmes ainsi que le marché des micro-ordinateurs. Son engouement personnel, ainsi que ses qualités de contact, d'animation et d'ouverture lui permettront d'être un interlocuteur apprécié des directions de filiales.  
Maîtrise de l'anglais nécessaire (la connaissance d'une 2<sup>e</sup> langue serait un atout).  
Réelles perspectives d'avenir dans la Société ou dans le Groupe.  
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 9A 1353 - 9M - Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



## SONO

PME (380 millions CA, 280 personnes), particulièrement dynamique au sein de la branche plastique du Groupe Carnaud, 12 milliards CA, leader européen de l'emballage métallique et plastique recherche

## Responsable études d'équipements industriels de pointe extrusion, thermoformage

Ses challenges :

- optimiser les outils déjà existants, définir et concevoir des équipements nouveaux, complexes et performants destinés à la fabrication grande série d'emballages alimentaires très élaborés,
- gérer et guider l'efficacité d'une équipe et de la sous-traitance.

Réussir dans ce poste implique : une formation d'ingénieur grande école AM, INSA, ENSM... allée à une première expérience de projet d'industrialisation et d'animation d'équipe et à un esprit créatif et rigoureux. Connaissance de l'anglais indispensable. Perspectives d'évolution au sein de la société ou du Groupe.  
Poste basé à AUNEAU (28) situé entre Rambouillet et Chartres.

Ecrire sous réf. 9A 1341 - 9M - Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

## MÉTRO AUTOMATIQUE V.A.L.

La Société TCC "Transports en Commun de la Communauté" est l'entreprise qui exploite le réseau de transports publics urbains de la communauté urbaine de Lille. Ce réseau comprend :

le métro automatique "V.A.L.", un tramway et des lignes d'autobus.

Assurer le fonctionnement et le développement de systèmes de haute technicité et de haute fiabilité, au service du grand public, implique des équipes d'ingénieurs dotés de fortes compétences techniques et humaines.

### Ingénieur responsable sécurité

Rattaché à la Direction Générale, il sera le garant de la sécurité de l'exploitation du V.A.L. (200 000 voyageurs par jour). Pour ce faire, il mènera toutes actions d'études, d'audit, d'élaboration de consignes et d'animation en liaison étroite avec les services opérations, maintenance et ressources humaines, il animera une équipe.  
Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste fortement motivé par les problèmes de sécurité et ayant une expérience dans la conception ou l'exploitation de systèmes automatiques.

Réf. 9 C 1244-9 M

### Services techniques

ECP, AM...

Rattaché au Chef des Services Techniques du V.A.L., il pilotera toutes actions sur les plans techniques, méthode, organisation, achats, permettant de favoriser et d'améliorer l'efficacité des unités opérationnelles chargées de la maintenance du V.A.L.  
Il s'attachera à prévoir les évolutions des matériels, du trafic, du contexte industriel et technologique, afin de proposer des adaptations adéquates dans le domaine de la politique de maintenance, des méthodes et des moyens.  
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, ayant trois ans d'expérience impliquant animation d'équipes et organisation, et ayant si possible de bonnes compétences en automatique.

Réf. 9 C 1245-8 M

### Ingénieur informatique

Rattaché au Service des Etudes Générales, il assurera l'exploitation et les évolutions des outils informatiques (informatique de process du micro et informatique de gestion de l'entreprise).  
Il aura 3 ans d'expérience dans la conception ou l'exploitation de systèmes faisant recours à des réseaux informatiques temps réel.

Réf. 9 D 1243-8 M

Si vous êtes motivés par la perspective de participer à des réalisations qui sont à l'avant-garde dans le monde, écrivez-nous.

Dans la Société TCC ou dans les groupes actionnaires (VIA TRANSEXEL et MATRA TRANSPORTS), vous aurez la possibilité de trouver votre épanouissement professionnel.

Ecrire en précisant la référence  
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



Après une première expérience  
dans le B.T.P. évoluez et devenez :

## INGENIEUR D'AFFAIRES IMMOBILIERES

Dans le cadre de notre politique de développement concertée au niveau du groupe et assurée par des établissements à forte autonomie financière et juridique, nous recherchons des ingénieurs pour prendre en charge l'apport de nouvelles affaires, leur montage financier et leur suivi technique : logement, ensemble hospitalier, immobilier d'entreprise, loisir et tourisme, équipement des collectivités.

Votre compétence et votre sens du développement vous permettront d'évoluer vers des postes à responsabilités dans différents secteurs du groupe. Vous avez environ 30 ans, une formation d'ingénieur ENSAM, ESTP, INSA, Centrale Lyon ou équivalent, une expérience technique de 4 à 5 ans minimum de préférence dans le B.T.P. et pour certains postes dans le domaine hospitalier. Postes à pourvoir à Rouen, Tours, Poitiers, Marseille...  
Merci d'adresser CV, lettre man. et prétentions sous réf. 35009/M à  
M.F. ALETTI, CEGOS Département Recrutement  
Tour Vendôme 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

## ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique

Notre technologie, la qualité de nos produits et leur conditionnement nous assurent une position de leader dans le domaine des laines minérales destinées à l'isolation thermique et acoustique.  
Nous recherchons un

## Jeune Ingénieur développement

Rattaché au Directeur du Développement et de la Qualité de la Société, vous serez en relation avec les services Développement de nos établissements industriels et notre Centre de Recherche.

Vous développerez des projets ou des actions liés au process, vous réaliserez des études industrielles et participerez à la préparation des orientations industrielles.

Ce poste évolutif vous conduira dans quelques années vers un poste de développement ou de production dans l'un de nos établissements.

Il est indispensable que vous ayez un goût industriel développé et des qualités novatrices mais pragmatiques.

Si vous voulez être un des nôtres, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence 9307 M à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU  
58, avenue de Suffren  
75015 PARIS



## JEUNES INGENIEURS CHANTIERS

10 milliards de francs de chiffre d'affaires, une implantation internationale forte mais surtout plus de 20 000 chantiers sur le seul territoire français !

## NOUS VOUS FAISONS DECOLLER

Tous nos chantiers sont autant d'opportunités de responsabilités et d'autonomie pour de jeunes ingénieurs.

Vous serez d'abord initiés à ces technologies qui font de nous le leader européen des travaux routiers.

Vous deviendrez ensuite le garant de la rentabilité et du développement de vos propres entités.

Vous saurez encadrer et motiver vos équipes. Vous développerez progressivement vos relations avec clients et fournisseurs.

Alors, dès demain devenez entrepreneurs à part entière ! Chez COLAS nous vous ferons decoller !

Après-demain ? Nos filiales françaises et notre développement international sauront ouvrir des opportunités élargies.

Ne tardez plus. Adressez votre dossier de candidature sous référence M 69 à Gisèle MULARSKI - COLAS - Service Recrutement-Formation - 39, rue du Colisée - 75381 Paris cedex 08.

La route avance

## Une fonction Personnel...

en mouvement !...

Comment pourrait-il en être autrement, alors que notre unité (700 personnes), spécialisée dans la production de biens d'équipement, a une croissance de 25%, qu'elle tourne 24h sur 24, week-end compris, avec une large variété d'horaires ! Aussi notre nouveau responsable des

## RESSOURCES HUMAINES

230.000 F +

à la tête d'une équipe de dix personnes, sous la responsabilité du Directeur d'Etablissement et en liaison fonctionnelle avec le Directeur du Personnel du Département, devra assumer une gestion dynamique de nos Ressources, dans un contexte de croissance certes, mais aussi d'automatisation des process. Bénéficiant d'un climat social sain, au-delà d'une responsabilité globale et habituelle de la fonction, il portera un regard particulier sur l'élaboration, la mise au point et l'application de systèmes et procédures, aptes à rationaliser davantage ainsi que sur la motivation des équipes et la communication. Parlons-en ! A bientôt, avant de rejoindre le Sud-Ouest.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/RH/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## Une Carrière Commerciale Dans une banque qui va de l'avant

Akteur du développement d'une région en pleine mutation, la Banque Populaire du Nord s'impose comme l'interlocuteur privilégié de ceux qui entreprennent.

Avec 18 milliards de total bilan, elle propose une gamme complète de prestations (SCPI régionale, billets de trésorerie, société à capital risque), et prépare activement 1992 (création d'une antenne à Londres).

Pour mener à bien nos nouveaux projets, nous souhaitons rencontrer de JEUNES PROFESSIONNELS nécessairement dynamiques et enthousiastes, qui participeront activement à notre développement commercial.

Rejoignez-nous ! Nous pouvons valoriser votre première expérience bancaire et surtout vous proposer une évolution de carrière à la hauteur de vos et de nos Ambitions.

Un 1<sup>er</sup> contact s'impose et Philippe LECLERCQ de la D.R.H. est à votre disposition pour discuter, en toute confidentialité, de votre projet professionnel.

Merci de lui adresser, personnellement, votre lettre + CV à la

BANQUE POPULAIRE DU NORD Direction des Ressources Humaines

847, avenue de la République - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL



BANQUE POPULAIRE  
DU NORD

PROGRESSONS ENSEMBLE

Notre jeune Groupe Agro-alimentaire français de dimension internationale poursuit un programme de développement sur les plans internes et externes et recherche pour sa holding basée à NEUILLY.

## Adjoint direction de la stratégie

300 KF

ESSEC, ESC, SCPO, MBA.

Rattaché à la Direction de la Stratégie, votre mission consiste à fournir les éléments d'analyse permettant de définir les axes d'orientation stratégiques, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi.

Vos principales actions :

- Recueillir les informations clés et constituer une banque de données au niveau macro-économique, socio-culturel, micro-économique.

- Constituer un tableau de bord d'analyses stratégiques en cohérence avec le reporting groupe.

- Analyser les cibles potentielles du groupe par rapport à son développement par rachat externe.

- Participer aux études marketing dans

le cadre de la mission de conseil de cette direction.

28 ans environ, vous avez 4 ans au moins d'expérience réussie dans les domaines du consulting ou dans le service méthode et organisation ou développement stratégique d'une société performante.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et l'utilisation de l'informatique.

Nous vous proposons d'aller plus loin avec un groupe ambitieux qui vous invite à partager ses projets dans un contexte jeune, autonome, stimulant et peut offrir des opportunités à la mesure de vos performances.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, prétentions sous référence M 59 E à notre

Conseil : ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

NOTRE  
METIER :  
LA FIABILITE

ARCO



# Économie

Le Monde • Mardi 7 mars 1989 27

## SOMMAIRE

■ En augmentant sa participation dans la CGE, l'UAP obtient un siège d'administrateur et double son poids dans la Générale occidentale (lire ci-dessous).

■ Premières inculpations dans le scandale Recruit, qui secoue les milieux politiques et financiers à Tokyo (lire page 29).

■ Il faudra repenser l'ensemble du système fiscal français, estime M<sup>me</sup> Scrivener, nouveau commissaire européen chargé de la fiscalité (lire page 28).

### En augmentant sa participation dans le capital

## L'UAP resserre ses liens avec la CGE

L'UAP porte de 2,5 % à 3,5 % sa participation dans la Compagnie générale d'électricité (CGE), privatisée en mai 1987, et se verra offrir un poste d'administrateur à la prochaine assemblée générale en juin. Simultanément, l'UAP voit son poids dans la Générale occidentale, filiale de la CGE, doubler pour atteindre 7 % du capital. Les deux opérations sont réalisées par échange de titres entre la CGE et l'UAP.

Ceux qui attendaient une éventuelle « recombinaison du capital » — traduction élégante du « dénouement » — de la CGE, privatisée en mai 1987, resteront sur leur faim. L'UAP, son seul actionnaire public, non présent au conseil d'administration, n'augmente sa participation que d'un point. La première compagnie française d'assurances devient, avec 3,5 %, le troisième actionnaire du champion français du téléphone, de l'énergie et du ferroviaire, derrière la Société générale (7,8 %) et la Société générale de Belgique (SGSB) (4,2 %), mais l'opération n'est pas de taille à bouleverser un tour de table solidement tenu par des « amis » de la maison. Outre la Société générale et la SGSB, on y compte la Compagnie générale des pouvoirs publics (Pierre Suard, PDG de la CGE, a notamment rencontré Pierre Bérégovoy vendredi 3 mars, — elle est d'abord une affaire bilatérale, qui a été abordée par les patrons des deux entreprises, à l'arrivée de Jean Peyrelevade à la tête de l'UAP en juillet dernier. Les deux sociétés avaient un vieux contentieux à liquider : la position de l'UAP au sein de holdings (voir organigramme) qui contrôlaient la Générale occidentale, filiale de la CGE. Présent directement dans la Générale occidentale à hauteur de 3,25 %, l'assureur était également entré dans Alphalec, une holding créée pour les besoins de la cause en 1979 quand la CGE, présidée alors par Ambroise Roux, avait pris environ 8,5 % de la Générale occidentale, l'empire de M. Goldsmith.

Le dossier Framatome En juillet 1987, la CGE devient l'actionnaire principal de la Générale occidentale en rachetant les parts de M. Goldsmith (le Monde du 29 juillet 1987). Contrairement aux engagements pris, l'UAP se retrouve alors coincée dans des structures non cotées, où elle n'a aucun pouvoir, mais qui lui immobilisent de 600 à 700 millions de francs. Quand Jean Peyrelevade arrive à la tête de l'UAP, l'affaire n'est toujours pas réglée. L'intérêt bien compris de l'entreprise le pousse à négocier l'échange de ses titres Alphalec contre des participa-

tions plus significatives, dans la CGE d'une part, dans la Générale occidentale d'autre part, sans débours d'argent. L'agitation liée à l'affaire Société générale mettra quelque peu en sommeil des discussions complexes qui se boucleront finalement en février.

Ce dossier réglé, Pierre Suard — qui affirmait encore récemment dans un entretien accordé au Monde : « (...) Si l'UAP souhaite renforcer sa participation dans notre capital, je m'en réjouis » (le Monde du 1<sup>er</sup> mars), ne pouvait également que se réjouir d'accueillir à son conseil d'administration un représentant de l'UAP en la personne de Jean Peyrelevade. Ce sera chose faite après l'assemblée générale de juin prochain.

Les deux hommes se connaissent de longue date : Jean Peyrelevade, polytechnicien ingénieur de l'aviation civile, a rencontré Pierre Suard, polytechnicien ingénieur des Ponts alors en poste à l'Aéroport de Paris, il y a vingt ans. Le refus du président de l'UAP de participer à l'offensive sur le capital de la Société générale a montré, si besoin était, les distances qu'il savait prendre à l'égard de ses autorités de tutelle, même s'il en partageait les vues politiques. Sans compter qu'il aurait eu quelque mal à concilier sa négociation avec la CGE et une attaque sur une banque qui est l'actionnaire principal de cette même CGE.

Si l'échec de la manière forte employée pour recomposer l'actionariat stable de la Société générale a favorisé du même coup la méthode « soft », adoptée par le patron de l'UAP, le résultat atteint à la CGE, avec la présence d'un seul adminis-

trateur public, suffira-t-il à satisfaire la Rue de Rivoli ? On peut en douter. D'autant que les pouvoirs publics n'ont pas oublié l'autre différend qui les oppose à Pierre Suard : le dossier Framatome.

Un pacte d'actionnaires lie la CGE (détenrice de 40 % du capital) et Dumez (12 %), et assure à la première tout pouvoir sur le français constructeur de chaudières nucléaires, au détriment de ses actionnaires publics — Commissariat à l'énergie atomique pour 35 % et EDF pour 10 %. La présence de Jean Peyrelevade au conseil d'administration de la CGE permettra-t-elle de trouver plus facilement un terrain d'entente entre Pierre Suard et les pouvoirs publics, afin de mieux équilibrer le pouvoir de décision sur Framatome en fonction de son actionariat ? On peut l'espérer.

### Bien des convoitises

Mais l'accord entre la CGE et l'UAP aura aussi des conséquences pour l'avenir de la Générale occidentale (GO). Depuis qu'elle est passée dans le giron de la CGE, la Générale occidentale s'est profondément modifiée. Sous la houlette de son président, Ambroise Roux, elle s'est débarrassée de ses activités de distribution alimentaire (Grand Union) et d'une partie de ses actifs forestiers (dans l'Oregon). Les autres actifs sont destinés à être vendus et les actifs pétroliers sont en cours de cession. Le groupe s'est recentré sur la communication (édition, presse avec l'Express) et a notamment créé avec CEP Communication (détenue à 35 % par Havas) un

groupe d'édition, le groupe de la Cité (Larousse, Nathan, Fresses de la Cité...).

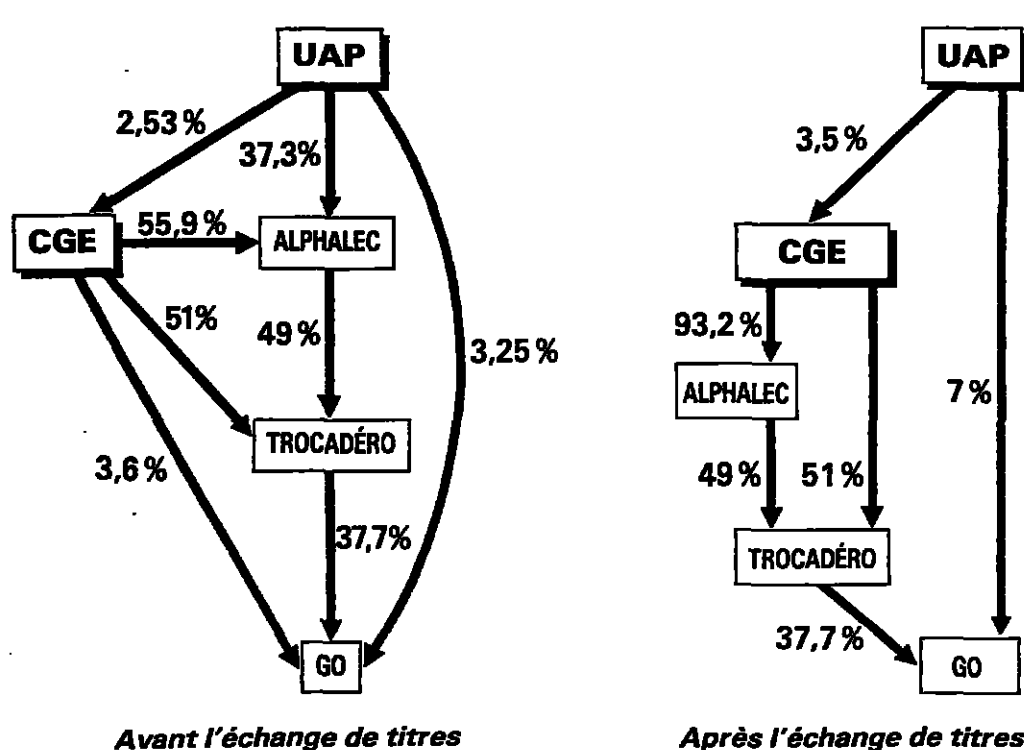
Au cours des derniers mois, la GO a suscité bien des convoitises. M. Suard n'aurait pas été fâché de récupérer sa trésorerie, estimée à quelque 4 milliards de francs, en absorbant sa filiale. Un projet gélif devant l'hostilité des pouvoirs publics. Quant à Ambroise Roux, il avait caressé le rêve de se décrocher de la CGE et de se rapprocher de la Générale occidentale de la Compagnie générale des eaux (le Monde du 22 décembre 1988), en faisant de la seconde le principal actionnaire de la première. La stratégie de l'entreprise n'était sans doute pas sa seule motivation. M. Suard a, en effet, affirmé à plusieurs reprises qu'il appliquerait à Ambroise Roux la règle en vigueur à la CGE qui veut que les présidents se retirent à soixante-huit ans, âge qu'atteindra le patron de la GO en juin prochain.

Pareille détermination poussait fatalement Pierre Suard à faire avorter tout projet qui aurait sorti la GO de l'orbite de la CGE, sans pour autant qu'il ait arrêté sa propre stratégie sur l'avenir de cette filiale.

Gageons que Jean Peyrelevade, présent aux conseils d'administration de la Générale des eaux, de la Générale occidentale, de Havas et bientôt de la CGE, saura jouer, comme il en a depuis quelque temps la pratique, les bons offices entre les différentes parties prenantes. Pour le plus grand profit de l'UAP et de ses assurés, cela va de soi. Et si, au passage, de telles négociations devaient avoir de bénéfiques retombées sur l'Etat et sur sa place en tant qu'actionnaire public de la CGE, qui s'en plaindrait ?

CLAIRE BLANDIN.

### Les liens entre l'UAP, la Compagnie générale d'électricité et la Générale Occidentale



### M. George Bush met en garde les grévistes d'Eastern Airlines contre une extension du conflit

Les quelque huit mille cinq cents mécaniciens et bagagistes de la compagnie aérienne américaine Eastern Airlines se sont mis en grève dans la nuit du 3 au 4 mars, à l'issue de négociations infructueuses de dernière minute entre leur syndicat et la direction.

Le président George Bush a décidé de ne pas intervenir dans le conflit, mais a mis en garde, dans un communiqué, les syndicats contre les piquets de grève devant les autres compagnies aériennes et les gares ferroviaires.

Filiale en difficulté de Texas Air (premier groupe de transport aérien aux Etats-Unis), Eastern se bat depuis deux ans pour obtenir des diminutions salariales de 15 % à 28 % de ses mécaniciens et bagagistes. — (AFP.)

● Diminution du chômage en RFA. — Le nombre de chômeurs en Allemagne fédérale a baissé de 28 900 personnes en février, revenant à 2,304 millions, en données non corrigées des variations saisonnières. En un an, le chômage en RFA a baissé de 9 %.

### En 1988 Le déficit de la balance des paiements courants a atteint 23,3 milliards de francs

Le déficit de la balance française des opérations courantes s'est légèrement réduit en 1988, revenant à 23,3 milliards de francs (en données brutes) après 24,5 milliards de francs en 1987, selon des chiffres estimatifs publiés par le ministère de l'économie et des finances.

La balance des opérations courantes comptabilise les échanges de marchandises et de services mais aussi les transferts financiers unilatéraux qui sont essentiellement les versements à la CEE et les versements des travailleurs immigrés dans leurs pays d'origine.

● RFA : balance commerciale excédentaire de 11,8 milliards de deutschemarks. — La balance commerciale ouest-allemande a dégagé un excédent de 11,8 milliards de deutschemarks en janvier dernier (6,4 milliards de dollars), contre 6,4 milliards en janvier 1988 (4,6 milliards de dollars), soit une hausse de 39 % sur un an. La balance des opérations courantes a dégagé un solde positif de 10,8 milliards de deutschemarks en janvier dernier.

### REPÈRES

#### Croissance Vivacité confirmée aux Etats-Unis

L'indice composite, qui regroupe les principaux indicateurs économiques américains, a augmenté de 0,6 % en janvier, après avoir progressé de 0,7 % en décembre. L'indice de janvier confirme donc la vivacité de la croissance aux Etats-Unis.

#### Aéroports 70 millions de passagers en 1988

En dépit des grèves qui ont affecté les activités de certaines compagnies aériennes, les aéroports français ont connu, en 1988, un développement accablant de leur trafic, qui a atteint 70 millions de passagers, soit 6 millions de plus (9,3 %) que l'année précédente. La cause de cette progression doit être recherchée dans la libéralisation croissante du transport aérien national et européen. Les aéroports de Paris demeurent en tête du classement, avec 40,7 millions de passagers. Ils sont suivis par ceux de

Nice (5,4 millions de passagers), Marseille (4,5 millions), Lyon (3,2 millions), Toulouse (2,8 millions), Bordeaux (2,2 millions), Strasbourg (1,2 million) et Nantes (1 million).

#### Paiements courants Forte chute de l'excédent japonais en janvier

L'excédent de la balance japonaise des paiements courants a enregistré une chute de 50,5 % au mois de janvier, par rapport à la même période, l'année précédente : il atteignait 1,73 milliard de dollars (10,5 milliards de francs environ). En décembre 1988, cet excédent s'était élevé à 8,27 milliards de dollars. L'excédent de la balance commerciale a subi une diminution de 8,3 % sur un an en janvier, s'inscrivant à 4,557 milliards de dollars. La forte dégradation des comptes courants a cependant été interprétée comme un dérapage passager, qui ne modifie pas la tendance à la progression des excédents des comptes courants japonais.

### Le conflit entre la France et le Canada

## Les campagnes amères des chalutiers de grande pêche

LE HAVRE de notre envoyé spécial

C'est dans une ambiance morose, pour ne pas dire plus, que l'armement de Saint-Pierre-et-Miquelon, Interpêche, a procédé à l'inauguration, au Havre vendredi 3 mars, de deux chalutiers de couleur vermillon qui rejoindront dans quelques jours les autres bateaux de la flottille dans l'archipel français de l'Atlantique nord.

Le Saint-Denis et le Saint-Pierre, construits par les Ateliers et chantiers du Havre (ACH) pour un investissement total de quelque 120 millions de francs, sont deux imposants navires de guerre, boursés d'électronique, qui doivent naviguer dans les glaces, au milieu des icebergs, et traquer la morue par de très grandes profondeurs.

### En attendant le verdict du médiateur

Mais si lors de cette inauguration personne n'avait le cœur à prononcer des allocutions optimistes, c'est parce que l'avenir de la pêche autour de l'archipel est sombre. Le conflit entre la France et le Canada à propos des quotas de morue et de la délimitation des zones économiques en mer n'a pas reçu le moindre début de solution depuis deux ans, et les propositions du médiateur, M. Enrique Iglesias, choisi en novembre 1988, sont repoussées de semaine en semaine à cause d'échecs électoraux en France et aussi à Terre-Neuve (1). En plus, les pêcheurs de Saint-Pierre appartenant aux sociétés Interpêche et la Miquelonnaise se querellent à l'heure de la morue. Pour le plus grand profit de l'UAP et de ses assurés, cela va de soi. Et si, au passage, de telles négociations devaient avoir de bénéfiques retombées sur l'Etat et sur sa place en tant qu'actionnaire public de la CGE, qui s'en plaindrait ?

CLAIRE BLANDIN.

canadien ni à apaiser la querelle franco-française qui prend chaque semaine un tour plus envieux et disproportionné.

En présentant ses navires, qui rejoindront les quatre qu'il exploite déjà à Saint-Pierre, M. Pierre Jourdan-Barry, président d'Interpêche a, en présence de M. Marc Plantegenest, président du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, réitéré ce qu'il a appelé les « colonies » que réparent, selon lui, sur sa société ses concurrents, au premier rang desquels Comapêche, l'armement rival de Saint-Malo. « Il paraît que nous ne serions capables de vivre que dans la mesure où nous ferions la pêche aux subventions. On nous accuse de fomenter des troubles dans l'île et de n'être que de vils financiers et pas des armateurs de la pêche », a déclaré M. Jourdan-Barry. Je réponds que notre armement se place parmi ceux qui ont pris le plus de risques dans le passé en se lançant, sur la suggestion des pouvoirs publics, dans des campagnes expérimentales aux lies Kerguelen, en Namibia, aux Falklands, qui se révéleront le plus souvent des échecs. »

A Saint-Pierre, Interpêche, le premier employeur de l'archipel après... la fonction publique, donne du travail à 285 personnes, dont 110 marins et 175 ouvriers dans l'usine de préparation de filets de poisson. Mais aujourd'hui, avec la raréfaction des apports de morue, l'usine tourne très au ralenti, comme a pu le constater, la semaine dernière, M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, qui était venu pour quarante-huit heures en visite dans l'île.

Pour survivre, chacun des navires d'Interpêche qui a connu un déficit de 18 millions de francs en 1988) a basé d'un quota de morue de 5 000 tonnes que en. Le verdict de M. Iglesias — auquel ni Ottawa ni Paris ne seront obligés de se plier — est attendu avec autant d'espoir que d'angoisse à Saint-Pierre, à Saint-Malo et à l'hôtel Matignon.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Un nouveau délai vient de lui être accordé jusqu'au 15 mars.

## Compaq double son chiffre d'affaires en France

Compaq, une des success story de l'informatique américaine, a démarré sur les chapeaux de roues en France : quatre ans après son arrivée dans l'Hexagone, le constructeur de micro-ordinateurs a dépassé, en 1988, la barre magique du milliard de francs de chiffre d'affaires, soit plus du double de l'année précédente (417 millions de francs), ce qui le hisse en troisième position sur le marché français des PC professionnels, derrière IBM et Apple, avec une part de 9,2 % (en valeur).

Comme tous les groupes américains, Compaq ne donne pas d'indication sur les résultats de la filiale française, qualifiée pourtant de « très rentable » par son PDG, M. Bernard Maniglier. Avec 22 % des ventes hors Etats-Unis, la filiale française est la plus importante derrière la Grande-Bretagne (30 %).

mais devant l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche (19 %). Le groupe revendique donc la quatrième position sur le marché européen des micro-ordinateurs avec une part de 7,1 %, derrière IBM (26,6 %), Olivetti (8,6 %) et Apple (7,4 %). Il compte d'ailleurs bien se hisser à la deuxième place dans ce tableau d'honneur en 1989.

Le vieux continent, parti plus tard que les Etats-Unis dans la micro-informatique, tire en effet les ventes du groupe dans son ensemble. Créé il y a six ans, Compaq se pose en farouche défenseur du premier standard développé par IBM dans les PC... Cette politique semble lui réussir : ses ventes ont encore progressé de 69 % en 1988 à 2 milliards de dollars... et son bénéfice net a fait un bond de 87 % à 255 millions de dollars (1,6 milliard de francs).

## Délits d'initié autour de Consolidated Gold Fields

La maison de courtage James Capel, qui conseille le groupe à capitaux sud-africains Minorco dans son offre publique d'achat (OPA) sur Consolidated Gold Fields, lancée depuis le 21 septembre dernier, a commis un délit d'initié en 1986 lors d'un précédent raid boursier sur le capital du groupe minier britannique, rapportent les hebdomadaires britanniques Sunday Times et Observer dans leur édition du dimanche 5 mars.

Selon ces journaux, James Capel aurait profité d'une attaque d'un de ses clients, le canadien American Barrick Resources sur 4,9 % du capital de Consolidated Gold Fields (ConsGold) en achetant des actions de ce groupe pour son propre compte. Depuis, American Barrick Resources a revendu l'essentiel de sa participation, mais James Capel est devenu le conseiller de Minorco, qui propose 3,2 milliards de livres (33 milliards de francs) pour le rachat de ConsGold.

Cette information serait contenue dans un rapport du ministère du commerce et de l'industrie qui aurait été transmis, jeudi 2 mars, à ConsGold. Le président de James

Capel, M. Peter Quinnen, interrogé par les deux journaux, nie toute irrégularité. Selon lui, les agents de change de sa firme, qui ont procédé à l'achat des actions ConsGold, et leurs collègues banquiers, qui conseillaient American Barrick, sont séparés par « une muraille de Chine ».

Ces révélations surviennent à un mauvais moment pour Minorco, qui vient de porter le montant de son offre de 2,9 à 3,2 milliards de livres (le Monde du 22 février), et n'attend plus que le verdict d'une cour américaine pour la déclarer inconditionnelle.

Le 2 février dernier, le ministre du commerce et de l'industrie britannique autorisait cette OPA, tout comme, quinze jours plus tard, la Commission européenne, en dépit de l'ouverture d'une autre enquête sur les mouvements boursiers suspects, qui ont précédé l'initiative de Minorco, en septembre.

Quant à ConsGold, son conseil d'administration a toujours refusé ce raid. Il doit publier cette semaine sa riposte à la dernière offre de Minorco.

## FISCALITÉ

## Un entretien avec Mme Christiane Scrivener

**« L'ensemble du système fiscal français devra être repensé »  
nous déclare le commissaire européen**

**Auteur il y a un mois de propositions visant à harmoniser les prélèvements sur les revenus de l'épargne dans les pays de la CEE, Mme Christiane Scrivener, commissaire européen chargé de la fiscalité, explique dans l'interview que nous publions les**

raisons et les conséquences de plusieurs mesures qu'elle avance, dont celle d'un aménagement de la fiscalité française. On sait qu'une des propositions essentielles de la commission Scrivener est un prélèvement à la source de 15 % sur les revenus de l'épar-

gne (obligations et dépôts bancaires), payé par tous les résidents de la CEE. Mme Scrivener, qui propose que soient exonérés les revenus des euro-obligations, justifie une telle mesure par la nécessité de parvenir à un accord au sein de la CEE.

« L'application d'une retenue à la source de 10 % à 15 % sur les intérêts des obligations et des dépôts en banque, le rapprochement des taux de TVA, dus l'un et l'autre à l'instauration d'un marché unique européen, vont se traduire par d'importantes diminutions de recettes fiscales en France. Ne croyez-vous pas qu'elles devront être compensées par une augmentation des recettes provenant de l'impôt sur le revenu ? »

moitié des ménages qui n'y soient pas assujettis. En outre, les cadres des entreprises sont trop fortement taxés, ce qui les démobilise. Il faudra donc penser à une nouvelle répartition. Mais une telle évolution doit s'opérer dans la sérénité. Il faut, sans tarder, engager une grande réflexion au niveau national, à mener en parallèle avec ce qui est entrepris au niveau européen.

recettes provenant de l'impôt sur le revenu ?

- Il faut répondre très franchement. Nous serons obligés de repenser l'ensemble du système fiscal français. Cela conduira à se poser des questions sur l'impôt sur le revenu. Je crois qu'il n'est pas sain qu'il y ait 15 % de contribuables qui paient 60 % de l'impôt sur le revenu, et qu'il y ait à peu près la

» Nombreux sont ceux qui l'ont à l'esprit. Quand Jacques Delors m'a proposé ce portefeuille, que j'ai accepté avec enthousiasme, me l'a dit : « Vous travaillerez pour l'avenir », et il avait évidemment en tête cette nécessité de restructurer notre fiscalité. Ce sentiment est partagé par d'autres ; par Raymond Barre, bien sûr, mais la réflexion



que conduisent Pierre Bérégovoy et Lionel Stoléru va dans le même sens.

- Cette triple réforme, si elle est menée à bien (fiscalité de l'épargne, TVA, impôt sur le revenu), va-t-elle avoir pour résultat, comme certains l'ont dit, de détaxer les riches et de faire payer les pauvres ?

Je suis choquée par une telle présentation. Elle est tout à fait injustifiée. La réforme, y compris celle de l'impôt sur le revenu, peut être à la fois efficace et équitable. Elle n'aura nullement comme conséquence de favoriser les uns par rapport aux autres.

— Mais, néanmoins, des gens qui ne payent pas aujourd'hui l'impôt sur le revenu devront alors l'acquitter ?

— Je vous fais remarquer que dans un pays comme le nôtre, cette réforme fiscale implique une baisse sensible — tel est notre objectif — des taux de TVA dont bénéficient tous les consommateurs et, par voie de conséquence, l'activité économique. C'est tellement vrai qu'on a pu constater, au moment de la baisse de la TVA sur les automobiles, une reprise des achats. Peugeot ne s'en est pas plaint ; les entreprises, l'Etat, l'emploi, bénéficient d'un tel coup de fouet donné à la croissance.

» Les aménagements de la fiscalité de l'épargne, à un terme très rapproché, se traduiront sans nul doute chez nous par une baisse des taux d'imposition, un avantage qui ne bénéficiera pas uniquement, contrairement à ce qui a été dit, aux détenteurs de revenus élevés.

« Effort  
pédagogique »

— Mais la petite épargne n'est-elle pas largement dispensée de l'impôt en France ?

Bien sûr, et elle continue à profiter de l'absence de l'impôt profitera à de larges catégories de petites et moyennes entreprises, et de moyens épargnants, qui sont aujourd'hui taxés. En outre, en raison de l'ouverture du marché à la dimension européenne, les banques, ainsi que les autres établissements financiers, seront amenés à offrir des conditions plus favorables aux investisseurs. La création des mouvements de capitaux internationaux, dans des conditions nouvelles, stimuleront l'épargne, si bien que les gens qui profiteront d'une fiscalité allégée seront plus nombreux. Globalement, je suis convaincu que l'ensemble de la réforme, y compris celle, nécessaire, de l'impôt sur le revenu, aura dû en principe un avantage net, sans doute même significatif, pour les petits contribuables.

— Mais alors, comment expliquez-vous, surtout lorsqu'ils viennent de gens compétents, les propos alarmistes qui sont tenus ?

- Toute perspective de changement est laïque des réactions négatives. On peut le constater d'ailleurs davantage dans notre pays que dans d'autres. Ces réactions peuvent être jusqu'à un certain point compréhensibles lorsqu'elles résultent d'une information insuffisante. Elles sont difficilement admissibles lorsqu'il s'agit en réalité de défendre des intérêts corporatistes, tels ceux de certains milieux financiers ou administratifs. Ainsi, vis-à-vis des banques, il me semble, notamment en ce qui concerne la réforme de la fiscalité de l'épargne, qu'il y a eu un rôle de pédagogue d'explication assez nécessaire. Je ne ménagerai pas ma peine à cet égard.

— L'Acte unique européen ne parle pas des cotisations sociales qui sont aussi un prélèvement obligatoire. L'homogénéisation de l'impôt, qu'il implique au moins jusqu'à un certain point le marché unique, n'exige-t-elle pas qu'elles soient également prises en compte ?

— Il est effectivement indispensable d'intégrer les cotisations sociales pour avoir une vue d'ensemble. La Commission l'a très bien compris. En janvier, au moment où j'ai pris mes fonctions de commissaire responsable de la fiscalité, Jacques Delors a décidé de me confier une mission d'investigation sur la situation des prélèvements obligatoires dans chacun des membres. Cette mission a été confiée à deux personnes pour, dans un premier stade, savoir exactement de quoi on parle. Si l'on veut un dialogue social fructueux, y compris au niveau européen, ce bilan est essentiel. La première étape sera achevée fin mars.

— Les propositions de la Commission, qu'il s'agisse de la TVA ou de la fiscalité de l'épargne, ont été mal accueillies par certains Etats membres. Croyez-vous qu'un rapprochement des positions soit possible et de quelle manière ?

— En ce qui concerne l'épargne, la proposition de la Commission d'attribuer la TVA à la source a été acceptée comme base de travail par l'ensemble des Etats membres. Deux d'entre eux, pour des raisons différentes, ont des objections sérieuses. Le Luxembourg pour lequel notre proposition, vu l'importance qu'y représente le secteur bancaire, comporte de vagues difficultés. Le Royaume-Uni, à cause, pour des raisons de double imposition, de l'idée des Anglais est qu'il faut laisser jouer le marché. Je pense néanmoins qu'un compromis devrait être possible, car l'instauration d'un espace financier sans frontière me paraît présenter des avantages sans commune mesure avec les quelques difficultés que peut susciter le rapprochement des législations qui doit l'accompagner. Quant à la TVA, c'est également une négociation importante. La proposition de la Commission est toujours sur la table avec des compléments en cours sur deux points précis : 1) une réflexion sur les taux de TVA à appliquer à une grande catégorie de produits, ceux qui sont destinés essentiellement au Royaume-Uni et en Irlande, sont soumis aujourd'hui au taux zéro ; 2) la manière de parvenir à un système non bureaucratique de compensation entre les Etats membres. Les aménagements ainsi envisagés devraient faciliter une solution tant au point de vue de la qualité indicielle que sur celui de la fiscalité de l'épargne. Tout en respectant les échéances prévues, »

Propos. recueillis par  
PHILIPPE LEMAITRE

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Le Carnet des Entreprises

**Jean-Claude Tournand, cinquante-six ans, vient d'être nommé président-directeur général de Bertrand Faure Automobile, premier équipementier du siège automobile en Europe et principale filiale du groupe Énergie Bertrand Faure.**

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université, Jean-Claude Tournand a fait la plus grande partie de sa carrière chez Michelin. Après une mission de trois ans (72-74) auprès du président de Citroën SA, il a dirigé, jusqu'en 1978, les unités de production France de Michelin, puis il a été chargé, à la gerance du groupe, de la gestion des ressources humaines et de la direction des affaires sociales.

Il était, depuis 1986, directeur général du groupe ESSEC.

# LE NOUVEAU COUP DU LAPIN...

AU  
 SOMMAIRE  
 DE MARS

# Le Monde DES PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

## NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

du pôle Sud par voie

- La conquête aérienne.
- Gauguin : la liste complète de ses timbres.
- Journée du timbre dans 111 villes de France.
- La collection des télécartes.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**  
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde**  
**SÉLECTION IMMOBILIÈRE**  
 chaque mercredi (*éditions datées jeudi*)  
 Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

هكذا من الأصل



## Économie

### ÉTRANGER

Le projet de budget 1988-1989

### L'Inde maintient ses grands équilibres financiers

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Le ministre indien des finances S.P. Chavan a des raisons d'être satisfait : presque unanime, la presse indienne a rendu hommage, le mercredi 1<sup>er</sup> mars, au projet de budget 1988-1989, qu'il a présenté la veille au Parlement. Au moment où toute la classe politique a les yeux fixés sur l'échéance majeure d'élections générales, prévues pour la fin de l'année, chacun s'attendait à une « copie » à forte connotation démagogique. Le gouvernement a renoncé à flatter outrageusement ses gros bataillons financiers. Les grands équilibres financiers sont, dans l'ensemble, maintenus.

Le déficit budgétaire (qui constitue, avec l'augmentation de la dette extérieure, l'un des handicaps majeurs de l'économie indienne) sera limité à 73,3 milliards de roupies (1), soit une baisse de 5 % par rapport au déficit du budget consolidé pour 1988-1989. La croissance économique, de 9 % selon les estimations gouvernementales, y sera pour beaucoup.

Effort très symbolique, le budget de la défense est ramené de 132 milliards à 130 milliards de roupies. Cette coupe de 2 milliards (l'armée de terre est surtout lésée) est la preuve tangible d'une nouvelle appréciation de l'environnement régional : l'Inde estime que les « menaces » chinoise et pakistanaise sont moins fortes. Une certaine normalisation des relations est intervenue avec Pékin, notamment depuis la visite de M. Gandhi en Chine, et avec Islamabad avec

l'arrivée au pouvoir de Mme Benazir Bhutto.

Ce budget est, cependant, électoraliste sur bien des points. D'abord, pour les agriculteurs, base électorale traditionnelle du Parti du Congrès-I au pouvoir, un nouveau programme d'emploi rural est créé. L'effort global de l'Etat, en faveur de ce secteur, s'élève à 17 milliards de roupies. L'objectif visant à procurer un emploi à au moins une personne par famille se situant au-dessous du seuil de pauvreté a, en revanche, peu de chance d'être atteint, compte tenu des moyens mis en œuvre. Dans l'ensemble, le gouvernement « soigne » les couches défavorisées (aucune hausse sur le thé, le sucre, l'huile, le kérosène, etc.) et frappe les plus aisés, notamment la petite et moyenne bourgeoisie, une clientèle que le Parti du Congrès avait pourtant choyé ces dernières années.

La mesure la plus symbolique est une surtaxe de 8 %, applicable sur les revenus dépassant 50 000 roupies par an (environ 2 000 F par mois). Parallèlement, la taxation à 25 % pour la tranche de revenus comprise entre 18 000 et 25 000 roupies est réduite à 20 %. Les « riches » (notion très relative) sont supposés être les victimes des nouvelles taxes frappant les téléviseurs couleur, les ordinateurs et autres matériels électroniques, certains deux-roues et les voitures de luxe. De même, les taxes d'aéroport sont triplées, celles des hôtels de luxe sont doublées et le prix des cigarettes est relevé. Le gouvernement indien manifeste, d'autre part, sa volonté de poursuivre une politique de libéralisation économique, comme en témoigne la suppression des contrôles tarifaires et de distribution portant sur l'aluminium et le ciment. L'effet bénéfique de cette mesure pour stimuler la production (le secteur de la construction notamment) risque cependant d'être amoindri par des hausses applicables au fer et à l'acier.

Pour la première fois depuis... 1921, l'opposition parlementaire dans son ensemble, a boycotté la présentation du budget. La veille, le premier ministre l'avait en effet accusée d'être favorable au « Khalistan », la patrie mythique des terroristes sikhs. Les excuses publiques de M. Rajiv Gandhi n'y ont rien fait : ce n'est pas la première fois que M. Gandhi se laisse aller à des excès de langage. Année électorale oblige probablement.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 roupie indienne vaut environ 0,50 F.

TOKYO  
correspondance

Le bureau du procureur du district de Tokyo a prononcé, samedi 4 mars, les premières inculpations contre les protagonistes du scandale Recruit Cosmos et a fait arrêter, lundi 6 mars, l'ancien président de NTT, Hisashi Shinto, soixante-dix-huit ans, pour corruption.

Hiromasa Ezoe, fondateur et ancien président du groupe Recruit, et Hiroshi Kobayashi, vice-président exécutif de la filiale financière du groupe First Finance, seront traduits devant la justice pour corruption active. Ils seront rejoints sur le banc des accusés par Hisabiko Hasegawa et Ei Shikiba, deux anciens cadres dirigeants de Nippon Telegraph and Telephone Corp., poursuivis pour corruption passive.

Ces inculpations marquent la fin de la première phase de l'enquête menée par la justice sur le scandale politico-financier qui secoue en pro-

fondeur le système de gouvernement japonais.

Les enquêteurs ont réuni suffisamment d'éléments pour prouver que la vente à MM. Hasegawa et Shikiba de milliers d'actions Recruit Cosmos, la filiale immobilière de l'empire Recruit, juste avant l'introduction du titre sur le marché hors-cote de Tokyo, équivalait à un versement d'argent liquide. Ils ont également mis en évidence les services rendus à M. Ezoe par les deux dirigeants de NTT pour faciliter l'entrée de Recruit Co., la maison mère du groupe, sur le marché des télécommunications et services informatiques.

Mais les enquêteurs ont provoqué un choc encore plus grand en faisant arrêter, lundi 6 mars, un beaucoup plus gros poisson : Hisashi Shinto, ancien président de NTT, qui est soupçonné d'avoir organisé l'entrée de Recruit Co. dans la « famille NTT ». Son ancien secrétaire particulier, Kozo Marata, a également été arrêté.

Hisashi Shinto, qui a dirigé d'une main de fer la privatisation de NTT en 1985, n'a pas reçu directement les

actions Recruit Cosmos, la transaction ayant été réalisée par Kozo Marata. Mais sur les 20 millions de yens (1) de plus-values dégagés par la revente de 10 000 actions après l'introduction, 9 millions ont abouti sur le compte bancaire personnel de Shinto.

L'ancien président de NTT a déjà dû s'expliquer récemment avec la justice sur les contacts « au sonnet » qu'il a entretenus avec Ezoe avant que Recruit Co., qui domine le marché des petites annonces d'emploi au Japon, ne s'engage dans une diversification réussie avec l'appui du géant des télécommunications. La réputation d'autoritarisme de Shinto, surnommé le « Shogun » (généralissime en japonais), enlève toute crédibilité à la thèse d'une action autonome de MM. Hasegawa et Shikiba.

#### L'écheveau déroulé

Les enquêteurs du bureau du procureur du district déroulent lentement l'écheveau du scandale en se fiant à un principe simple : à qui profite le crime ?

Au-delà de Shinto, on tombe sur les hommes politiques, et singulièrement l'ancien premier ministre Yasuhiro Nakasone, dont les inévitables secrétaires particuliers et la faction politique au sein du Parti libéral-démocratique ont été de très loin les principaux bénéficiaires des largesses de M. Ezoe.

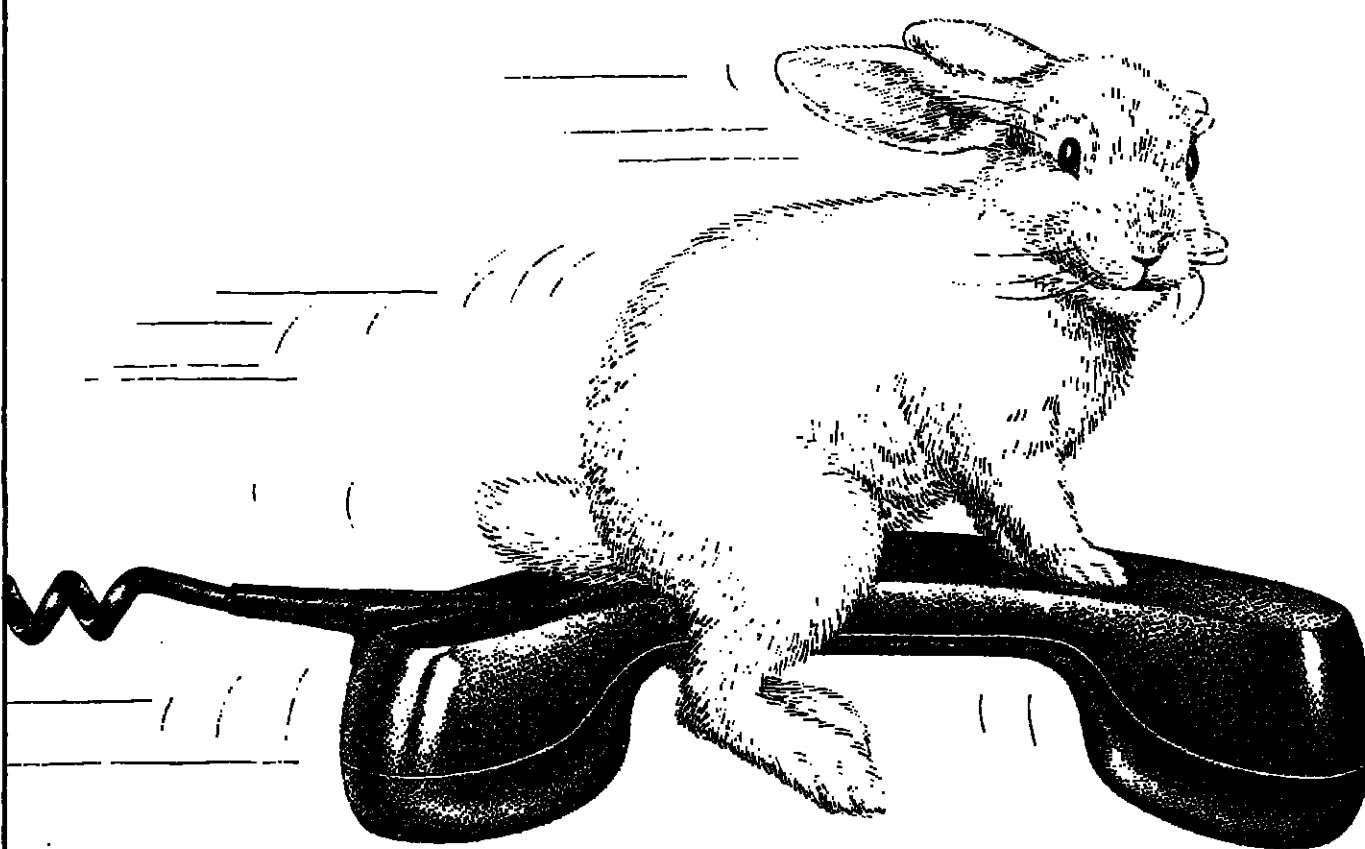
A la Diète, M. Nakasone est actuellement sur la sellette pour le rôle joué en tant que chef du gouvernement dans l'achat aux Etats-Unis de deux super-ordinateurs Cray Research par NTT, qui devait les revendre immédiatement à Recruit, et également dans le choix de Ezoe comme membre de la commission de recherche sur le système fiscal.

Frapper à la tête le monde politique nippon ne devrait pas intimider deux des principaux responsables du parquet de Tokyo, Yusuke Yoshinaga et Norio Munakata. En première instance et en appel, ils ont joué un rôle important dans l'enquête sur le scandale Lockheed, une affaire de « pots-de-vin » qui conduisit à l'arrestation de l'ancien premier ministre Kakuei Tanaka.

BERNARD HAMP.

(1) 100 yens = 4,9 FF.

# ... LE COUP DU TÉLÉPHONE À COPIER.



### LA TÉLÉCOPIE PAR MINOLTA.

La télécopie va prendre du poil de la bête : Minolta commercialise une gamme complète de 3 appareils groupe 3, tous compatibles avec le groupe 2, et offrant des performances redoutables : une mémoire d'éléphant, des automatismes simplissimes, une rapidité majuscule, et, bien sûr, une qualité copie Minolta tout en nuances.

De là à dire que ce nouveau coup du lapin va rendre chèvre la concurrence, il n'y a pas si loin.

Pour tout renseignement sur nos télécopieurs, appelez au (1) 47.86.60.00 ou envoyez votre carte de visite à : Minolta France S.A., Division Bureautique, 357 bis, rue d'Estienne d'Orves 92700 Colombes.



### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### AUSSEDAT REY

Le Conseil d'administration de la société Aussedat Rey, réuni le 2 mars 1989, a été informé par son Président de l'évolution de la situation depuis sa réunion du 17 janvier.

Il a enregistré la démission du Dr. Schmidt-Chari, qui représentait la société Leykam Murtzler, dont les accords avec Aussedat Rey étaient devenus sans objet depuis la prise d'intérêt de KNP dans son capital.

Le Conseil a ensuite été informé de l'entretien avec les représentants d'Arjomari et de ses principaux actionnaires qui a eu lieu le 25 février.

A l'unanimité, le Conseil a constaté qu'il n'est saisi d'aucun projet concurrent et a exprimé, dans l'intérêt de l'entreprise, de ses salariés et de ses actionnaires, le souhait qu'une suite favorable soit rapidement donnée au projet d'offre amicale déposé par International Paper.



SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE À COURT TERME DES ASSOCIATIONS

Le conseil d'administration réuni le 14 février 1989 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988. Il a constaté à cette occasion que le résultat distribuable au titre de l'exercice 1988 s'établit à 314 296 330,32 francs.

Il sera en conséquence proposé à l'assemblée générale, qui sera réunie sur première convocation le 23 mars 1989, et à défaut du quorum requis le 30 mars 1989, de fixer le dividende net de l'exercice 1988 de la SICAV à 72,14 francs par action, assorti d'un crédit d'impôt de 0,02 franc.

Pour les personnes physiques soumises à l'imposition sur le revenu, ce dividende se décompose comme suit :

- Un coupon de revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 44,82 francs sans crédit d'impôt.
- Un coupon de revenus sur titres de créances négociables à concurrence d'un montant de 27,29 francs sans crédit d'impôt.
- Un coupon sur revenus d'actions françaises à concurrence d'un montant de 0,03 franc assorti d'un crédit d'impôt de 0,02 franc.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce coupon sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 6 avril 1989 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

siège social : 5 avenue de l'Opéra 75001 PARIS - tél. : 49.27.63.00





# Marchés financiers

## BOURSE DU 6 MARS

Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3760	C.I.E. 3%	3750	3780	3750	- 0 13													83	Echo Bay	6750	6810	6650	+ 1 03
1200	B.L.P. T.P.	1170	1202	1082	+ 0 18													1750	Ed. Bess	8250	8410	8410	+ 1 45
1200	C.C.F. T.P.	1150	1185	1155	....													1050	Douglas Bank	1748	1748	1753	+ 0 17
1126	Ed. Lyon. T.P.	1122	1122	1122	....													1750	Douglas Bank	1748	1748	1753	+ 0 17
1700	Remont. T.P.	1655	1685	1668	+ 0 86	605	C.S.E.E. *	597	609	599	+ 0 34	1420	Lakon *	1380	1420	1420	+ 2 16	700	Salvager	660	665	695	+ 0 78
1705	Worce-Pond. T.P.	1778	1800	1800	+ 1 35	470	Comet S.A.	436	443	458	+ 5 28	3480	Lagard *	3485	3480	3480	+ 1 22	775	S.A.T. *	730	731	787	- 0 38
1301	Thomson T.P.	1330	1330	1330	....	3100	Dumont S.A.	3100	3100	3100	....	2530	Regard (D.P.) *	2480	2480	2480	+ 0 22	720	S.A.T. *	712	700	702	- 1 40
1200	Thomson T.P.	1330	1330	1330	....	3100	Dumont S.A.	3100	3100	3100	....	2530	Regard (D.P.) *	2480	2480	2480	+ 0 22	720	S.A.T. *	712	700	702	- 1 40
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+ 0 08	215	D.P. P.C. L.	215	215	215	....	700	Locandine *	1285	1285	1285	+ 0 14	800	S.A.T. (B.) *	687	673	674	+ 0 86
586	Alcor	572	582	568	+																		

**Comptant** (selection)[illegible]

## SICAV (sélection)

[illegible]

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS		COURS	
	prix	6/3	Actuel	Vente		prix	6/3		
Eaux-Us (5 l)	6 286	6 288	6 040	6 440	Or fin (à la onze)	76200	76800	C. Océ. Fontaine	180
ECU	7 085	7 083			Or fin (en lingot)	76200	76850	Copex	342
Aluminium (100 DM)	340 250	339 940	329 800	349 500	Pièce italienne (20 l)	481	461	Capex	50 50
Alu (100 kg)	18 228	18 212	18 850	18 550	Pièce française (10 l)	479	478	Day Devises	210
Pays Bas (100 fl.)	301 470	301 100	291 500	311 500	Pièce suisse (20 fr.)	453	454	Monnaie-Région-Zur	818
Danemark (100 kr.)	87 371	87 288	84 160	91 250	Pièce espagnole (100 p.)	453	454	Macquibank	170
Hongrie (100 H.)	102 804	102 836	10 500	11 200	Guinée	572	579	Monnaie-Région-Zur	240
Grèce (100 dr.)	4 047	4 038	3 800	4 400	Swaziland	2710	2730	Monnaie-Région-Zur	240
Irish (1 000 Ir.)	4 614	4 618	4 450	4 850	Pièce de 20 dollars	1420	1430	Monnaie-Région-Zur	240
Suisse (100 fr.)	387 630	387 260	386	407	Pièce de 10 dollars	1420	1430	S.P.R.	55
Suède (100 kr.)	38 030	38 040	38 000	40 250	Pièce de 5 dollars	2915	2930	S.P.R.	55
Austrie (100 sch.)	46 370	46 235	46 900	50	Pièce de 50 pentes	2915	2930	St James de Monnaie	440
Espagne (100 pes.)	5 460	5 453	5 150	5 700	Pièce de 10 dinars	467	468	St James de Monnaie	440
Portugal (100 esc.)	4 116	4 118	3 850	4 650	Or Londres			St James de Monnaie	440
Canada (5 can.)	5 246	5 289	5 070	6 470	Or Zurich			St James de Monnaie	440
Japon (100 yen)	4 857	4 857	4 760	4 970	Or Hongkong			St James de Monnaie	440
					Argent Londres				

e : coupon détaché - o : offert

Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	235	235
Coeurbar	89 60	84 60

Europe Lander	10300 14	1000 14	Odilon	1061 16	1050 85
Europe	1147 19	1104 47	Obéolind	10276 94	10276 94
Europe-Hall	5750 87	5535 91	Optimiseur	227 78	222 22
36 80	26 80	26 21	Ornicar	1236 17	1195 52
61457 60	61487 80	61487 80	Ornicar	5504 51	5720 30
Finard Valenciennes	14016 19	13743 32	Pacheco Cotonnecore	626 31	600 78
Finard (prix par 100)	11363 18	11363 18	Pacheco Europe	16640 76	16027 76
Finard	247 33	239 60	Pacheco France	100 22	97 30
France-G	7679 03	7501 75	Pacheco Océanide	923 15	538 06
France-Garantie	262 03	281 53	Pacheco Opacolors	126 14	118 83
France-Investiss.	423 6	426 90	Pacheco Perimex	590 79	526 54
France-Océanide	459 86	465 31	Pacheco Revolu	92 97	91 65
France	435 86	421 22	Pacheco Valor	.....	.....
France-Plex	98 79	95 91	Pacheco Recycle	177 57	174 08

FINANCIÈRE

FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-81-82, poste 4330

- \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
2 URSS : l'anniversaire de la mort de Staline. 3 Les suites de l'affaire des Versets sataniques. 4 Algérie : l'armée se retire du comité central du FLN. 6 Venezuela : les pillages ont répondu à une intense spéculation.	7-8 La préparation des élections municipales : — M. Rocard face au PCF : — Reportages à Pau, Avignon et Lyon.	10 Trois réunions internationales sur la protection de la couche d'ozone. 11 Devant les assises de Corse-du-Sud : l'obscure procès d'un hôtelier de Porto-Vecchio. 12 Sports : Rugby : le Tournoi des Cinq Nations.	14 « Ars Musica » à Bruxelles. — Teddy Edwards au Magnetic Terrace. — La vente de la bibliothèque de Tristan Tzara. 15 La quatorzième Nuit des césars. 18 Communication : le mariage Time-Warner.	27 L'UAP augmente sa participation dans la CGE. 28 Un entretien avec M. Scrivener, nouveau commissaire européen chargé de la fiscalité. 29 Premières inculpations dans le scandale Recruit, qui secoue les milieux politiques et financiers à Tokyo.	Abonnements ..... 4 Annonces classées ..... 23 à 26 Campus ..... 10 Carnet ..... 18 Loto, Loto sport ..... 17 Météorologie ..... 17 Mots croisés ..... 17 Radio-télévision ..... 17 Spectacles ..... 16	• Réservez vos séjours à la montagne ..... SEJOUR • Consultez les hauteurs de neige dans les stations ..... CORUS • Chaque mardi le mini-journal de la rédaction ..... JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 APF 3615 tapes LM

## Les conflits sociaux dans les hôpitaux publics

### Grève des infirmières anesthésistes

Le climat social s'alourdit dans les hôpitaux publics. Après avoir dans un premier temps réglé le conflit qui couvait avec les praticiens hospitaliers, le ministre de la Santé, M. Claude Evin, se trouve aujourd'hui confronté à une multitude de revendications catégorielles. Lundi 6 mars, les trois mille cinq cents infirmières anesthésistes étaient en grève : afin que soit reconnue leur spécificité par rapport aux autres catégories d'infirmières, elles réclament une augmentation de salaire de 600 F par mois. M. Evin a qualifié, dimanche 5 mars, ces revendications de « complètement démesurées par rapport à l'ensemble des revendications dans l'hôpital ».

Concernant les internes, qui ont déposé un préavis de grève pour les 8 et 9 mars, les négociations étaient, elles aussi, au point mort dimanche soir. Toutefois, de nouvelles propositions pourraient être faites lundi 6 mars, tant par le gouvernement que par l'intersyndicale nationale des internes.

D'autres catégories de personnels hospitaliers menacent à leur tour de faire grève : les chefs de clinique, les maîtres de pharmacie, les assistants et les professeurs de CHU (les 15 et 16 mars), les kinésithérapeutes, les surveillantes et les sages-femmes monitrices. D'autre part, comme on pouvait s'y attendre, les infirmières, qui ont mis quatre mois à toucher les augmentations promises à l'issue de leur grève du mois d'octobre, tentent de se remobiliser sur le thème

« d'autres ont obtenu, sans grève, au moins autant d'argent que nous et on nous considère toujours aussi mal à l'hôpital ».

Pour le moment, donc, chaque catégorie de personnel joue la politique du chacun pour soi. En sachant parfaitement que le malaise, pour ne pas dire plus, que connaît actuellement l'hôpital public est plus global et qu'il sera impossible de faire l'économie d'une réflexion de fond sur son avenir.

F. N.

### Mort du professeur Maurice Carraz

Le professeur Maurice Carraz, directeur général de l'Institut Pasteur de Lyon et du Sud-Est, est mort le samedi 4 mars à l'hôpital cardiologique de Lyon, où il était soigné depuis une quinzaine de jours. Il était âgé de soixante-huit ans.

(Né le 23 février 1921 à Cibeins (Ain), Maurice Carraz était docteur en pharmacie, spécialiste d'immunologie, et professeur à la faculté de pharmacie de Lyon. Il avait participé à la mise au point du sérum « anti-lymphocytaire », substance utilisée pour améliorer l'efficacité des greffes d'organes. Le professeur Carraz était aussi spécialiste d'hygiène hospitalière. Il avait été nommé directeur général de l'Institut Pasteur de Lyon en 1974. Il était membre de plusieurs sociétés scientifiques internationales et avait effectué de nombreuses missions pour le compte de l'OMS.)

## La grève des nettoyeurs du métro parisien

### Les graffitis créent de l'emploi temporaire

Nommé médiateur le 3 mars, M. Gilles Belier a commencé « son tour de table » des parties concernées par le conflit qui oppose, depuis trois semaines, la société COMATEC aux nettoyeurs du métro, en grève. Sa désignation a entraîné une accalmie, pendant le week-end.

L'entreprise de nettoyage a renoncé aux « commandos anti-craie » mais réclame toujours « la mise en place de forces de protection » pour que les non-grévistes puissent travailler sans que se produisent des affrontements analogues à ceux de vendredi dernier à la gare de Lyon (le Monde daté 5-6 mars). Dans la nuit de dimanche à lundi, selon la COMATEC, le nettoyage « approfondi » de l'ensemble des stations a été effectué avec trois cent cinquante nettoyeurs protégés par cent vingt vigiles et des forces de l'ordre.

Administrateur de la RATP, élu sur une liste CFDT, M. Michel Blusac a condamné, dans un communiqué, « les actes de violence perpétrés par des grévistes de l'entreprise COMATEC contre des salariés intérimaires ou sous contrat à durée déterminée considérés, abusivement, comme briseurs de grève, alors qu'ils ne font que subir la précarisation de leur emploi ».

De leur côté, le comité de grève, très largement CFDT dans sa majorité, et le syndicat CFDT de la RATP appellent à une manifestation le 7 mars à partir de 16 heures, à Paris, de la place de la République au siège de la COMATEC, boulevard de Charonne (20<sup>e</sup> arrondissement).

A. Le.

### MODE : QUELS ACHATS POUR UN BILLET DE 500 F ?

C'est un défi : au prix d'un simple accessoire, une nouvelle garde-robe de printemps. Mais c'est possible, avec les tissus Rodin. En choisissant dans les promotions et les bonnes affaires, vous repartirez avec des vêtements et des accessoires de beaux tissus. Imprimés pimpants, toiles d'été, lainages, polyester, soie, etc. A moins que vous ne préfériez pour cette somme, finalement très raisonnable, un seul et très beau tissu. Car vous avez tout le choix des prix, depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**FRENCH IN PROVENCE**  
Cours résidentiels de français.  
38 leçons + repas et soirées  
en compagnie des professeurs  
= 66 heures  
de français pratique  
par semaine.  
A partir de 5.000 FF (cours et pension + \*).  
A l'étranger, cours résidentiels d'anglais et d'espagnol.  
Tél. : 66.39.38.38  
Télécopie : 66.39.37.20  
CERAN B.P. 27/305  
30130 PONT-ST-ESPRIT

## Cinq morts et quatre-vingt-quatorze blessés

### La collision de deux trains britanniques est due au non-respect de la signalisation

LONDRES  
de notre correspondant

Une erreur humaine semble être à l'origine de la catastrophe ferroviaire qui a coûté la vie, samedi 4 mars, à cinq personnes et en a blessé quatre-vingt-quatorze autres près de Purley, dans la banlieue sud de la capitale britannique. M. David Morgan, conducteur du rapide reliant la station balnéaire de Littlehampton, sur la Manche, à la gare londonienne de Victoria, a admis, dimanche, de son lit d'hôpital, qu'il avait passé un feu rouge immédiatement avant que sa motrice n'aille percuter à vive allure un train de banlieue qui se dirigeait également vers Victoria.

La signalisation ne serait donc pas fautive et la défaillance mécanique paraît exclue, les freins ayant fonctionné normalement. M. Morgan aurait dépassé, à environ 70 ou 80 kilomètres-heure, plusieurs feux orange qui lui indiquaient de ralentir, avant d'apercevoir le feu rouge, qui lui enjoignait impérativement d'arrêter, ce qu'il a fait, mais trop tard. L'accident a eu lieu sur la ligne qui joint Victoria à l'aéroport de Gatwick.

Les conducteurs sont quelque peu démolis par le chaos qui règne à

British Rail. Du vieux matériel est maintenu en service pour des raisons d'économie et doit cohabiter avec des motrices modernes rapides. L'électrification avance lentement et les anciens signaux sont remplacés par un système informatisé sans que la cohérence soit parfaitement assurée. British Rail est manifestement encore sous-équipé, malgré quelques efforts récents, mais l'objectif premier du gouvernement est de rendre l'entreprise rentable.

Le boom économique, surtout sensible dans le sud du pays, achève paradoxalement de désorganiser cet ensemble très fragile en saturant le réseau sud-ouest. On remarquera que les deux accidents de Clapham Junction et de Purley sont dus à la collision d'un train de banlieue et d'un train rapide au sud de la capitale.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● Collision de deux trains à Glasgow. — Deux trains de voyageurs sont entrés en collision dans un quartier de l'est de Glasgow, en Ecosse, lundi 6 mars, faisant plusieurs victimes. La police s'est refusée à donner plus de détails.

## M. Alain Minc au « Grand Jury RTL » « le Monde »

### « Réveiller la Belle au bois dormant »

Interrogé dimanche 5 mars, au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Alain Minc, vice-président de CERUS, a affirmé à propos de l'OPA manquée de son groupe sur la Générale de Belgique qu'il n'a pas l'impression « d'appartenir au monde des gangsters », mais plutôt à celui « des gens qui réveillent ».

Il a ajouté : « Le capitalisme est un système où nombre de gens ont tendance à se protéger, où les directions des entreprises n'ont souvent qu'une envie, surtout quand elle ne va pas très bien, la transformer en font Chabrol tranquille et douillet pour elles. Et il n'y a souvent pas d'autre moyen pour changer les choses que de lancer une OPA. Ce n'est pas le moyen le plus agréable, mais c'est souvent le seul (...). Nous avons perdu l'OPA sur la Générale de Belgique mais la Compagnie de Suez a fait exactement ce que nous aurions fait, c'est-à-dire qu'elle a réveillé la Belle au bois dormant ».

Après avoir félicité la gauche pour avoir « appris la crise aux Français », M. Minc a critiqué l'impôt sur la fortune, lui préférant l'augmentation de l'impôt sur les successions, faute de quoi « nous allons assister à la reconstitution des fortunes (...) ». « L'argent facile, c'est en réalité la réapparition des patrimoniers (...) ». On va réinventer les classes sociales, avec

de très importants écarts de fortune, de vraies tensions sociales ».

M. Minc a également estimé que Paris est « allé trop vite dans la libération des mouvements de capitaux » et qu'en outre « dans un engrenage fiscal extraordinairement risqué (...) ».

« Le fond du problème c'est que, quand la France a signé la libération des mouvements de capitaux, elle n'a pas fait de l'harmonisation fiscale un corollaire obligatoire, elle en a fait une espèce de mesure d'accompagnement politique. Dans ces conditions, la libération des mouvements de capitaux signifie l'indexation sur le paradis fiscal européen, qu'est le Luxembourg. Vous me direz que des pressions sur le Luxembourg pourraient un peu arranger les choses, à cela près que le Luxembourg s'abrite maintenant derrière la silhouette beaucoup plus imposante et plus lourde de M. Thatcher. On a donc un vrai problème mais, à mes yeux, le gouvernement français, comme d'autres gouvernements européens d'ailleurs, devrait se soucier d'aller jusqu'à la crise parce que l'idée qu'il n'y ait pas de tout d'imposition des revenus de l'épargne, compte tenu des facteurs économiques dont je parlais, me paraît insupportable ».

A propos de l'audiovisuel, M. Minc a déclaré : « La vraie

## Sur le vif

### Fous de Dieu

Il est quand même cultotté, Rushdie ! Sous prétexte que Maggie, deux de ses ministres et même un député travailliste ont dit que, bon, fallait reconnaître, ses Versets sataniques, c'était vraiment choquant et un rien dégueul sur les bords, il rouspète, il pète de trouille, des fois que les mecs chargés de le garder se sentiraient autorisés à relâcher leur surveillance et à se dégoûter les jambes en allant s'en jeter un au pub du coin.

Non, mais, qu'est-ce que tu crois ? On n'a pas que toi à s'occuper. T'es vu un peu ce qui arrive à Dante ? Ils sont furieux après lui aussi, les musulmans. Il se sont brusquement rappelés que dans la Divine Comédie ce chien de mécréant a flanqué Mahomet en enfer en le traitant de traître. Et ils ont décidé de faire sauter sa tombe. Avis au maire de Ravenna : ou tu déclares solennellement que Dante a menti, que c'était pas un faux dévot, le Prophète, et tu retires cette saloperie des programmes scolaires, ou ton Alighieri, on le déterra et on réduit ses cendres en bouillie.

C'est pas des mots en l'air, ils sont excités comme des poux, les fous de Dieu. A Padoue, à Karachi, à Winnipeg, à Paris, à Bangkok, à Amsterdam, enfin un peu partout, ils appellent au

meurtre, ils foutent le feu aux librairies, ils témoignent, en brandissant le flambeau de la révolution islamique, d'une saine et juste colère parfaitement accordée à l'année du Bicentenaire.

Et attendez, c'est pas fini. A force de prêcher la guerre sainte, ils font tellement de bruit, qu'ils ont réveillé le Bon Dieu. Il rouspète, bien entendu, sur son nuage. Il ouvre un œil, il regarde ce qui se passe sur cette bonne vieille terre, à la veille du troisième millénaire et il flanque un grand coup de pied au derrière du Saint-Père : Hé ho ! Pourquoi il y en aurait que pour le concurrent ? Allez, secoue-toi ! L'autre s'est incliné en faisant le signe de croix. Le journal du Vatican a condamné énergiquement ces putains de versets, et pas plus tard qu'hier le nouveau vidéo-clip de Madonna a été interdit d'antenne par la télé italienne sous la menace musclée de cathos indignés.

Allez, du nerf, mollez pas. Diderot, Renan, Voltaire, au pilori. Et Darwin, au bûcher. Il était complètement à côté de la plaque, celui-là. Regardez un peu ce qui se passe : c'est pas l'homme qui descend du singe, c'est le contraire.

CLAUDE SARRAUTE.

## Les négociations Est-Ouest

### M. Chevardnadze : trois phases vers la «suffisance»

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

M. Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, a présenté lundi 6 mars à Vienne les propositions du pacte de Varsovie pour les négociations sur les armes conventionnelles.

Dans une première phase de deux à trois ans, les deux alliances devraient réduire leurs forces à des plafonds fixés à 10 % ou 15 % de moins que le niveau actuellement le plus bas. Ce taux de réduction n'est pas très éloigné de celui que proposent les Occidentaux, mais, selon M. Chevardnadze, ces réductions devraient s'appliquer non seulement aux chars, transports de troupes et pièces d'artillerie lourde, comme le souhaite l'OTAN, mais aussi à l'aviation tactique et aux hélicoptères de combat.

L'URSS propose, d'autre part, que dans les zones de contact entre les deux alliances les armements soient réduits à un niveau encore plus bas et les armes nucléaires tactiques éliminées.

Dans une deuxième phase, l'URSS suggère de nouveaux retraits de 25 % non seulement sur les catégories d'armes qui auront déjà subi une réduction mais aussi sur « d'autres catégories non précisées » et la poursuite de « la restructuration des armées selon le principe de la suffisance ».

Dans une troisième phase, les forces armées ne doivent plus avoir qu'un caractère strictement défensif et des plafonds doivent être fixés pour « toutes les catégories d'armes ».

C. T.

### LIBAN M. Joumblatt renonce à son initiative pour le retour des chrétiens dans la montagne

Moukhtara (Liban) (AFP). — Le chef druze libanais, M. Walid Joumblatt, a renoncé, dimanche 5 mars, à son initiative pour le retour des chrétiens dans la montagne qu'il contrôle au sud de Beyrouth, et déclaré qu'il ne rencontrera pas le comité de bons offices de la Ligue arabe sur le Liban.

M. Joumblatt a précisé qu'il met fin à son initiative, lancée le 7 janvier, pour le retour des quelque 150.000 chrétiens chassés en 1983, « car le chrétien, dans toutes ses composantes, protège le commanditaire direct de l'assassinat d'Anouar Fatayri », son proche collaborateur chargé d'organiser ce retour.

Le numéro de « Monde » daté 5-6 mars 1989 a été tiré à 511 067 exemplaires

## M.S. ESSEC

MASTERS SPECIALISES  
FORMATIONS INTENSIVES DE HAUT NIVEAU  
POUR LES PROFESSIONNELS DE DEMAIN.

M.S. Gestion Marketing  
M.S. Techniques Financières  
M.S. Management et Ingénierie Logistique  
M.S. Conception et Gestion des Systèmes d'Information et de Décision  
M.S. Ingénierie de la Connaissance et Systèmes Experts en Gestion

Reins : Montreuil de l'ESSEC - B.P. 105 95021 Cergy Pontoise cedex.  
Tél. (1) 30.38.38.00 3615 - HELPMESSEC  
ESSEC : Enseignement d'Enseignement Supérieur Plus reconnu par l'Etat

## AMÉRIQUE

### LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit) IL COMPREND :  
● Tous les vols à prix réduits (exemples au 1-1-1989)

NEW YORK ..... 1.980 F A/R.  
LOS ANGELES ..... 3.180 F A/R.  
MIAMI ..... 2.580 F A/R.  
MONTREAL ..... 1.980 F A/R.  
HONOLULU ..... 5.900 F A/R.  
MEXICO ..... 3.380 F A/R.

● La location de voiture et camping-car.  
● Les transports intérieurs.  
● Les tarifs d'hôtels.  
● Des circuits à la carte et en groupe.  
● Des tours insolites.  
● Des renseignements pratiques.

Envoi de votre brochure contre 10 F en timbres.

**PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58**

34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M<sup>o</sup> Mouton-Duvernet.

A C D E F G H

مكتبة من الأصول